

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

L'USURE
EN DROIT MUSULMAN
ET SES CONSÉQUENCES PRATIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le 17 Juin 1908

PAR

BENALI FEKAR



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

1908

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

L'USURE

EN DROIT MUSULMAN

ET SES CONSÉQUENCES PRATIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le 17 Juin 1908

PAR

BENALI FEKAR



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

1908

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

- MM. CAILLEMER, G. ✱, I. ☞, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.
MABIRE, ✱, I. ☞, professeur honoraire.
GARRAUD, I. ☞, professeur de Droit criminel.
APPLETON (Charles), I. ☞, professeur de Droit romain.
FLURER, I. ☞, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.
THALLER, ✱, I. ☞, professeur honoraire.
AUDIBERT, I. ☞, professeur honoraire.
COHENDY, O. ✱, I. ☞, professeur de Droit commercial.
PIC, I. ☞, professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), I. ☞, professeur de Droit administratif.
LAMBERT, A. ☞, professeur d'Histoire générale du Droit français.
BOUVIER, I. ☞, professeur de Science financière et de Législation française des finances.
LAMEIRE, A. ☞, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.
JOSSEMERAND, A. ☞, professeur de Droit civil.
BROUILHET, A. ☞, professeur d'Economie politique.
HUVELIN, A. ☞, professeur de Droit romain.
LÉVY, A. ☞, professeur de Procédure civile.
GONNARD, A. ☞, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Economie politique.
BECQ (J.), I. ☞, secrétaire.
-

JURY DE LA THÈSE

- | | |
|------------------------|----------------------|
| MM. CAILLEMER. | <i>Président.</i> |
| LAMBERT. | } <i>Assesseurs.</i> |
| BROUILHET | |

A MONSIEUR EDOUARD AYNARD

PRÉSIDENT D'HONNEUR DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LYON

Hommage de reconnaissance.

BIBLIOGRAPHIE

Coran.

Edition du Caire, 1315 de l'hégire (1897).

BAYDAWI. — *Commentaire du Coran*, 2 vol., Caire, 1285 de l'hégire (1869).

ZAMEKHCHARI. — *El-Kachchâf. — Commentaire du Coran*, 2 vol., Boulâq, 1281 de l'hégire (1864).

MOHAMMED ERRAZI. — *Ettefsir-El-Kébir. — Commentaire du Coran*, Caire, 1308 de l'hégire (1890).

TABARI (IBN DJARIR). — *Commentaire du Coran*, Caire, 1321 (1903).

Hadiths et droit.

MALIK BEN ANAS. — *El-Mouwatta. — Commentaire de Zurqâni*; en marge, *Sounan Abou Daoud*, Caire, 1310 de l'hégire (1884).

EL-BOKHARI. — *Traditions islamiques*, traduction de O. Houdas et W. Marçais, Paris, Leroux, 1903.

MOSLIM. — *Sahih. — Commentaire de Nawawi*, Caire, 1283 (1866).

MOHAMMED 'ABDOU. — *Etude sur l'usure*, publiée par les soins d'un de ses élèves, *El-Manar*, juin 1906.

'ABDEL 'AZIZ CHAWICH. — *Conférence sur l'usure*, Caire, avril 1908.

SIDI-KHELIL. — *El Mokhtaçar. — Précis de jurisprudence musulmane*, Paris, Imprimerie Nationale, 1858.

KHARCHI. — *Commentaire de Sidi Khelil*, Caire, 1316 hégire (1831).

DERDIR. — *Commentaire de Sidi Khelil*, Boulâq, 1281 (1864).

IBN 'ABIDINE. — *Eddourroul Moukhtâr*, Boulâq, 1286 (1863).

IBN FARHOUN. — *Tebssirat el houkkâm*, en marge : *El'Aqd el Mou-naddâm* de :

IBN SALMOUN. — Caire, 1301 (1884).

IBN 'ACEM. — *Tohfa*, traduction de O. Houdas et F. Martel. Alger, 1893.

- SEIGNETTE. — *Code musulman*, par Khelil. Statut réel, 1878, Alger, Jourdan, Paris, Challamel.
- PERRON. — *Précis de jurisprudence musulmane*, Imprimerie Nationale, Paris, 1854.
- PERRON. — *Kitâb el Mizân el-Khedriyyah de Charâni*, Alger-Bastide, 1870.
- VAN DEN BERG. — *Minhâdj Ettâlîbîn*, Batavia, 1884.
- IBN KHALDOUN. — *Mouqaddima*, Boulâq, 1320 (1901).
- GAZALI. — *El Ihyâ*, Caïre 1278.
- IBN EL QAYYM. — *Flâm-el-Mouqîn*.
- GOGUYER. — *Choix splendide de préceptes cueillis dans la loi*, Paris, Maisonneuve et Leclerc, 1885.
- WILLIAM MARÇAIS. — *Le Taqrib de Ennanawi*, Paris, Imprimerie Nationale, 1902.

Histoire. — Philosophie. — Droit comparé.

- BARON CARRA DE VAUX. — *Gazali*, Paris, Alcan, 1902.
- CL. HUART. — *Littérature arabe*, Paris, Colin, 1902.
- ED. LAMBERT. — *La Fonction du droit civil comparé*, Paris, V. Girard et E. Brière, 1903.
- MACHUEL. — *Manuel de l'arabisant ou recueil de pièces arabes*, Alger, Jourdan, 1881.
- GONNARD. — *Histoire des doctrines économiques*, cours non publié.
- SNOUK HURGRONJE. — *Le droit musulman (Revue de l'Histoire des Religions, XXXVII, pp. 1-174)*.
- KUENEN. — *L'Islam (Revue de l'Hist. des Relig., VI, p. 1-40)*.
- DECOURDEMANCHE. — *Les Légendes évangéliques chez les Musulmans (Revue de l'Hist. des Relig., VII, pp. 212-235)*.
- W. MARÇAIS. — Article MOHAMMED dans la *Grande Encyclopédie*.
- DE BÖHME BAWERK. — *Histoire critique des théories de l'intérêt du capital*, traduction sur la deuxième édition, par J. Bernard. Paris, Girard et Brière, 1902.
- VICTOR BRANTS. — *La Lutte contre l'usure dans les lois modernes*, Louvain, Peters. Paris, Larose et Tenin, 1907.
- GIRARD. — *Manuel élémentaire de droit romain*, Paris, Rousseau, 1906.

Ouvrages étrangers.

- EMILE COHN. — *Der Wucher (ribâ) in Qorân chadith und fiqh (Berliner juristische Beiträge, 1903)*.

- GOLDZIH. — *Muhammedanische Studien*, Halle-Niemeyer, 1889-1890.
- WELLHAUSEN. — *Médina vor dem Islâm*, dans ses *Skizzen und Vorarbeiten*, IV, p. 7-17.
- DOZY. — *Die Israeliten zu Mekka von Davids zeit bis ins fünfte Jahrhundert unserer Zeitrechnung*, Leyde, 1864 (traduction du hollandais).
- MULLER. — *Der Islam im Morgen und Abendland*, Berlin, 1885.

Ouvrages divers.

- Ismaël HAMET. — *Les Musulmans français de l'Afrique du Nord*, Paris, A. Colin, 1906.
- VARNIER. — *Rapport sur les opérations des Sociétés indigènes de prévoyance*, Alger, Fontana, 1907.
- Joseph LECOQ. — *Les Sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels des communes d'Algérie*, Paris, Pedoux, 1903.
- René WEILL. — *Du Prêt à intérêt proprement dit et sur gages*, Paris, Rousseau, 1902.
- JOOST VAN VOLLENHOVEN. — *Essai sur le fellah algérien*, Paris, Rousseau 1903.
- Henry DRAPIER. — *La Condition sociale des Indigènes algériens*, Paris, Rousseau, 1899.
- Ernest MERCIER. — *La Question indigène en Algérie au commencement du XX^e siècle*, Paris, Challamel, 1901.
- Henri Pensa. — *L'Avenir de la Tunisie*, Paris, André, 1903.
- BURDEAU. — *L'Algérie en 1891*, Paris, Hachette, 1892.
- GOURGEAUD. — *Les sept Plaies de l'Algérie*, Alger, 1891.
- Maurice COLIN. — *Quelques Questions algériennes*, Paris, Larose, 1899.
- BOYER-BANSE. — *La Propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville*, Orléansville, Carbonel, 1902.
- La Tunisie au début du XX^e siècle*, Paris, de Rudevral, 1904.
- Maurice POUYANNE. — *La Question agraire en Algérie. Questions diplomatiques et coloniales*, 1^{er} décembre 1901.
- ROUIRE. — *Les Colons d'Algérie (Revue des Deux-Mondes, 15 septembre, 15 octobre, 1901.)*
- Louis VIGNON. — *La France en Algérie*, Paris, Hachette, 1893.
- ABDEL DJALIL ZAOUCHE. — *Un essai de Sociétés coopératives en Tunisie (Revue du Monde musulman, février 1907.)*

PHILIPPART. — *Contribution à l'étude du Crédit agricole en Algérie*, Paris, Larose, 1903.

USBORNE. — *La question agraire dans le Pendjab (Questions diplomatiques et coloniales, 1^{er} avril 1901.)*

Guide pratique pour la création et l'administration des Caisses de crédit agricole mutuel, Paris, Imprimerie Nationale, 1907.

Enquête sur la propriété indigène. — Procès-verbaux des séances de la Commission de 1898, Alger, Heintz, 1904.

Codification du droit musulman (Projet de), Alger, Fontana, 1906.

Enquête sur l'état de la propriété indigène (Revue algérienne, I, 1905).

Code civil égyptien, Le Caire, Imprimerie Nationale, 1896.

Périodiques et recueils de législation.

El-Manâr (revue arabe), paraissant au Caire.

El-Liwa, Un des principaux organes de la renaissance néo-musulmane (quotidien), Caire.

Bulletin officiel du gouvernement de l'Algérie.

Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence (Publiée par l'Ecole de droit d'Alger depuis 1885).

Bulletin de la Société des agriculteurs d'Algérie.

Journal officiel.

Revue internationale de législation et de jurisprudence musulmanes.

Comptes rendus.

Compte rendu des séances des Délégations financières algériennes.

Compte rendu des séances de la Conférence consultative de Tunis.

L'USURE

EN DROIT MUSULMAN

ET SES CONSÉQUENCES PRATIQUES

INTRODUCTION

Les modifications profondes que la production actuelle a apportées dans la vie économique moderne ont faussé depuis longtemps les mesures de protection édictées par le droit musulman en faveur de certains produits de première nécessité.

Si la doctrine en a encore une conception conforme à la situation économique des premiers siècles de l'hégire, en revanche la pratique n'a jamais cessé d'évoluer librement.

Les Arabes de l'époque antéislamique (*Djâhilya*) paraissent avoir été très attachés au *ribâ*, qu'ils considéraient comme une forme de vente, comprenant à la fois une opération de prêt, d'échange et de vente. A l'échéance d'une créance, le débiteur gêné demandait à son créancier une prorogation du terme et, à ce titre, il lui devait une compensation qui consistait à élever le principal de la dette. Autrement dit, le prêt à intérêt était d'un usage courant, mais il est probable que la coutume des Arabes païens était seule à considérer l'usure comme licite.

Le Coran, en intervenant, a distingué la vente de

l'usure, mais uniquement en les opposant l'une à l'autre. Il a condamné l'usure et consacré la liberté commerciale.

Aucun des éléments juridiques dégagés plus tard par les exégètes du Coran et des hadiths n'est expressément mentionné, ou même sous-entendu par les versets du Coran relatifs à l'usure.

Une seule allusion est exprimée et, à notre avis, elle est décisive, pour caractériser l'usure. On n'a pas suffisamment insisté sur ce passage, qui montre clairement qu'il s'agissait d'un contrat de vente (ou de prêt) dans lequel le créancier se faisait rembourser par son débiteur le double ou le triple de ce qu'il lui avait avancé. Cette indication est unique, mais elle présente un intérêt capital (sourate 3, verset 125).

Ailleurs (sourate 2, après le verset 279), il est recommandé aux parties qui contractent une convention de mentionner, dans l'acte qui la constate, toutes les clauses qu'elles acceptent et de stipuler un terme précis.

Les hadiths, en déterminant les matières d'usure, nous permettent de savoir que le Livre-Saint visait les prêts de consommation qui se contractaient au moyen de conventions verbales sans délai certain, ce qui, dans la pratique, dut soulever de grandes difficultés entre prêteurs et emprunteurs.

Les paroles du prophète suppléent ainsi au silence du Coran. A l'imprécision de l'un succède la netteté des autres. Bien qu'on puisse refuser de reconnaître un caractère d'authenticité absolue à toutes les traditions, il n'en demeure pas moins certain qu'elles tendaient à protéger les denrées alimentaires, telles que le blé ou froment, l'orge, les dattes et le sel et les métaux précieux, l'or et l'argent. Les hadiths les soumettent à de nombreuses restrictions quant aux transactions dont ils sont l'objet.

Le législateur, en condamnant les bénéfices excessifs prélevés par ceux qui détenaient ces denrées en réserve, voulait également les soustraire à un commerce exagéré. Or, tous ces produits constituent des objets de première nécessité que la presque île arabe ne produisait qu'en quantité insuffisante pour les besoins de la population. Cela les rendait plus précieux que partout ailleurs. Si donc ils devaient être l'objet de spéculations peu en rapport avec les ressources du pays, il ne pouvait en résulter que des inconvénients pour la masse des consommateurs.

Les mesures restrictives auxquelles étaient soumises les transactions ayant pour objet les métaux précieux et les denrées alimentaires n'avaient pas d'autre raison d'être qu'une réaction imposée par la situation économique de l'époque et du milieu. Les abus commis et l'incertitude de la production exclusivement domestique donnent à cette protection un caractère purement annonaire.

Cependant, les auteurs sont presque unanimes pour considérer les produits expressément désignés par les hadiths comme de simples spécimens auxquels il faut assimiler ceux qui jouent un rôle identique dans la vie économique.

Toutes les écoles orthodoxes sont d'accord là-dessus, mais les *Dzâhîrya*, c'est-à-dire ceux qui s'en tiennent à la lettre du Coran et des hadiths, n'admettent pas une interprétation aussi large.

Dès lors, il apparaît nécessaire d'envisager la théorie de l'usure à un troisième point de vue qui est celui de la doctrine proprement dite.

La mention que font les hadiths des principales denrées alimentaires a suggéré aux auteurs l'idée que tout produit servant de base à l'alimentation (*iqtiyât*) et susceptible de conservation (*iddikhâr*) est qualifié d'usurateur (*ribawi*). Aux dattes on assimile les fruits (*fâkiha*) et au

sel ce qu'on utilise comme assaisonnement (*moslih*) ou comme médicament (*littadâwi*). Les métaux précieux constituent une classe dite de *valeurs* lato sensu (*djins el atmâne*). Comme il est d'usage de les vendre au poids, l'école hanéfite, fidèle à la méthode d'analogie (*qiyâs*), leur assimile les autres métaux que l'on vend de la même manière.

Les conditions dans lesquelles ces matières peuvent être prêtées, vendues ou échangées les unes contre les autres se ramènent à deux principes ou caractères distinctifs s'appliquant d'une part aux denrées alimentaires (*'illatou el-iqtiyât*) et, d'autre part, aux métaux précieux (*'illatou el-atmâne*).

S'agit-il, par exemple, de vendre du blé pour du blé, ou de l'or pour de l'or? L'identité de principe entraîne une double condition pour la validité de l'opération : égalité quantitative et qualitative (*lâ-fadla beñnahoumâ*) et de la main à la main (*yaden biyadin*).

Les produits à échanger diffèrent-ils, au contraire, quant aux principes? On peut les apprécier inégalement (blé contre orge, or contre argent), mais l'opération doit être conclue de la main à la main, sans désemparer (*kabla ettafârouq*).

Tel est le schéma de toutes les opérations prévues dans le prêt, l'échange ou la vente des matières d'usure. C'est donc jusque-là l'exclusion absolue de tout délai dans les transactions dont ces produits peuvent être l'objet et qui se réduisent toutes à un contrat *do ut des*.

Il y a ainsi deux sphères d'action nettement délimitées quant à la situation des matières d'usure. Ces deux sphères sont représentées, d'un côté par les métaux précieux, l'or et l'argent et, de l'autre, par les principales denrées alimentaires.

Si, maintenant, il s'agissait d'échanger deux produits appartenant chacun à une sphère différente, les parties contractantes reprendraient leur liberté complète. Elles pourraient alors traiter, soit au comptant, soit à terme.

De l'inobservation de ces diverses conditions peuvent résulter plusieurs formes d'usure. Ainsi, dans une opération de vente (il s'agit toujours de denrées usuraires), les deux équivalents sont de même principe. Une des parties prélève un avantage quelconque, la convention sera entachée de vice d'usure d'accroissement (*riba el-fadl*). Les deux produits à échanger ne diffèrent pas quant à leurs principes, mais sont de natures différentes (blé contre orge, dattes contre froment, argent contre or, etc.). Si on faisait intervenir un terme, l'opération serait illicite pour être entachée d'usure du terme (*ribâ-ennassâ*).

La doctrine ne s'en est pas tenue là et c'est dans la plupart des autres contrats qu'il faut rechercher les clauses qu'elle juge usuraires et, par suite, illicites. Bien que la plupart des auteurs poursuivent la protection des métaux précieux et des denrées alimentaires, il n'en subsiste pas moins que leur prétention est de prévenir les moyens frauduleux par lesquels les parties contractantes s'efforcent de tourner la prohibition du prêt à intérêt.

C'est là que s'opère une rupture complète entre la doctrine et la pratique. La première en condamnant les conventions suspectes, à ses yeux, de dissimuler des opérations usuraires (*darâ'i*) et la deuxième en se conformant aux multiples nécessités de la vie économique.

Ainsi le prêt proprement dit ne devant procurer aucun avantage (*usura*), c'est par le contrat de gage surtout qu'on y parviendra. On peut donner en nantissement aussi bien des objets mobiliers que des objets immobiliers.

Le créancier peut stipuler, quand il s'agit d'une chose

frugifère, qu'il fera les fruits siens, mais à la condition de les imputer sur le principal de la créance. Cependant, et c'est ici qu'intervient une distinction très curieuse, si la dette pour la sûreté de laquelle le nantissement est consenti naît d'un contrat de vente, le créancier fera les fruits siens et seulement pour un délai prévu. Si, au contraire, le gage est donné pour sûreté d'une dette née d'un prêt, cette stipulation de jouissance ne pourra intervenir qu'en déduction du capital prêté.

Les auteurs disent, en effet, qu'une opération de vente est compatible avec un loyer de la chose vendue, mais elle ne l'est plus lorsqu'il a lieu à la suite d'un prêt. De là à déclarer que les parties contractent une convention de vente, il n'y a qu'un pas. C'est ainsi que s'explique l'origine de la *tsénia*, si tristement célèbre en Algérie.

L'usure du droit musulman est donc, avant tout, une usure de choses étendue par les auteurs scolastiques au delà de ses limites primitives. Mais il est permis de douter que la pratique ait jamais hésité à utiliser des moyens détournés imposés par la force même des choses.

En effet, en ce qui concerne les denrées alimentaires, il s'agissait simplement d'éviter le double écueil de l'identité de principe et d'espèce des objets à échanger pour faire intervenir le terme. Le contrat de *mohattra*, que nous croyons dériver de la *mokhâdara*, très répandu au moyen âge, était d'origine hispano-arabe.

C'est là une des nombreuses formes sous lesquelles l'usure s'est développée et, aujourd'hui encore, elle se pratique en Algérie au moyen d'avances de céréales, de vente à terme, de prêt sur gage et si les infractions à la loi musulmane ont toujours existé, elles ont pris, grâce à la diffusion des procédés commerciaux modernes, des

proportions inquiétantes dans les pays islamiques occupés par les puissances européennes.

Cela était inévitable avec la superposition de deux systèmes économiques, dont l'un est caractérisé par la production domestique qui domine chez les musulmans, et l'autre caractérisé par la surproduction que l'on constate chez les peuples avancés.

Si donc les idées économiques des auteurs musulmans se trouvent en contradiction manifeste avec le but poursuivi par le Coran et les hadiths, le contact avec les peuples modernes accuse davantage cette antithèse.

On voit aussi que c'est à tort qu'on attribue au Livre-Saint ce qui n'est dû qu'à l'imagination des auteurs scolastiques entraînés par leur zèle rigoriste à renchérir sur les dispositions du législateur. Leur seule excuse, il faut le reconnaître, réside dans les conditions de la production économique de leur temps. Leurs vues sont incompatibles avec nos conceptions modernes, mais non avec celles de leur époque.

Aujourd'hui, sous la poussée vigoureuse de la renaissance musulmane, on tend à revenir à la source première de la législation de l'Islâm. Or, s'il est une question où le Coran ne donne lieu à aucune difficulté d'interprétation, c'est certainement en ce qui concerne l'intérêt du capital. A cet égard, il est nécessaire, pour éviter toute équivoque, d'envisager le problème de l'usure à un double point de vue. En premier lieu :

1° *Qu'est-ce, au juste, que le ribâ prévu par le Coran?* — Le ribâ, tel que le définit le Livre-Saint, est, nous l'avons vu, une convention dans laquelle deux personnes, dont une momentanément dépourvue de res-

sources se fait consentir par l'autre une avance de denrées de première nécessité.

Nous avons donc en présence un prêteur d'un caractère spécial et un emprunteur pressé par des nécessités urgentes. Leurs situations respectives sont forcément inégales et si l'un est prêt à souscrire à toutes les conditions qu'on exige de lui, l'autre s'efforcera de lui en imposer le plus qu'il pourra. Ce sont ces abus que le Coran et les hadiths ont entendu prohiber, et ce sont ces mêmes abus que la morale et les législations modernes condamnent aussi énergiquement et qui constituent l'usure proprement dite.

La sévérité du Coran ne peut s'expliquer que par le spectacle des ruines accumulées par les procédés inhumains des usuriers de l'époque. Il fallait, de toute nécessité, enrayer un mal qui menaçait tout le peuple. Cette réaction faisait partie d'un ensemble de mesures destinées à prévenir la masse contre certains excès, tels que les jeux de hasard, le vin, etc. On ne peut, en effet, nier la coexistence de ces fléaux inhérents à toute société humaine et qu'on ne peut combattre que par une lutte sans répit.

Le Coran, pour réprimer énergiquement l'usure, ne pouvait se contenter de demi-mesures et, sans chercher à altérer par une interprétation complaisante le sens des passages relatifs à cette question, on peut dire qu'il a prohibé tout bénéfice provenant d'une opération de prêt, afin d'enrayer le mal dans la mesure du possible.

Si tel est le sens littéral des passages du Coran qui condamnent l'usure, l'esprit de ces mêmes passages ne saurait comprendre à la fois l'usure telle qu'on la conçoit de nos jours et l'intérêt du capital. Et alors se pose une deuxième question.

2° *Qu'est-ce que l'intérêt du capital?* — C'est la rémunération de l'un des principaux facteurs de la production moderne. Nous n'avons pas à rechercher ici s'il est légitime ou non, mais il nous suffira d'en constater le rôle en l'état actuel de l'évolution économique. L'intérêt du capital est prélevé sur les bénéfices réalisés dans une entreprise commerciale ou industrielle. On ne peut donc pas le comparer au profit provenant du prêt de consommation uniquement visé par le Livre-Saint.

Il importe de faire une distinction bien nette entre les deux situations.

En vue du prêt destiné exclusivement à secourir les malheureux qui se trouvent dans une gêne momentanée, il existe dans les pays civilisés des institutions créées dans ce but, telles que les monts-de-piété. En admettant même que l'intérêt du capital soit un mal, comme le soutiennent les auteurs musulmans qui s'obstinent à le confondre avec l'usure, il est évident qu'à ce titre il constitue un mal moins grand que le ribâ tel qu'il est pratiqué dans les pays d'Islâm.

Si donc le droit moderne admet l'adage « que de deux maux on doit choisir le moindre », les auteurs musulmans le connaissent également et, en définitive, on peut l'appliquer comme *ultima ratio* au problème économique de l'intérêt du capital qui se pose actuellement devant l'opinion avec la brutalité que l'on sait.

La doctrine moderne est loin d'être aussi avancée que la pratique, mais devant les progrès économiques accomplis par les musulmans, la question de l'intérêt s'est imposée à l'attention des écrivains orientaux. Beaucoup d'entre eux demeurent fidèles aux théories scolastiques et n'admettent que l'interprétation littérale des passages du Coran et des hadiths. D'autres défendent l'intérêt du

capital, mais sans mettre suffisamment en opposition les conditions économiques qui ont imposé au législateur musulman la protection des denrées de première nécessité avec celles qui régissent la production moderne. Ils subissent l'influence des idées occidentales sans se demander à la suite de quelle évolution économique on est arrivé à défendre l'intérêt du capital.

Si la doctrine musulmane s'ébauche à peine, elle se pliera fatalement aux circonstances. Néanmoins, elle procédera par une évolution rapide en raison même des résultats acquis, contrairement à la doctrine occidentale qui représente plusieurs siècles d'efforts.

Les conséquences désastreuses dues au développement considérable de l'usure en Algérie sont connues de tous. Les causes en sont multiples et proviennent en partie du droit musulman. Mais la législation française y a sa part de responsabilité, comme d'ailleurs l'administration elle-même.

Ce n'est que dans ces dernières années que l'on s'est préoccupé sérieusement des dangers de toute sorte que présente le prolétariat, sans cesse en accroissement, créé par les expropriations en masse des terres indigènes, les licitations, l'empiétement du droit français dans le domaine de la loi musulmane, les diverses lois immobilières, etc.

Puis brochant sur le tout, l'absence d'éducation économique de la population indigène en vue de laquelle on ne fit rien ou presque.

C'est un lieu commun de répéter que l'usure constitue une des grandes plaies sociales de l'Algérie. Ce sont surtout les indigènes qui en sont victimes de la part des Israélites, des Européens et aussi hélas de leurs propres coréligionnaires, Kabyles, Mozabites et Arabes.

Parmi les moyens adoptés en vue de lutter contre ce fléau figure, au premier rang, l'institution des « Caisses indigènes de secours mutuels et de prévoyance » dont les résultats en ces dernières années ont été considérables. C'est grâce à l'impulsion que leur a donnée M. Jonnart, gouverneur général, que l'on compte actuellement le onzième de la population musulmane comme membres participants à cette œuvre éminemment bienfaisante.

Les Sociétés de prévoyance tendent maintenant à faire l'éducation économique des indigènes en leur procurant des instruments agricoles perfectionnés, des semences et même des animaux pour le labour. C'est par là seulement qu'on parviendra à lutter efficacement contre les ravages provoqués par l'usure, dont les causes résident toutes dans l'ignorance de l'indigène en ce qui touche ses intérêts matériels.

A côté des Sociétés de prévoyance dont le but est assez limité, comme leur nom l'indique et par suite des capitaux relativement peu considérables (quinze millions de francs) qu'elles ont à leur disposition, il conviendrait de multiplier les caisses de crédit agricole.

Il en existe déjà un certain nombre qui fonctionnent admirablement en Algérie. Les résultats qu'elles ont donnés en France, en Allemagne et en Italie les imposent à l'attention de tous ceux que préoccupe l'avenir des indigènes algériens.

Ces caisses, comme leurs aînées présentent le double avantage d'être basées sur le principe de la mutualité et de soutenir exclusivement les entreprises agricoles. Ce sont là deux considérations qui contribueront à leur attirer le concours d'un grand nombre de musulmans dont l'agriculture occupe l'immense majorité.

On doit encourager par tous les moyens la participation

des indigènes à ces institutions. Déjà les caisses qui fonctionnent en comptent un certain nombre parmi leurs membres et il est à souhaiter qu'avec les progrès rapides accomplis par la population musulmane cette forme de mutualité pratique, prenne une extension beaucoup plus considérable.

C'est en multipliant les liens d'intérêts qui unissent les colons algériens aux indigènes qu'on fera le plus pour leur rapprochement.

D'ailleurs le développement économique que l'Algérie a atteint dans ces dernières années est une preuve indéniable, à notre avis, des progrès rapides accomplis par la population indigène chez qui l'influence française est plus profonde qu'on ne pense généralement. Si le commerce algérien est appelé à dépasser, sans aucun doute, le chiffre de 800 millions à la fin de 1908, c'est que la part de l'élément indigène est devenu plus considérable. Il est à prévoir que, dans quelques années, on « saluera » le milliard et, comme disait un ministre des finances de la Restauration « on ne le reverra plus ».

La question de l'usure, telle qu'elle se pose actuellement a un caractère purement économique. Les causes qui la provoquent et les solutions qu'elle comporte doivent être recherchées dans la situation même des indigènes.

Les musulmans, en s'y livrant, en soupçonnent vaguement, du moins dans beaucoup de cas, l'illégalité et ils confondent toujours l'usure et l'intérêt du capital. C'est très probablement une des raisons pour lesquelles on constate chez eux une certaine répulsion, de pure forme il est vrai, contre l'intérêt.

On a toujours cherché, on ne sait trop pourquoi, à combattre l'usure au moyen de mesures législatives des plus rigoureuses sans aucun succès ce qui ne décourage ni certaines

assemblées coloniales ni même le Parlement français.

Ainsi l'ordonnance du 7 décembre 1835 sur la liberté de l'intérêt conventionnel fut rapportée en 1848 pour être remise en vigueur un an après, l'usure ayant repris plus d'extension qu'auparavant. La dernière loi votée dans ce sens est celle du 13 avril 1898.

Parmi les vœux émis par les Délégations financières algériennes et par la Conférence consultative de Tunis, beaucoup réclamaient l'intervention du législateur en vue d'édicter des mesures sévères contre l'usure.

La Société des agriculteurs d'Algérie a, à notre avis, mieux compris l'origine du mal en émettant un vœu qui, malgré quelques légères erreurs, dit très judicieusement : *qu'il est indispensable de donner aux indigènes des moyens et des facilités pour obtenir un peu de crédit et améliorer leurs exploitations agricoles* (15 mars 1907).

Les lois ont toujours été insuffisantes pour enrayer l'usure. Il faut, de plus, remplacer le crédit véreux par le crédit honnête et, à cet effet, les institutions à base de mutualité sont seules à même de refouler le mal, comme l'ont montré péremptoirement les résultats obtenus en Allemagne, en France, en Italie et en Egypte.

L'usure, en affectant mille formes diverses, exige un grand nombre de solutions et à cet égard, l'initiative privée peut seule en faciliter les recherches. En ce qui concerne l'Algérie, c'est par l'éducation générale des indigènes, par une propagande active et intelligente en faveur de toutes les institutions dont le but est de développer et de multiplier les liens de solidarité qu'on arrivera, sinon à enrayer totalement l'usure, du moins à lui enlever son caractère endémique et général.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'USURE DANS LE CORAN

SECTION I

TEXTES

2^e sourate (révélée à Médine). Verset 276, 277, 278, 279. Baydâwi, I, 185, 186, 187. Zamekhchâri, I, 108, 109 :

Ceux qui vivent de l'usure seront (au jour du jugement dernier), semblables à celui que le démon agite. Cela pour avoir dit : la vente et l'usure sont une même chose.

Dieu a permis la vente, mais il a interdit l'usure. Celui qui, ayant eu connaissance du commandement de Dieu, s'y est soumis, conservera tous ses biens acquis jusqu'alors. Dieu seul le jugera (ou le récompensera).

Ceux qui continueront (à pratiquer l'usure) auront l'enfer comme séjour éternel.

Dieu anéantit l'usure et récompense les actes de charité avec usure.

.

O vous qui croyez, craignez Dieu et abandonnez ce qui vous reste dû par ribâ, si vous êtes des croyants. Si vous

n'en faites rien, apprenez que vous serez combattus au nom de Dieu et de son prophète.

En revenant à Dieu, vos biens vous appartiendront, mais n'agissez point injustement (en prélevant une augmentation) et vous ne subirez aucun préjudice. — S'il est dans la gêne (le débiteur), attendez un moment plus propice, mais si vous lui en faisiez don (de la créance ou d'un nouveau délai), vous en seriez dignement récompensés.

3^e sourate (révélée à Médine). Verset 125. Baydâwi, I, 232. Zamekhchâri, I, 139, *in fine* :

O vous qui croyez, ne mangez pas le ribâ qui double et redouble (le montant de la créance) et craignez Dieu, peut-être seriez-vous plus heureux.

4^e sourate (révélée à Médine). Verset 159. Baydâwi, I, 316. Zamekhchâri, I, 199, *in fine* :

C'est à ceux qui ont suivi la voie de Dieu que nous avons interdit des profits qu'ils (les infidèles) jugeaient licites. En s'écartant de la voie de Dieu, ils ont pratiqué l'usure, malgré la défense qui leur en avait été faite et mangé les biens des gens inutilement.

30^e sourate (révélée à la Mekke). Verset 38. Baydâwi, II, 247. Zamekhchâri, II, 167, *in fine* :

Ce que vous aurez consenti par ribâ afin d'accroître vos biens aux dépens d'autrui, Dieu ne l'augmentera pas, mais ce que vous aurez consenti par (acte de) charité, en vue de plaire à Dieu, sera récompensé au double.

SECTION 'II

LE RIBÂ DANS LE CORAN

Les versets du Coran relatifs au problème de l'usure (ribâ) sont très peu nombreux et ils semblent ne viser

qu'une question de fait, d'espèce pourrait-on dire, plutôt que l'exposition d'un système. En effet, cela ressort nettement du texte même du Livre-Saint et aussi des commentaires ou exégèses des docteurs musulmans qui sont tous unanimes pour admettre que le législateur avait en vue le fameux contrat d'usure dit *nessia* ou *nassâ*, c'est-à-dire *prorogation du terme d'une créance*.

Ces versets sont répartis inégalement dans plusieurs sourates (chapitres) et ont été révélés au prophète Mohammed, soit à Médine, soit à la Mekke.

Le plus grand nombre de versets se rapportant au ribâ se trouvent dans la 2^e sourate¹, dite : *sourate el baqâra* (de la vache) ; puis quelques-uns sont dans la 3^e sourate, dite² : *sourate âl Amrân* (de la famille d'Amrân), et enfin les versets de la 4^e³ et de la 30^e sourates⁴ dites respectivement *sourate erroum* (des Romains) et *sourate ennissâ* (des femmes).

Sauf en ce qui concerne les versets de la 2^e sourate, les autres semblent être des allusions incidentes à la question de l'usure. Néanmoins, l'indication capitale est dans le verset 125 de la sourate 3 où il est parlé du produit de l'usure « qui double et redouble (le montant de la créance) » (*ad'âfenn moudâafatenn*)⁵.

Dans la période antéislâmique ou *djahilya* (l'ignorance), comme disent les auteurs musulmans, et même après

¹ Baydawi, I, 185, 186, 187 ; Zamekhchâri, I, 108, 109.

² Baydâwi, I, 232 ; Zamekhchâri, I, 139.

³ Baydâwi, I, 316 ; Zamekhchâri, I, 199.

⁴ Baydâwi, I, 247 ; Zamekhchâri, II, 167.

⁵ Tabari, IV, p. 55, donne une explication assez originale de ce passage. « Le doublement » consistait chez les Arabes antéislâmiques soit à exiger le double de la créance échue, soit à se reconnaître débiteur d'un animal plus âgé. Dans un cas comme dans l'autre, c'est la compensation du renouvellement du terme accordé par le créancier à son débiteur.

l'avènement de l'Islâm, les Arabes pratiquaient l'usure qu'ils considéraient comme une opération commerciale. Le terme de *ribâ* paraît réservé à cette convention et ce n'est que plus tard que les jurisconsultes dégageront une théorie d'ensemble dont les bases juridiques s'inspireront bien plus des *hadiths* (traditions) que du Coran. Ils établiront, en outre, plusieurs distinctions dans les formes qu'affecte le *ribâ* et que nous étudierons en temps opportun.

Le mot *nessia* n'est nulle part exprimé par le Coran et seuls les commentaires et les *hadiths* l'emploient.

Ce contrat consistait surtout en avances de choses de première nécessité et consommables, moyennant le remboursement d'une somme ou d'une quantité supérieure de la même matière, soit à une échéance déterminée, soit à plusieurs échéances successives¹.

A l'expiration du terme stipulé, si le débiteur est dans l'impossibilité de se libérer de son obligation, il sollicitera de son créancier une prorogation du délai convenu, contre une compensation qui consistera dans un accroissement du chiffre de la dette. C'est ce renouvellement qui constitue le *nessia* et c'est l'augmentation de la créance que désigne le mot *ribâ*.

Ainsi, disent les commentateurs, à mesure que les échéances arrivaient, le débiteur se trouvait de plus en plus engagé. Il n'est donc pas surprenant que la dette contractée par le débiteur malheureux, quelque minime qu'elle ait été au début dût fatalement amener sa ruine complète.

Les auteurs insistent particulièrement, en disant que le débiteur demandait à son créancier de lui

¹ Mohammed Errâzi, *Ettefsir Elkebir*, II, 370.

accorder un nouveau délai contre une augmentation de la dette.

C'était donc un prêt de consommation, un contrat de *mutuum*, dans la plupart des cas et, comme tel, il devait inévitablement entraîner pour le débiteur la perte de tous ses biens au profit de son créancier¹.

On ne peut pas voir autre chose dans ce contrat qu'un prêt à intérêt pratiqué par tous et d'un usage probablement ancien. Néanmoins c'était une vente dans l'opinion générale, comme on le verra plus loin. Mais est-ce là un produit du sol, de la vie économique des Arabes de la Djâhilya ou est-il d'importation étrangère? On peut admettre, en effet, que les rapports commerciaux qui avaient lieu entre l'Arabie d'une part et le Bas-Empire et la Perse d'autre part, n'ont pas été sans avoir exercé une grande influence sur les populations de la péninsule arabique.

Les caravanes qui partaient de la Mecque pour la Syrie, et réciproquement, constituaient des traits d'union pour ainsi dire ininterrompus, d'où il est résulté une pénétration continue de l'influence religieuse et économique des idées chrétiennes et juives².

Peut-être aussi l'usure ou le prêt à intérêt puisqu'ils ne font qu'un dans le mot *ribâ*, était-elle surtout pratiquée par les tribus idolâtres qui formaient la majorité de la population de l'Arabie. Et alors, l'influence du judaïsme et du christianisme serait plutôt négative, au point de

¹ Mohammed Errâzi, *Ettefsir-Elkebir*, II, p. 370.

² Voir sur ces influences juives et chrétiennes : Wellhausen *Medina vor dem Islam* dans ses *Skizzen und Vorarbeiten*. IV, p. 7, 17; Hartwig Hirschfeld, *Essai sur l'histoire des Juifs à Médine* (*Revue des études juives*, 1883, IV, p. 167-193); Dozy, *Die Israeliten zu Mekka von Davids Zeit bis ins fünfte Jahrhundert unserer Zeitrechnung*, Leyde, 1864 (traduction du hollandais).

vue économique. Nous devrions donc à ces religions plutôt la prohibition de l'intérêt du capital, si toutefois cette expression n'est pas prématurée.

Cette dernière hypothèse serait plus naturelle et plus conforme à la réalité. En effet, si l'Islâm a énergiquement lutté contre les autres confessions implantées parmi les habitants de l'Arabie depuis plusieurs siècles, il a aussi et surtout combattu les idolâtres¹. En leur imposant sa doctrine, le Prophète a pu innover en la matière et ainsi s'expliquerait cette interdiction de l'intérêt que toutes les grandes religions ont prononcée².

Baydâwi dit³ à ce sujet : « L'usure leur était interdite (aux chrétiens) comme elle l'est pour nous. C'est là, ajoute-t-il, une preuve de l'origine divine de cette interdiction. »

Le ribâ était assimilé à une vente et les Arabes semblent y avoir été très attachés. Des tribus entières s'y livraient et, pour y mettre un terme, le Prophète a dû le combattre jusqu'à la fin de ses jours. En effet, la plupart des auteurs rapportent que le dernier verset révélé est relatif au ribâ et précède la mort de l'Envoyé de Dieu (Mohammed) de

¹ Wellhausen, *op. cit.*, IV, p. 67 et suiv.; Muller, *Der Islam im Morgen-und Abendland*, Berlin, 1885, I, p. 95-96); Goldziher, *Muhammedanische Studien*, I, p. 12 et suiv., p. 219 et suiv., II, p. 382-400; *Influence chrétienne dans la littérature religieuse de l'Islâm* (*Revue de l'histoire des religions*, XVIII, 1888, p. 180-199); Kuenen, *L'Islam* (*Revue de l'histoire des religions*, VI, 1882, p. 1, 40); Decourdemanche, *les Légendes évangéliques chez les Musulmans* (*id.*, VII, 1883, p. 212-235); Marçais, article MOHAMMED, dans la *Grande Encyclopédie*; Ed. Lambert, *la Fonction du droit civil comparé*, introduction, I, p. 279-283.

² *Coran*, sourate 30, verset 38. Le Livre-Saint fait nettement allusion à l'interdiction de l'usure par l'Evangile dont les disciples n'ont pas toujours respecté les dispositions; Baydâwi, I, 316; Zamakhchâri, I, 108-109.

³ Baydâwi, *Commentaire du Coran*, sourate 30, verset 38, t. I, p. 316.

quatre-vingts jours suivant les uns, de neuf seulement, suivant les autres¹.

Ce verset est le 281^{me} de la sourate ainsi conçu : *Craignez Dieu et abandonnez ce qui vous reste dû par* (contrat de) *ribâ*. On rapporte que le Prophète aurait dit : « Placez ce verset entre celui du ribâ de celui de la dette. » Une autre version prête les paroles suivantes au Prophète : « Placez ce verset après le 280^e verset de la sourate de la vache (2°). » C'est, en effet, ce qui a eu lieu.

Aucun autre élément que celui qui se rapporte *au doublement et redoublement* ne nous fixe sur la nature du contrat usuraire, de sorte que nous sommes obligés de dégager l'esprit et les vues du législateur en nous aidant des données non moins incomplètes des exégètes.

Entendait-on par ribâ une opération de prêt quelconque ou seulement celle qui avait pour objet le prêt à intérêt proprement dit qui ne porte que sur une avance d'une denrée de première nécessité ?

Il est probable, comme nous le verrons plus loin dans les hadiths, qu'il s'agissait d'un contrat de *mutuum* qui donnait lieu à de gros bénéfices. Et l'objet dominant dans cette convention consistait en denrées alimentaires et en numéraire. Si ces hadiths ont minutieusement réglementé les conditions auxquelles sont soumises ces matières, quant au trafic dont elles peuvent être l'objet, c'est que précisément elles donnaient lieu aux abus qui ont provoqué cette réaction si énergique.

Ces matières sont désignées sous le nom de : *ras mâl*, *amouâl-ennâs*, qu'on traduit habituellement par *capital* et *les capitaux des gens*. Le mot capital ne saurait être admis ici avec le sens qu'il a dans la terminologie écono-

¹ *El Manâr*, juin 1906, Caire.

mique moderne. Il faut entendre par là un bien quelconque. Le mot richesse lui conviendrait mieux comme équivalent, car, généralement, on désigne par *mâl* (pluriel *amonâl*) tout bien mobilier ou immobilier.

Un personnage, et non des moindres, compagnon du Prophète et rapporteur éminent de nombreux hadiths n'admettait comme contrat usuraire que celui qui portait sur une opération de prêt qui, seule, d'après lui, était prohibée par le Coran¹.

Ibn'Abbâs se baserait en effet, sur le hadith célèbre « *il n'y a d'usure que dans le contrat de nessia* » et surtout sur le passage suivant du Coran² : « *Dieu a permis la vente et il a interdit l'usure.* »

Pour ce traditionniste, on peut très bien vendre une mesure d'une denrée quelconque contre deux mesures payables comptant. Ce prélèvement constitue pour lui un bénéfice licite car, dit-il, toute augmentation n'est pas nécessairement interdite, puisque Dieu a permis la vente. Il a interdit l'usure, c'est-à-dire, ajoute-t-il l'augmentation (*ribâ*) qui résulte du contrat de *nessia*, si répandu

¹ Mohammed Errâzi, *Ettefsîr-Elkébir*, t. II, p. 370, *passim*.

² *Coran*, sourate 2, verset 2; Mohammed Errâzi, II, 370; cf. Mohammed Errâzi, I, p. 62 (Liwa, 18 avril 1908).

Ce passage est très discuté par les commentateurs du *Coran*. Mohammed Errâzi dit qu'il ne peut avoir qu'une portée générale et ne saurait être pris à la lettre.

En effet, la première partie de ce passage « Dieu a permis la vente » laisse clairement entendre que toute vente est licite, tandis que la seconde partie « et il a interdit l'usure » comprendrait la prohibition de toute augmentation (*ribâ*). Or, que recherche-t-on dans la vente, sinon un avantage, une augmentation. Ainsi donc, Dieu permettrait, d'un côté, ce qu'il prohiberait immédiatement de l'autre. Il y aurait là une antinomie incompatible avec une interprétation trop compréhensive, ce qu'il est impossible d'admettre.

Le terme de *ribâ* ne peut, dans l'espèce, désigner que le *nessia* ou *nassâ* particulièrement en usage dans la coutume antéislamique.

chez les Arabes de l'époque de la Djâhilya (antéislamique).

Ibn'Abbâs fait nettement une distinction entre le prêt pur et simple et la vente, qu'il semble laisser à la liberté complète des parties¹. Cette vue, parfaitement conforme aux idées modernes n'a pas prévalu. Elle est restée isolée ou presque et même considérée comme abandonnée par son auteur.

Cette thèse a beaucoup embarrassé les jurisconsultes. Aussi ont-ils soutenu avec un ensemble remarquable que ce personnage était revenu sur son opinion. C'est un moyen élégant d'écarter une contradiction gênante. Il est vrai que les auteurs reconnaissent, en général, que le Coran vise exclusivement le contrat de *nessia*, mais les *hadiths* prohibent le même contrat, s'il a pour objet des denrées alimentaires.

Les Arabes pratiquaient donc l'usure sous forme de prêt et la considéraient comme une simple vente. C'est cette assimilation que le Coran condamne en termes énergiques. Des châtiments éternels sont réservés à ceux qui s'y livrent ou qui continueraient à s'y livrer, après avoir pris connaissance des versets révélés à ce sujet.

La vente pas plus que l'usure n'est déterminée. Elle lui est simplement opposée. D'autre part, l'usure est elle-même donnée comme l'antithèse de la charité.

Ceux qui vivent de l'usure, seront (au jour du jugement dernier) semblables à celui que le démon agite. Cela pour avoir dit : la vente et l'usure sont une même

¹ Cf. *El Mouwatta*, III, p. 139; *El Manâr*, *op. cit.* On attribue à Ibn 'Abbâs des opinions contradictoires qui peuvent être authentiques les unes et les autres. Elles représenteraient l'évolution de la doctrine au fur et à mesure de la révélation des versets coraniques et de l'enseignement des *hadiths*.

*chose, Dieu a permis la vente, mais il a interdit l'usure*¹.

L'opinion publique semble avoir résisté longtemps avant de se soumettre à ces mesures, car elles ont été prises à des époques successives. De plus, il a fallu les compléter par des hadiths. Il serait difficile de leur assigner une date précise, attendu que les opinions des personnages contemporains et compagnons du Prophète ne concordent pas toujours.

Ce passage a été interprété d'une manière assez curieuse par un savant mulsuman, chez qui l'influence des idées occidentales fut considérable².

Puis, pour montrer, que ces dispositions n'avaient pas d'effet rétroactif, il est dit : *Celui qui, ayant eu connaissance du commandement de Dieu, s'y est soumis conservera tous ses biens acquis jusqu'alors. Dieu seul le jugera* (ou le récompensera). *Ceux qui continueront* (à pratiquer l'usure) *auront l'Enfer comme séjour éternel. Dieu anéantit l'usure et récompense les actes de charité, avec usure*³.

L'anéantissement dans l'opinion de Cheïkh 'Abdou doit atteindre non seulement les bénéfices immoraux réalisés au moyen des pratiques usuraires, mais aussi la personne même de l'usurier.

Et le Cheïkh ajoute naïvement ici : « Ne constatons-nous pas que dans les pays occidentaux où l'intérêt est reconnu

¹ *Coran*, sourate 2, verset 276 et suiv. ; Baydâwi, I, 185, 186 et 187 ; Zamekhchâri, I, 108, 109.

² *El-Manâr*, juin 1906, *Étude sur l'usure*, d'après un des élèves du Cheïkh 'Abdou, grand mufti d'Egypte, mort en 1905. Ce savant explique ainsi le passage cité plus haut : « Le démon, dit-il, qui est invisible, mais dont les effets sont manifestes, n'est autre chose que le microbe auquel la science moderne attribue un rôle considérable dans la plupart des maladies. »

³ *Coran*, verset 276 ; Baydâwi, I, 186, 186, 187 ; Zamekhchâri, I, 108, 109.

par la législation, les classes ouvrières nourrissent une haine très vive contre les classes possédantes. Cette haine est la cause initiale et l'origine de toutes les questions dites sociales. C'est là, une conséquence de l'admission de l'intérêt dans une société où l'on arrive au culte du veau d'or¹ (*sic*). »

Au sujet du verset suivant, un fait historique est rapporté par un des grands commentateurs du Coran. Voici d'abord le texte de ce passage : *O vous qui croyez, craignez Dieu et abandonnez ce qui vous reste dû* (par ribâ), *si vous êtes des croyants. Si vous n'en faites rien, apprenez que vous serez combattus au nom de Dieu et de son Prophète.*

En revenant à Dieu, vos biens vous appartiendront, mais n'agissez-point injustement (en prélevant une augmentation) *et vous ne subirez aucun préjudice. S'il est* (le débiteur) *dans la gêne, attendez un moment plus propice, mais si vous lui en faisiez don* (de la créance ou d'un nouveau délai) *vous en seriez dignement récompensés*².

Tabari (Mohammed ibn Djarir) dans son commentaire rapporte³ que ces paroles avaient trait à El'-Abbâs Ibn Abd El Mottâléb oncle du Prophète, associé avec un autre personnage dans des opérations de prêt. L'Islâm étant intervenu, le verset : *Craignez Dieu et abandonnez... etc.* fut révélé. Tabari ajoute, comme d'ailleurs les autres commentateurs, abandonner ce qui reste dû de l'époque de la Djâhiliya.

Lorsque, dit cet auteur, le Prophète s'empara de la Mecque, il désigna comme gouverneur de cette ville,

¹ *El-Manâr*, op. cit.

² *Coran*, versets 277, 278; Baydâwi, I, 185, 186, 187; Zamekhchâri, I, 108, 109.

³ Tabari, III, p. 62.

Itâb ibn Assid. La tribu des Benou 'Amr avait alors de nombreuses créances sur un grand nombre de personnes de la tribu des Benou Maïra. A la demande des Benou 'Amr à leurs débiteurs d'exécuter leurs obligations, ceux-ci invoquant les nouvelles dispositions du Livre-Saint, s'y refusèrent. Le litige fut porté devant le gouverneur Itâb, mais celui-ci en référa au Prophète lui-même, qui répondit par la communication du verset en question révélé pour la circonstance.

Cependant les Benou Maïra ne demandaient à leurs créanciers qu'un nouveau délai et sur le refus de Benou 'Amr, le verset suivant¹ intervint : *et s'il est dans la gêne (le débiteur) attendez un moment plus propice. Si vous lui en faisiez don (de la créance ou d'un nouveau délai) vous en seriez dignement récompensés.*

On a tiré argument de ce passage pour obliger le créancier à accorder un nouveau délai au débiteur malheureux (*lato-sensu*), mais la plupart des auteurs soutiennent avec raison, que seul le débiteur d'une dette née d'un contrat de ribâ est visée par cette disposition. De plus, l'unanimité de la doctrine juge le don de la créance en faveur du débiteur comme une simple faculté laissée à l'appréciation du créancier. Le Cheïkh 'Abdou estime que le don consiste dans la faveur d'un nouveau délai².

Nous avons vu ainsi que les termes du Coran ne sont nullement précis et ne nous permettent de retenir aucun principe juridique véritablement posé.

Le ribâ, dont il est question comprend donc aussi bien l'*usura* que l'*interesse* de la doctrine canonique, mais il ne se rapporte qu'à des matières déterminées, non pas par le Coran, mais par les hadiths. On ne saurait dire que le

¹ Coran, sourate 2, verset 279.

² *El-Manâr*, juin 1906, *passim*.

prêt à intérêt n'est pas visé par ces passages. Si le Coran a défendu une forme d'usure vaguement déterminée, elle doit comprendre le prélèvement d'un intérêt quel qu'il soit.

Le ribâ du Coran comprend à la fois l'usure telle que nous l'entendons aujourd'hui et l'intérêt du capital. Il était pratiqué dans l'Arabie antéislâmique et même post-islâmique, sur une très grande échelle et, ce qui a dû révolter la conscience du législateur, c'est moins l'acte en soi que ses résultats anti-économiques. Il a cherché à protéger le débiteur contre la rapacité des capitalistes d'alors. De nos jours les rôles sont renversés et ce sont les capitalistes que l'on protège.

Etant donné les mœurs de l'époque qui, en réalité n'ont guère varié, dans beaucoup de régions, l'esprit chevaleresque, les qualités généreuses, la prodigalité faisaient à l'Arabe un devoir et un point d'honneur de tenir table ouverte et de dépenser sans compter. Le mépris des richesses est conforme ce que nous apprennent les diwans (recueils) des poètes et des chroniqueurs, mépris qui est presque consacré par l'Islâm, comme par le Christianisme.

Ces causes morales ne suffiraient pas à elles seules à expliquer la réaction du Coran. Il faut tenir compte également de la situation économique du pays à cette époque. C'est là un phénomène que toutes les sociétés ont connu et qui a motivé l'intervention des prophètes législateurs².

La production avait un caractère purement domestique et par suite, elle était soumise à des aléas considérables.

¹ Gonnard, *Cours d'histoire des doctrines économiques*.

² Thora, *Lévitique*, chap. xxv; Deuteronome, XXIII, 12, 18, XIII, 15, 16; Girard, *le Droit romain*, p. 513, 514.

C'est le régime que les Allemands appellent *Natural-wirtschaft*.

On ne pouvait emprunter que pour consommer et ainsi on se résignait d'avance à accepter, dans les moments difficiles, toutes les conditions que le créancier pouvait imposer à son solliciteur. Baydâwi dit que, dans le contrat de ribâ, il s'agit toujours de denrées consommables. Le Coran dit-il, en employant le mot *akl*, manger entendait désigner par là, la nature de l'objet de cette convention¹.

Les conséquences malheureuses que l'usure entraînait ressortent nettement des termes énergiques par lesquels le Livre-Saint exprime sa réprobation. Les peines éternelles qui sont réservées à l'usurier et les appels réitérés pour abandonner ces pratiques donnent l'idée de l'impression que les abus qui en résultaient, ont produite sur le législateur musulman.

Le mot ribâ qui, *stricto sensu*, signifie augmentation, accroissement implique dorénavant la notion d'un acte immoral, susceptible de procurer des bénéfices illicites, à quelque degré que ce soit, dans une convention de prêt, d'échange ou de vente portant sur certains objets.

Dès lors, on l'opposera dans les monuments juridiques au principe de la *moumâtsala* (égalité des objets à échanger) qui formera la base, la condition *sine qua non* de la validité de tout contrat portant sur des produits déterminés de première nécessité. Mais de ce principe comme des autres conditions juridiques, que les jurisconsultes dégageront plus tard des hadiths, il n'en est jamais question dans le Coran.

De même, on y chercherait vainement une indication

¹ Baydâwi, I, p. 232.

négative ou positive se rapportant aux denrées alimentaires ou aux principes juridiques tels que la prise de possession immédiate et la livraison au comptant.

Les docteurs musulmans étayeront leurs théories uniquement sur des hadiths ce qui permettra à la doctrine moderne de repousser l'interprétation trop compréhensive des écoles scolastiques.

Deux auteurs¹ ont cru devoir interpréter les mots *ekl erribâ*, l'action de manger, de vivre de l'usure comme devant s'appliquer surtout aux denrées alimentaires.

Cependant un maître de Malik ben Anas, Rabi'à de Rey² soutient que l'interdiction de l'usure doit s'appliquer surtout aux matières soumises à la dîme légale ou *zekat*, d'où son extension aux animaux domestiques.

Mâlik reprendra cette thèse dans les développements qu'il donne sur l'interdiction de revendre les céréales avant d'en avoir pris livraison parce que, dit-il, les céréales sont soumises à la dîme légale.

Il apparaît donc, d'ores et déjà, qu'aucun des éléments sur lesquels les docteurs musulmans édifieront la théorie de l'usure n'est exprimé dans le Coran. Tout se résume, en tant que donnée certaine, dans l'expression du *doublement et du redoublement*³. L'idée seule qui se dégage de cette indication est celle des conditions particulièrement odieuses qu'on imposait au débiteur. Baydâwi, au sujet de ce passage, le fait remarquablement ressortir dans son commentaire : « N'imposez pas, dit-il, des majorations sans cesse renouvelées. Dieu, ajoute-t-il, a visé le fait même tel qu'il se passe en réalité, où le créancier accorde une prorogation du terme de la créance contre une majoration

¹ Baydâwi, t. II, p. 276; Qastalâni, IV, p. 26, 27.

² Emile Cohn, *Der Wucher*.

³ *Coran*, sourate 3, verset 125; Tabari, IV, p. 55.

du chiffre de la dette, et ainsi à chaque échéance, jusqu'à ce que le malheureux débiteur ait été complètement dépouillé de tout ce qu'il possède. »

Les auteurs plus que le législateur ont donc voulu couper le mal par la racine, pensant ainsi l'extirper définitivement ; mais si tel a été leur but, la pratique de tous les jours qui n'a jamais cessé d'exister, a infligé des démentis constants aux résultats escomptés par ces mesures prohibitives.

Il est un fait certain, c'est que les lois les plus sévères obtiennent souvent des résultats nettement opposés au but qu'elles poursuivent. Les pratiques usuraires au lieu de cesser n'ont fait que se développer ou tout au moins se maintenir sous forme de conventions autrement néfastes que celles qu'eût amenées une liberté relative dans les rapports économiques.

Bien entendu, il ne peut pas être question de distinguer ici, comme nous l'avons vu, l'intérêt proprement dit de l'usure. C'est là un phénomène inhérent à toute civilisation où la vie économique, tant dans la production que dans la consommation, conserve un caractère purement domestique.

On peut dire que, jusqu'en ces dernières années, la doctrine musulmane ne s'est pas complètement affranchie de tout rapport avec les principes économiques à base essentiellement religieuse.

Elle ne le sera probablement jamais en raison des nombreuses interprétations dont le Coran est susceptible.

Il est certain que les termes vagues dans lesquels le Livre-Saints'élève contre l'usure eussent pu faciliter l'évolution de la doctrine et provoquer une analyse serrée des phénomènes économiques, si les hadiths n'étaient pas là pour donner

une précision regrettable et une portée excessive aux préceptes divins.

L'ensemble des hadiths forme, comme on sait, la deuxième source de la législation de l'Islâm. S'ils n'ont pas l'intangibilité du Livre-Saint, ils n'en constituent pas moins le complément nécessaire.

C'est là qu'il faut chercher les éléments dont les imâms (chefs d'écoles) se sont servis pour édifier leur système juridique. Les questions économiques en général et celle qui fait l'objet de notre étude, en particulier, sont réglementées, non pas par le texte coranique, mais par des hadiths comme nous le verrons dans la suite.

Dans cette deuxième source particulièrement riche en matériaux, la rigoureuse minutie avec laquelle on a espéré éliminer des transactions économiques tout procédé usuraire a amené les jurisconsultes à des exagérations d'application qui probablement n'ont jamais quitté le domaine théorique. Et les résultats ainsi obtenus, on les doit bien plus aux hadiths et aux jurisconsultes qui ont voulu, à n'en pas douter, renchérir sur les idées du législateur qu'au Coran lui-même.

CHAPITRE II

L'USURE DANS LES HADITHS

GÉNÉRALITÉS

Nous venons de voir que les textes du Coran ont à peine effleuré la question de l'usure. De plus, les différents passages qui s'y rapportent ne visent qu'une forme celle du *nassâ* ou *nassia*. Force nous est donc de rechercher dans les hadiths les paroles du Prophète relatives à cette question. Qu'est-ce que les hadiths? C'est l'ensemble des paroles ainsi que des actes et même du silence, prononcées, faits et observé par l'Envoyé de Dieu dans toutes les circonstances de sa vie. C'est cet ensemble qui constitue la véritable source de toute la science musulmane.

Les paroles surtout, que le corpus des hadiths contient, sont considérées comme autant d'arrêts perpétuels¹. Elles ont été, semble-t-il, appliquées avec une rigueur qui certainement ne répond pas à la portée que le Prophète avait entendu leur donner. En effet, l'Envoyé de Dieu était sollicité à chaque instant de se prononcer sur les litiges qui lui étaient soumis, ou bien on lui demandait des consultations, des éclaircissements sur toutes les questions d'ordre religieux, moral ou politique. Enfin, il exposait aussi à ses disciples les devoirs et les obligations du croyant dans les diverses circonstances de la vie.

¹ Dans la pensée de la plupart des auteurs musulmans cela est certain, mais dans l'intention du Prophète cela est douteux.

En fait, les musulmans s'inspirent beaucoup moins du Coran lui-même que des « traditions » dans les diverses manifestations de la vie sociale, publique ou privée. Ils règlent leurs rapports entre eux conformément aux prescriptions quasi-dogmatiques contenues dans les hadiths. Il en est de même des manifestations extérieures et pratiques de la vie religieuse et civile qui sont pour la plupart régies, quant à leur procédure générale, suivant l'attitude observée ou attribuée au Prophète lui-même.

En un mot, le musulman doit constamment se guider d'après l'exemple de l'Envoyé de Dieu et se diriger dans la vie en l'imitant le mieux qu'il peut et autant que cela lui sera possible.

Telle est la portée, en principe, des hadiths. La masse des musulmans agit ainsi, probablement sous l'influence des auteurs et en obéissant à une tendance qui consiste à considérer le Prophète comme doué d'un pouvoir surnaturel qui donne à ses actes ce caractère d'intangibilité, d'omnipotence même, contre lequel il s'est élevé à maintes reprises. C'était donc de simples décisions solutionnant des cas ¹ portés devant lui, mais jamais évoqués par lui. Ils ne pouvaient pas par conséquent avoir ce caractère absolu d'actes législatifs que l'on s'accorde généralement à leur attribuer.

Ce n'est que vers la fin du premier siècle de l'hégire que l'on commença à colliger les hadiths. C'est le calife 'Omar ben Abdel'Aziz ² qui, le premier, s'en préoccupa et donna des ordres dans ce sens.

Parmi les personnages qui s'en chargèrent figure, en premier lieu, Mâlik ben Anas, le chef de l'école Mâlekite, le plus grand savant de Médine auteur du célèbre ou-

¹ Snouck Hurgronge, *Revue d'histoire des religions*, t. XXXVII, 1898.

² *Traditions islamiques*, II, introduction.

vrage *El-Mouwattâ*. C'est une œuvre à caractère mixte comprenant à la fois des hadiths, des décisions théologico-juridiques, le tout d'après la coutume du Hedjâz¹, considérée, en général, comme offrant le plus de garanties dans cet ordre d'idées², parce que c'est celle du berceau de l'Islâm. Mâlik a donc fixé le fiqh ou droit d'après les règles établies dans le Hedjâz³. Jusqu'à lui la science juridique consistait surtout en un ensemble de traditions que l'on se transmettait oralement⁴. *El-Mouwattâ* a été souvent considéré, à tort, comme un simple recueil de hadiths, ce que M. Goldziher a combattu très justement⁵.

Parmi les autres personnages, il faut citer : 'Abdallah ben Djoraïdj, qui recueillit les traditions en cours à la Mekke.

'Abderrahmân ben El-'Aouzaï, qui se consacra à celles de la province de Damas.

Sofyân El Tsaouri, qui colligea celles de Koufa et enfin Hammâd ben Silma ben Dinâr se chargea des hadiths de la région de Bassora⁶.

Mais il faut se reporter au III^e siècle de l'hégire pour constater l'épanouissement de la science du hadith. Une longue période d'élaboration a eu lieu, dont deux auteurs ont su réunir les éléments admis par tous comme absolument indiscutables. Ce fut l'œuvre de Bokhâri et de Moslim⁷.

¹ Ibn Khaldoun, *Prolégomènes*, p. 418, 420, 421.

² Cf. Ibn Khaldoun, *ibid.*, p. 418, 419, 421; Goldzcher, *Mohammedanische Studien*, II, p. 208 et suivantes; Ed. Lambert, *la Fonction du droit civil comparé*, introduction, I, p. 315; W. Marçais, *le Taqrib de Nawawi* (préface).

³ Ibn Khaldoun, *ibid.*, p. 418.

⁴ *Ibid.*

⁵ Goldziher, *Mohammedanische Studien*, II, p. 208, etc.

⁶ *Traditions islamiques*, II, introduction.

⁷ Ibn Khaldoun, *ibid.*, p. 418.

Le premier constitua son recueil à l'aide des traditions qui ralliaient les suffrages des traditionnistes du Hedjâz, du Irâk et de Syrie en les réunissant par chapitres suivant les questions qu'elles traitent. Les hadiths qui soulevaient des controverses furent négligés par lui ¹.

Moslim procéda de la même manière, mais en négligeant les hadiths qui faisaient l'objet de plusieurs versions ².

Bokhâri et Moslim sont loin d'avoir épuisé la recension des hadiths, même indiscutablement authentiques. Après eux d'autres auteurs s'occupèrent des traditions qui, sans offrir les mêmes garanties que les précédentes, n'en constituent pas moins des traditions importantes. Tels sont les travaux de Abou Dâoud Essidjistâni, de Abou 'Issâ Ettermidi et Abou 'Abderrahmân Ennasâi ³.

Les deux ouvrages principaux de Bokhâri et de Moslim sont appelés *El-Djâmi' essahih* (la Somme authentique ou Recueil authentique).

Le premier comprend 7.295 hadiths suivant les uns et 7.397 ⁴ suivant d'autres. Ce nombre a été extrait de 600.000 hadiths que Bokhâri aurait entendu. Cependant, de son aveu même, il déclare n'avoir retenu comme absolument dignes de foi que les traditions dont les rapporteurs ne fussent pas suspects d'hérésie.

On ne peut que déplorer, au point de vue historique et scientifique, cette partialité du fameux traditionniste qui, il faut le reconnaître, n'avait en vue quel l'avenir de l'Islâm

¹ Ibn Khaldoun, *Prolégomènes*.

² Ibn Khaldoun, *Ibid*.

³ Ibn Khaldoun, p. 418, 419.

⁴ *Traditions islamiques*, II, introduction; Ibn Khaldoun, p. 418, 419, donne le chiffre de 9200 hadiths dont 3000 constituent des versions de hadiths déjà recueillis, d'après Nawawi, commentateur de Moslim. Cf. pour plus de détail : W. Marçais, *le Tagrib de Nawawi* (préface).

que les grands courants philosophiques d'alors menaçaient sinon de couper en schismes, du moins de lui imprimer une tendance nettement rationaliste.

Malgré le génie et la scrupuleuse critique de Bokhâri, beaucoup de hadiths ont continué à former un obstacle considérable à l'évolution de la doctrine musulmane qui, au contraire y puise tous les matériaux à l'aide desquels s'est constituée la littérature juridique.

Cependant un revirement est en germe et il ne tardera pas à se manifester ouvertement pour produire, par la suite, une conception de l'usure plus conforme aux notions économiques modernes.

La tendance sera vers un retour à la source intangible que constitue le Coran. Or, à notre point de vue, grâce aux données imprécises que nous avons étudiées en ce qui concerne l'usure, il sera possible d'adopter la distinction moderne de l'usure et de l'intérêt du capital. On respectera néanmoins les hadiths dans la mesure où ils favorisent l'évolution sociale et économique contre laquelle le législateur, quel que soit son nom, ne saurait réagir.

La critique historique nous permet aujourd'hui de constater que non seulement les hadiths se sont singulièrement développés après la mort du Prophète, mais que ceux qui ont résisté jusqu'à présent à un examen sérieux offrent des divergences souvent considérables entre eux ¹.

On arrive à se demander si tous les hadiths relatifs à l'usure sont authentiques. En effet, tandis que le texte coranique désigne vaguement un contrat de vente que les commentateurs appellent tous *nassa* ou *nassia*, on constate au contraire que les hadiths sont beaucoup plus

¹ Cf. Goldziher, *Mohammedanische Studien*, II, p. 28, 193.

explicites. Il faut admettre qu'on a beaucoup plus attribué au Prophète qu'il n'a dit. Peut-être aussi, leurs dispositions répondent-elles assez bien aux idées économiques de cette époque, et alors, leur caractère apocryphe a pu passer inaperçu aux yeux de beaucoup de traditionnistes.

Dans tous les cas, on ne peut pas négliger le fait que la période comprise entre la mort du Prophète et la constitution des grands rites ou écoles d'une part (II^e siècle), puis de cette époque à la fin du troisième siècle d'autre part, ait pu s'écouler sans affecter sensiblement la teneur et la portée des hadiths.

On peut pour toutes ces raisons admettre qu'une bonne moitié des hadiths qui se rapportent à l'usure sont apocryphes¹.

En effet, comme nous le verrons plus loin, l'imâm Mâlik et El-Bokhâri ne mentionnent pas le sel parmi les denrées alimentaires susceptibles de donner lieu à un trafic usuraire, tandis que beaucoup de traditionnistes l'y font figurer.

La conception de l'usure a donc été étendue au delà des limites et de la portée qu'elle avait au début. Et cela seulement en ce qui concerne les dispositions de hadiths. Les jurisconsultes iront plus loin encore et, emportés par un zèle extraordinaire, arriveront à des conséquences tout à fait imprévues. Aussi, qu'en résultera-t-il ! C'est que la doctrine et le droit positif qui en découle seront en opposition constante avec la pratique.

On fera une guerre impitoyable à l'usure. On se méfiera de toutes les combinaisons où interviendra le terme. Et alors, tous les contrats doivent être examinés à la loupe pour ainsi dire et afin de prévenir certaines

¹ Emile Cohn, *Der Wucher*.

clauses que les parties, de bonne foi ou non, ont pu stipuler et qui constituent aux yeux des juristes rigoristes des opérations qui, sans être manifestement usuraires, seront prohibées comme pouvant dissimuler des conventions de ce genre.

Mais sont-ce là des mesures préventives de la part du législateur en vue d'interdire les contrats qui, en apparence du moins, présentent tous les caractères d'une vente tandis qu'en réalité ce sont des conventions usuraires. Il faut l'admettre, car les commentateurs des ouvrages de droit reviennent à plusieurs reprises sur *les moyens dissimulés, indirects (dari'a)* par lesquels les parties contractantes tournent le principe de l'interdiction de l'usure ou prêt à intérêt.

Ainsi donc, l'usure ne sera plus seulement ce qu'elle a été au début, une vente, un échange d'objets de première nécessité, ou souvent un contrat de prêt à intérêt purement et simplement. Elle sera plus que cela. Elle affectera plusieurs formes, elle *se dissimulera* dans les divers contrats licites.

Le droit musulman a donc fatalement et inévitablement évolué. Il est impossible de ne pas l'admettre, étant donné le pays d'origine même de ce droit. Avec l'expansion de l'Islâm, en dehors de la presqu'île de l'Arabie, à la suite des conquêtes militaires et de l'adoption de la jeune religion par une multitude de peuples, la nouvelle doctrine a été forcément obligée de se plier et de se conformer aux besoins des diverses races qu'elle a converties.

Les conceptions politiques et économiques de la communauté musulmane de la première heure sont influencées par l'incorporation de sociétés nouvelles. C'est là un phénomène naturel, qui résulte des rapports commerciaux sans cesse croissant entre les différents peuples des pays

groupés par le lien de la nouvelle foi. L'extension de l'empire musulman provoqua l'éclosion d'une civilisation dont l'essor grandiose a multiplié les besoins des croyants par l'offre de nouvelles richesses.

Aux produits peu variés que connaissaient les Arabes viendront s'en ajouter d'autres, jusqu'alors inconnus pour eux. Et la théorie du ribâ qui ne visait que les métaux précieux, l'or et l'argent, et les principales denrées alimentaires, le froment, le blé, l'orge, les dattes et le sel, s'étendra désormais à toutes les céréales.

Ce nombre de six denrées ne semble pas avoir toujours été admis. En effet, le sel n'est mentionné par aucun des hadiths rapportés par El Bokhâri. Ce dernier a donc écarté les traditions qui le comprenaient pour ne pas offrir, à ses yeux, toutes les garanties voulues pour que leur authenticité s'impose¹. Bien mieux, le principal hadith qui mentionne le sel est cité par lui, mais sans comprendre cette denrée parmi celles que protège l'interdiction de l'usure².

D'autres compilateurs comme Tirmidi³ (p. 212), Ibn Mâdja⁴ (p. 164), Abou-Dawoud⁵ (p. 119), Moslim⁶ rapportent ce hadith avec le même isnâd (série de personnages qui se sont transmis les paroles du Prophète jusqu'à l'auteur du recueil) sans aucune mention du sel.

Mâlik ben Anas ne cite le sel que dans un seul passage⁷, dans le hadith qui suit : d'après Ibn Chihâb, Malik ben Aous El-Hadathân Ennasri, ayant demandé

¹ *Der Wucher.*

² Bokhâri, IV, 78, 79.

³ Tirmidi, 892, in Emile Cohn.

⁴ Ibn Mâdja, 824-887, in Emile Cohn.

⁵ Abou Dawoud, 817-887, Cf. Cl. Huart : *Littérature arabe*, p. 219.

⁶ Moslim, IV, 53, 54. Cf. p. 24.

⁷ Mâlik, *El Mouwatta*, III, p. 114.

à mes amis de me changer 100 dinars, Talha ben 'Obéid Allah avec qui j'étais en relations d'affaires me dit qu'il était tout disposé à le faire. Il prit l'or dans sa main et l'examina. « Attends, me dit-il, que mon trésorier revienne de R'âba (localité près de Médine) ». 'Omar ben El Khat-tâb ayant entendu ces paroles, me dit : « Par Dieu, ne te sépares pas de lui, jusqu'à ce que tu aies reçu ta monnaie. » Puis il ajouta que le Prophète dit à ce sujet : « Changer de l'or contre de l'argent est de l'usure sauf dans le cas de « tiens et tiens »¹ (*dout des*). » Blé contre blé est de l'usure, sauf dans le cas de « tiens et tiens » Dattes contre dattes est de l'usure, sauf le cas de « tiens et tiens ». Orge contre orge est de l'usure, sauf le cas de « tiens et tiens. » Sel contre sel est de l'usure, sauf le cas de « tiens et tiens. »

Mâlik ne fait que rapporter ce hadith sans rien y ajouter. Mais son commentateur Zurqâni cite le même hadith pour la même circonstance sans mentionner le sel.

C'est peut-être la raison pour laquelle Mâlik exclut des denrées alimentaires les substances médicinales. L'authenticité de ce hadith lui paraît douteuse contrairement à l'imâm Châfeï qui, lui, étend le principe de l'usure aux produits médicinaux².

Un autre argument en faveur de l'extension des matières d'usure au sel, consiste dans ce fait, que les principales traditions qui mentionnent cette denrée sont attribuées à un seul et même traditionniste : 'Obâda ben Câmit (+ 584 — 656) qui était de la mission envoyée

¹ Moslim, IV, p. 53, *El Mouwattâ*, III, p. 114. *Tradit. islam.*, II, p. 29. La répétition du mot « tiens » indique que la livraison des choses échangées ou vendues doit être simultanée.

² *Der Wucher*, *passim*.

par le khalifat 'Omar ben El-Khattâb en Syrie, pour y porter la connaissance du Coran¹.

Beaucoup de ces traditions peuvent donc être considérées comme apocryphes, pour des raisons qui seront exposées plus loin.

Il y a ainsi deux versions en ce qui concerne le sel, l'une le mentionne et l'autre l'exclut des durées usuraires². Moslim ben Yassâr et Abdallah ben 'Atiq rapportent que : 'Obâda ben Çâmit et Mo'awya se trouvaient dans une réunion. Le premier dit : « Le Prophète nous a défendu de vendre or contre or, argent contre argent, blé contre blé, orge contre orge, dattes contre dattes, excepté de la main à la main ». Mais un traditionniste ajoute : « et sel contre sel ». « Il nous a permis de trafiquer or contre argent, argent contre or, blé contre orge, orge contre blé de la main à la main (donnant donnant) comme nous voudrons ». Puis, l'un d'entre eux ajoute. « Celui qui donne ou exige plus, fait de l'usure. » En entendant ces paroles Mo'awya s'écria : « Qu'est-ce qui passe par la tête de ces gens qui viennent nous rapporter des traditions du Prophète? J'ai été son compagnon et jamais je ne lui ai entendu dire cela ». 'Obâda se leva et dit à son tour : « Nous continuerons à rapporter ce que nous avons entendu du Prophète, que cela plaise ou non à Mo'awya. »

Il est curieux de remarquer que Mo'awya, le futur khalifat, ne tient pas beaucoup compte de certaines traditions attribuées au Prophète. Dans plusieurs circon-

¹ *Der Wucher*, M. Emile Cohn dit à tort que toutes les traditions qui mentionnent le sel parmi les denrées d'usure ont pour rapporteur : 'Obâda ben Çâmit; Moslim en cite d'après ce personnage (IV, p. 53-54) et aussi d'après Abou-Saïd El Khudri (IV, p. 54) et Abou Horeïra (IV, p. 54).

² Ennassaï, II, p. 221-222, in Emile Cohn.

constances¹, il a agi ainsi et particulièrement en cette matière.

Ainsi on peut admettre que les six objets primitivement désignés comme pouvant donner lieu à un trafic usuraire, n'ont dû être d'abord qu'au nombre de cinq.

Un autre argument en faveur de l'évolution du droit est dans le développement du terme juridique *çarf* qu'on oppose d'ordinaire à *mourâtala*. Le premier est le change de la monnaie, et le deuxième est le commerce d'or contre or ou d'argent contre argent. La *mourâtala* serait plutôt comme son nom l'indique la vente par pesées réciproques ou plutôt l'échange d'une pesée contre une pesée égale.

Mâlik rapporte dans le *Mouwattâ*², d'après Yézid ben 'Abdallah ben K'oçeït que ce dernier aurait vu Saïd ben Moussayib mettre de l'or sur l'un des plateaux d'une balance, tandis qu'une autre personne en mettait sur l'autre. Dès qu'il y avait égalité de poids, on procédait à l'échange.

Les différentes acceptions du *çarf* ressortent non pas, comme on serait tenté de le croire, des commentateurs des hadiths, mais du conteste même de ces derniers. Cependant Nawawi juriste châteite a donné la définition que nous avons rapportée.

El-Tirmidi³ rapporte sous le titre de *çarf* trois traditions dont une traite de l'échange de l'or contre de l'or, et de l'argent contre de l'argent. Les deux autres traitent de l'échange de l'argent contre de l'or, c'est-à-dire des pièces d'argent contre des pièces d'or.

Ibn Mâdja⁴ donne deux titres bien caractéristiques « le

¹ Moslim, IV, p. 53. Cf. *El-Mouwattâ*, III, p. 112.

² *El-Mouwattâ*, III, p. 116.

³ *Der Wucher*, passim ; El-Tirmidi, 212.

⁴ Ibn Mâdja, 164.

çarf d'or contre argent », et « le çarf est ce qu'il n'est pas permis de vendre de la main à la main avec augmentation ». Il considère donc le çarf d'or contre argent comme un simple mode du çarf.

Dans El-Bokhâri il y a une certaine confusion en ce qui concerne ce terme dans plusieurs hadiths où il en est question. Qastalâni² dit à ce sujet : « On doit comprendre dans ces traditions une vente de dirhems contre des dirhems ».

Comme on l'a fait ressortir², les grands traditionnistes ont très rarement fait œuvre personnelle et c'est moins ce qu'ils se sont efforcés de dégager de leurs propres conceptions qu'ils nous ont laissé que de simples explications des hadiths mêmes³.

Ainsi le commentateur d'El-Bokhâri, Qastalâni, donne à plusieurs reprises des définitions différentes du çarf. Tantôt c'est « la vente de l'or contre de l'or ou de l'argent contre de l'argent, ou celle d'une espèce contre l'autre ».

Plus loin, à l'occasion d'un hadith qui défend la vente de l'or contre de l'or et de l'argent contre de l'argent, autrement que par quantités égales, il dit : « Comment cela peut-il constituer un çarf puisque ce dernier consiste dans la vente de l'or contre de l'argent et réciproquement ».

Il est incontestable que dans la première manière de voir il considère le çarf tel que les différents hadiths le laissent entendre, puis dans le deuxième passage il exprime son opinion personnelle, qui pourrait être celle de son époque³.

¹ El Bokhâri, t. IV, 154; Abou Daoud, II, p. 119; Dârimi, 343.

² *Der Wucher*.

³ *Der Wucher*.

**Qu'est-ce que le Çarf ?
Quelle est sa portée ?**

Il est nécessaire d'exposer tous les hadiths importants rapportés sur cette question pour dégager leur valeur intrinsèque et déterminer l'époque à laquelle ce terme juridique a pris position dans la terminologie musulmane.

Nous suivrons, à cet effet, la méthode dont s'est inspiré M. Emile Cohn, dans sa savante étude sur l'usure.

A. — 1^{re} *hadith* ¹ : Abou-Nodra raconte : « J'interrogeais Ibn 'Abbâs sur le çarf et il me dit : « Veux-tu parler du çarf de la main à la main ? » Je répondis : « Oui ! » et il reprit : « Il n'y a pas d'inconvenient à cela ». Lorsque j'en fis part à Abou Saïd, il s'écria : T'a-t-il réellement dit cela ? Je vais lui écrire qu'il ne vous donne plus son avis sur cette question ² (*falâyafistikoumouhou*).

On rapporte, en effet, que l'esclave du Prophète lui présenta un jour des dattes d'une variété qu'il ne connaissait pas « Ces dattes ne sont pas de notre région ? » dit le Prophète. L'esclave lui dit alors : « J'ai donné une certaine quantité de nos dattes, plus une mesure en échange de celles-ci. » « Tu as doublé, tu as fait de l'usure. Ne reparais pas devant moi tant que tu auras de ces dattes entre les mains ? Vends-les et avec le produit tu achèteras ce que tu voudras. »

2^e *hadith* : D'après une autre version, Abou Nodra rapporte le même hadith avec une légère variante.

¹ Bokhâri, *Traditions islamiques*, II, p. 29 ; Moslim, IV, p. 58 ; *Coran*, sourate 3, verset 125.

² Moslim, IV, *Ibid*.

3^e *hadith* : El Hâkim rapporte, d'après Hayân El 'Adâoui : « Je questionnais Abou Midjlaz¹ (né à Basra, mort en 106 de l'hégire) au sujet du çarf » ; il me répondit : « Pendant longtemps Ibn 'Abbâs n'y voyait aucun inconvénient, pourvu que cela fût fait de la main à la main (*dout des*) et il avait l'habitude de dire : « Il n'y a d'usure que dans le cas de retard de livraison² (*nassia* ou *nassa*). » Abou Sa'id vint alors à lui et lui rapporta le hadith du Prophète où il est dit : « Il est permis de vendre des dattes contre des dattes, du blé contre du blé, de l'orge contre de l'orge, de l'or contre de l'or, de l'argent contre de l'argent, mais seulement de la main à la main et à quantité égale. S'il y avait avantage d'une part il y aurait usure. » Ibn 'Abbâs répondit : « Je demande pardon à Dieu et je lui reviens repentant. » « Depuis lors, il interdit cela de la manière la plus formelle ».

On a beaucoup parlé du changement d'opinion d'Ibn 'Abbâs³ ainsi que de plusieurs autres personnages, mais sans fournir à cet égard des preuves bien probantes.

4^e *Hadith* : Abou Sa'id⁴ disait : « Dînâr contre dînâr, dirhem contre dirhem et seulement, s'ils sont égaux (*mithlen bimithlin*). Celui qui donne ou prend plus fait de l'usure. » « Alors, moi, dit Abou Salih, rapporteur de ce hadith, je lui dis : « Ibn 'Abbâs dit autrement ».

J'ai rencontré Ibn 'Abbâs et je lui ai demandé : « As-tu dit cela de ta propre autorité ou l'as-tu

¹ Qastalanî, IV, p. 81 ; Moslim, IV, p. 57.

² *Supra*, p. 7.

³ Moslim, IV, p. 57 (*lâ ribâ fimâ kâna yaden biyadîn*).

⁴ Moslim, IV, p. 59, rapporte différemment la réponse d'Ibn 'Abbâs : « Pas du tout ! Je ne dis pas cela. Pour ce qui est du Prophète, vous le connaissez mieux que moi ; quant au Livre de Dieu, je ne le connais pas (?) » Ibn 'Abbâs fut cependant le créateur de l'exégèse coranique.

entendu dire au Prophète, ou bien l'as-tu lu dans le livre de Dieu ? (Coran) » Je ne l'ai ni entendu du Prophète, ni trouvé dans le Livre de Dieu. Mais Ousâma ben Zeid m'a rapporté que le Prophète avait dit : « Il n'y a usure que dans le cas de *nessia* ¹. »

B. — 5^e *Hadith* : El Leïth d'après Ibn Chihâb Ezzohri, d'après Mâlik ben Aous ben El-Hadâthân², je dis : « Qui veut me changer des dirhems (pour de l'or) (*men yastarifeddarâhim*) ? » Alors Talha ben 'Obeidallah qui se trouvait près de 'Omar ben Elkhattâb dit : « Donne-nous ton or et attends que notre trésorier vienne, alors nous te donnerons ton argent ». « *Pas du tout, s'écria 'Omar, donne-lui immédiatement son argent, ou rends-lui son or, car le Prophète a dit : « argent contre or est de l'usure, sauf dans le cas de « tiens et tiens ! »* Blé contre blé est de l'usure, sauf dans le cas de « tiens et tiens ! » Orge contre orge est de l'usure, sauf dans le cas de « tiens et tiens ! » ; dattes contre dattes est de l'usure, sauf... etc...³. »

6^e *Hadith* : 'Ali rapporte d'après Sofyân, d'après 'Amr ben Dînâr, d'après Ezzohri que Mâlik ben Aous demanda⁴ : « chez qui je pourrai trouver du çarf⁵ ». Talha répondit : « chez moi ! attends que mon trésorier revienne de R'âba ! » Sofyân ajoute ici : « Ezzohri ne nous a transmis que cela et rien de plus. »

Mais Mâlik ben Aous soutient que Ezzohri a rapporté

¹ Moslim, IV, 59, *passim*.

² Moslim, IV, p. 52.

³ El-Bokhâri, *Trad. islam.*, II, p. 29 « or contre or, etc. »

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*, variante « Malik ben Aous demande à changer cent dinârs ».

d'après 'Omar que celui-ci aurait ajouté : « Le Prophète a dit : or contre or est de l'usure, sauf dans le cas de « tiens et tiens ! » ; blé contre blé..., orge contre orge..., etc., etc. ¹.

7° *Hâdith* : Habib ben Abli Thâbit ², dit : « J'ai entendu dire par Abou Minhâl : « j'ai interrogé El Bira ben 'Azib et Zéïd ben Arq'am sur le çarf. Chacun d'eux assurait que l'autre était plus digne de foi que lui-même ; tous deux répondirent que le Prophète avait défendu l'échange d'or contre argent à terme. »

8° *Hâdith* : Amir ben Moç'ab rapporte : Abou Minhâl ayant interrogé El-Birâ ben 'Azib et Zéïd ben Arq'am sur le çarf, ceux-ci répondirent : « Nous fîmes du commerce à l'époque du Prophète et nous l'interrogeâmes sur le çarf. Il nous répondit : « S'il se fait de la main à la main (*dout des*) il n'y a aucun inconvénient, mais s'il se fait à terme, il n'est pas permis. »

9° *Hâdith* : Abou Minhâl rapporte ³ : « Mon compagnon avait vendu de l'argent et fixé l'époque de la livraison au moment du voyage qu'il devait faire plus tard à la Mekke. Quand il vint à moi pour m'entretenir de cette affaire, je lui dis : « Cela n'est pas permis ». « J'ai souvent procédé ainsi, ajouta-t-il, et personne ne me l'a défendu jusqu'à présent. » Je me rendis alors auprès de Bira ben 'Azib, pour m'éclairer là-dessus. Il me dit : « Le Prophète vint nous trouver à Médine. Comme nous faisions des

¹ Moslim, IV, p. 52, variante « qui veut me changer des dirhems ? »

² El-Bokhâri, *Trad. islam.*, II, p. 40 ; Moslim, IV, p. 58 ; *Der Wucher*.

³ El-Bokhâri, *Tradit. islam.*, II, p. 40 ; Moslim, IV, p. 54, 55.

opérations de cette nature, il nous dit : « Tant que cela a lieu de la main à la main, il n'y a aucun inconvénient, mais s'il y a un terme, ce sera de l'usure. »

10° *Hâdith* : 'Ali ben Abi Tâlib¹, rapporte que le Prophète a dit : « Aucun avantage n'est permis dans le cas de dînâr contre dînâr et dirhem contre dirhem (*lâ fadla beïnahoumâ*). Celui qui a besoin d'argent peut le changer contre de l'or (*felyastarifha*). Celui qui a besoin d'or peut le changer contre de l'argent. Le çarf se fait de la main à la main. »

Il ressort des *hadiths*² (A, I, II, III, IV) relatifs au çarf, qu'on n'entendait pas par là l'échange de l'or contre de l'argent. En effet, cette opération est licite, d'après plusieurs traditions³, de même lorsque l'échange porte sur des objets usuraires d'espèces différentes, ce qui répond à l'idée d'Ibn 'Abbâs (A, I, II). Le çarf ne pouvait pas comprendre non plus simultanément l'échange de l'or contre de l'argent et de l'or contre de l'or, puisque pour Abou Sa'ïd (A, II) il n'y a usure que dans le cas où l'un des équivalents est plus avantageux que l'autre. Bien qu'il donne comme exemple l'échange de dattes contre dattes, nous avons trois *hâdiths* d'Abou Sa'ïd dans lesquels sous le nom de çarf, on ne parle que de l'échange d'or (dînâr) contre or et argent (dirhem) contre argent (A, IV.)

Le çarf ne pouvait donc, tout d'abord, comprendre que l'échange d'or contre or et l'échange d'argent contre argent, puis il comprend les métaux précieux, sans distinction, quant² aux équivalents, idée qui passera dans la jurisprudence ou droit positif.

¹ El-Bokhâri, II, p. 40; Ennasâi, II, p. 223.

² *Der Wucher*.

³ El-Bokhâri, *Tradit. islam.*, II, p. 40.

Si, pour déterminer l'époque à laquelle l'extension de l'usure a eu lieu, on pouvait établir qu'au début de l'ère musulmane les échanges entre matières d'usure de même nature étaient seuls soumis à l'interdiction de l'usure et que cette mesure fut plus tard étendue aux autres *transactions* on aurait fixé l'époque à laquelle eut lieu le changement dans la conception du *çarf*¹.

Le hadith (B-V) de 'Omar ben El Khattâb est unique dans sa teneur. En effet, dans plusieurs traditions il est question d'échange d'or contre or, argent contre argent, etc. Puis, dans d'autres hadiths, on peut distinguer deux parties, tantôt il s'agit d'or contre or, etc., tantôt d'or contre argent, blé contre orge, etc. Or, il est certain que dans ce hadith (B-V), les mots : or contre argent ne représentent que l'altération de l'expression, or contre or. Ce changement involontaire ou non est indéniable. En effet, El Bokhâri (B-VI) dans son *djami ʿessahih* donne deux versions de ce hadith dans lesquelles il est dit : « or contre or, etc. » Ce qui d'ailleurs est conforme aux dispositions de de nombreuses traditions.

Enfin, dernier argument en faveur de l'hypothèse de cette modification, on ne connaît qu'un seul hadith rapporté par 'Omar et dans lequel il soit question d'or contre argent ou de blé contre orge, tandis que nous trouvons d'autres traditions traitant des échanges des objets de même nature. De là, résultent les conséquences suivantes :²

1° Que le Prophète n'a pas compris dans l'interdiction de l'usure l'échange des objets de différentes natures. En effet, l'échange de l'or contre de l'argent ou du blé contre de l'or constitue une opération permise en toute circonstance.

¹ *Der Wucher.*

² *Ibid.*

Donc, on peut considérer comme *apocryphes tous les hadiths qui interdisent ce mode de transaction*¹. Cette sélection réduirait de moitié le nombre des hadiths relatifs à l'usure ;

2° Le hadith (B-V-VI) attribué à 'Omar peut être considéré comme authentique mais ayant subi une modification qui pourrait être la première dans cet ordre d'idées, c'est-à-dire portant sur l'interdiction de l'échange de matières usuraires de nature différente².

3° Cette tradition peut être placée entre 635 et 644 après Jésus-Christ, car Mâlik ben Aous avait quinze ans en 635³ et, en 644, eut lieu l'assassinat d'Omar⁴. Ce hadith de 'Omar constituerait donc une extension du principe de l'usure et, par suite, il pèse davantage sur le trafic dont les objets tels que les métaux et les premières denrées alimentaires étaient susceptibles.

On pourrait considérer cette tendance comme une réaction économique devant le développement de l'empire musulman sous 'Omar, et comme une conséquence de l'extension des échanges commerciaux. A une situation économique nouvelle, il fallait des mesures restrictives plus adéquates.

L'étude de quelques autres hadiths permettra de suivre de près l'évolution de l'idée de çarf et de son application.

I. — D'après Abou Saïd El Khudri, le Prophète a dit :

¹ *Der Wucher.*

² *Ibid.*

³ Zurqâni, III, p. 116, rapporte que Mâlik ben Aous el Hadâthan mourut, d'après l'opinion de la majorité des savants, en 92 (ère de l'hégire), d'après quelques-uns, en 91, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans. Il était donc né avant l'hégire (620) et assista à l'entrée de Omar à Jérusalem (638).

⁴ *Der Wucher.*

« Vous ne devez pas échanger or contre or, ni argent contre argent autrement que poids pour poids (à poids égal. *Oueznen bi oueznin, mithlen bimittlin, siwen bisiwen*).

II. — Ali ben Ribah Ellekhmi² rapporte avoir entendu Foudâla ben 'Obeid raconter : « Quand le Prophète était à Kheiber, on lui apporta une chaîne formée de coquillages et d'ornements en or faisant partie du butin de guerre. Comme on devait la vendre, il la fit démonter et dit : « Or contre or et poids pour poids. »

III. — Mo'âwya acheta³ une coupe en métal précieux pour une somme supérieure à son poids. Abou Edderda dit alors : « J'ai entendu le Prophète défendre une opération de ce genre autrement qu'à poids égal ». Mo'âwya dit : « Je ne vois pas de mal à cela. » Sur quoi, Abou Edderda s'écria : « Qui viendra à mon aide contre Mo'âwya ? Je lui transmets une tradition du Prophète et il me répond par son opinion personnelle⁴ (*raï*). Mâlik ajoute à ce hadith : Abou Edderda vint ensuite auprès de 'Omar ben El-Khattâb et lui fit part de cet incident. 'Omar écrivit alors à Mo'âwya pour lui rappeler les paroles du Prophète à ce sujet⁵.

IV. — Hânech rapporte⁶ : « Etant en campagne, je me trouvai près de Foudâla ben 'Obeid. Il nous échut, comme

¹ Moslim, IV, p. 56, 57.

² *Ibid.*

³ *El Mouwattâ*, t. III, p. 112.

⁴ *Ibid.* Voir *supra*, p. 42, une autre circonstance dans laquelle Mo'âwya montre une certaine indépendance de jugement.

⁵ *Der Wucher*.

⁶ *El Mouwattâ*, t. III, p. 114.

part de butin à un de mes compagnons et à moi, une chaîne où il y avait de l'or, de l'argent et des perles. Comme je voulais l'acquérir en payant la part de mon compagnon, je consultai Foudâla qui me dit : « Sépare l'or de la chaîne et mets-le dans le plateau d'une balance, tu placeras ton or dans l'autre, car tu ne dois l'acheter qu'à poids égal. J'ai entendu le Prophète dire : « Celui qui croit en Dieu et au jour du jugement dernier ne doit échanger que poids pour poids. »

V. — 'Obâda ben Çamit rapporte : « J'ai entendu le Prophète dire : « Or contre or ne doit être donné qu'à égalité de poids dans les plateaux de la balance (*sandja hisandja*, plateau contre plateau). Le traditionniste Yacoub ne mentionne pas les mots « dans les plateaux de la balance ». Mo'âwya fit alors la remarque suivante : « Voyez, celui-ci ne dit rien de pareil ». Quand 'Obâda ben Çamit en fut informé, il s'écria : « Par Dieu, que ne suis-je dans le pays où se trouve Mo'âwya, je lui démontrerais que j'ai entendu le Prophète parler ainsi ».

VI. — Ibn Koseït¹ rapporte qu'il a vu Saïd ben Mousayib mettre de l'or dans le plateau d'une balance tandis que son coéchangiste en mettait dans l'autre.

Dès qu'il y avait égalité de poids, on procédait à l'échange.

Le hadith III peut remonter à l'année 640 (J.-C.), c'est-à-dire au séjour de Abou Edderda² en Syrie près de Mo'awya sous le khilâfât (gouvernement) de 'Omar. La

¹ *El Mouwattâ*, t. III, p. 114.

² Abou Edderda mourut en 653 ou 654 (J.-C.) Il fut envoyé par Omar à Damas, pour enseigner le *Coran* aux habitants du pays et pour remplir les fonctions de lecteur (*Der Wucher*); Goldziher *Moh Studien*, II, 52, 98.

campagne dont il est question dans le hadith IV est probablement la conquête de l'Égypte (640 de J.-C.). D'après les auteurs musulmans, c'est la seule campagne à laquelle Foudala ben 'Obeid prit part après la mort du Prophète.

Le hadith V doit appartenir à la même époque, car 'Obâda ben Çâmit mourut en 655 (J.-C.).

M. Goldziher¹ soutient que les hadiths III et V ont été inventés pour les besoins de la cause par les adversaires de la dynastie des Ommeyyades (fondée par Mo'âwya qui fut le dernier khalifat élu). M. Emile Cohn² soutient avec raison que rien ne permet de douter de leur authenticité.

Le principe du pesage des métaux précieux fut donc appliqué de très bonne heure³.

C'est surtout l'imâm Mâlik ben Anas (712-795 de J.-C.) qui, le premier, emploie le mot *mourâtala* pour désigner l'échange, par pesées des métaux précieux, dans un chapitre qui porte pour titre « *Ce qui a été dit sur la mourâtala* »⁴.

Dans un autre chapitre⁵ consacré au çarf, c'est-à-dire le change de l'or contre de l'argent. Mâlik, rapporte le hadith (VI), au sujet de la *mourâtala*, d'après Saïd-ben-Moussayib, un des sept jurisconsultes de Médine (711 ou 712, J.-C.). Ce personnage aurait dit aussi : « qu'il n'y avait pas de *lucre illicite* en dehors de l'or et de l'argent, des comestibles ou boissons susceptibles d'être mesurés ou pesés ».

Le terme çarf prend donc son acception définitive et spéciale de change d'or contre argent, exclusivement,

¹ *Der Wucher.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *El Mouwattâ*, t. III, p. 110, 112.

⁵ *Ibid.*

entre la fin du 1^{er} siècle de l'hégire et le commencement du 11^e. Par suite, les hadiths, dont les dispositions admettent le çarf sous cette forme, appartiennent à la première moitié du 11^e siècle de l'hégire.

Les hadiths et la jurisprudence.

L'ensemble du droit musulman ou fiqh, a sa principale source dans le Coran et surtout dans les hadiths. L'influence du droit étranger et romain en particulier est assez importante. Elle a dû pénétrer avec les chrétiens de Syrie, à l'époque du Bas-Empire sous les Ommeyyades de Damas¹.

Cependant quelquequ'ait été l'importance de ces emprunts les principes généraux du droit musulman n'en ont pas été sensiblement affectés.

Un autre facteur de l'évolution du droit musulman provient aussi du développement dû à la méthode d'analogie (qiyàs) chère à l'école hanéfite. La doctrine nouvelle alors valut à ses partisans le nom de *Açhâb erra'y*² par opposition à celles des autres écoles plus ou moins attachées à l'interprétation littérale du Livre-Saint et des hadiths.

Il est nécessaire avant d'exposer les règles fondamentales de l'usure, de dégager les considérations sur lesquelles les auteurs musulmans ont établi leurs principes juridiques.

¹ Cl. Huart. *Littérature arabe*, p. 233. *Der Wucher*.

² Goldziher. *Moham. Stud.*, II p. 75. Lambert, *la Fonction du droit civil comparé*, I, 355; Ibn Khaldoun, p. 422-423.

Caractères généraux de l'usure.

Il faut partager les matières d'usure en deux parties bien distinctes, indépendantes l'une de l'autre, en raison de leurs rôles respectifs dans la vie économique. C'est d'après ces rôles que les docteurs musulmans établissent la ligne de démarcation qui sépare les métaux précieux des denrées alimentaires. Il y a, par suite, deux fonctions ou *signes distinctifs* (*'illa*). Pour les métaux précieux, on dit qu'ils ont le signe ou caractère distinctif des valeurs (*'illatou el atmân*). Nous préférons, comme équivalent français, le mot principe, et ainsi nous aurons le principe *des valeurs*, par opposition au principe de *l'alimentation* (*iqtyât*), qui est la caractéristique des denrées alimentaires.

On obtient ainsi deux sphères d'influence bien nettes. Dans chacune d'elles figurent les matières d'usure régies par le même principe. Comme ces matières jouent un rôle plus ou moins important dans la consommation générale, elles constituent chacune une *espèce* ou *catégorie* (*djins* pl. *adjnâs*¹) particulière dans l'ensemble des objets d'usure. Lorsqu'une denrée est juridiquement soumise à la protection de l'usure, on l'appelle *usuraire* (*ribawi*). Il y a, en effet, certaines matières qui ont soulevé de nombreuses controverses quant à leur caractère usuraire ou non usuraire. Nous avons vu que les hadiths ont spécifié ces denrées, mais les auteurs les ont considérées comme de simples spécimens auxquels on devait assimiler les autres produits alimentaires. Mais alors fallait-il étendre la prohibition de l'usure à tout ce qui figure dans l'ali-

¹ *Adjnâs* ou *alouân*. Moslim, IV, p. 54.

mentation? On n'osa pas aller jusqu'à cette extrémité et certaines conditions furent énoncées. Ainsi seules ont un caractère usuraire les denrées qui servent de base à l'alimentation générale, c'est-à-dire les denrées dont « un homme ne saurait se passer sans s'exposer à mourir d'inanition¹ ». Il faut donc qu'une denrée soit avant tout soumise au principe de l'alimentation (*iqtiyât*). De plus, il faut qu'elle soit susceptible de conservation (*iddikhâr*).

Revenons aux principes (*'illa*), et aux catégories (*djins* pl. *adjnâs*). La rigueur ou le tempérament que l'on apporte dans l'application des règles relatives à l'usure dépendent des conditions juridiques des objets en présence dans une convention. Ainsi la rigueur atteint son extrême limite lorsque les matières à échanger font partie de la même catégorie et, par suite, sont soumises au même principe.

Puis s'agit-il de deux objets régis par le même principe et appartenant à deux catégories distinctes, une certaine latitude est admise, et c'est déjà presque la liberté d'échange.

Enfin s'agit-il de deux choses différant entre elles au double point de vue du principe auquel elles sont soumises et des catégories auxquelles elles appartiennent, on recouvre une liberté absolue pour les échanger l'une contre l'autre.

Telle est l'échelle dans laquelle se meut la théorie de l'usure d'après les auteurs musulmans. Il importe maintenant d'en établir les règles définitives qui s'en dégagent, appuyées sur des exemples concrets.

¹ Kharchi, t. III, p. 410 et suiv.

Règles fondamentales de l'usure.

1^{re} règle. — Les équivalents ne sont ni du même principe (*'illa*), ni de la même nature (*djins*) ou catégorie.

Il est permis de les vendre :

1° A terme ou au comptant, c'est-à-dire sans livraison immédiate (*houloul*) et sans prise de possession séance tenante (*teqâboud*).

2° Avec estimation différentielle (*tafâdoulen*), c'est-à-dire sans égalité quantitative. Exemples : une vente de blé contre de l'or ou de l'argent.

En un mot, chaque fois qu'il s'agit de deux objets appartenant à deux sphères différentes, la liberté d'échange est complète.

2^e règle. — Les équivalents sont du même principe (*'illa*) et de la même nature (*djins*). On ne peut les échanger qu'aux conditions suivantes :

1° Livraison immédiate d'une part, et prise de possession séance tenante d'autre part (*el houboul ou ettaqâboud qabla ettafârouq*).

2° Egalité quantitative et qualitative des deux parts.

Exemple : un échange d'or contre or, de blé contre blé, etc.

Il en est ainsi, chaque fois que les objets d'échange ne diffèrent ni quant à leur catégorie (*djinswâhid*), ni quant à leur principe (*moumâtsala*).

3^e règle. — Les équivalents sont de principe identique mais de natures différentes.

On peut les échanger aux conditions ci-après :

1° Avec appréciation différentielle (*tafâdoulen*).

2° Mais avec livraison immédiate et prise de possession instantanée (*yaden bi yadin*, de la main à la main).

Exemple : Vendre de l'or pour de l'argent ou du blé pour de l'orge.

De l'infraction à l'une de ces règles résultent trois formes d'usure. Ainsi les parties contractantes ne respectent pas la condition de la remise immédiate, lorsque les matières d'échange sont de même nature ; elles feront une opération illicite pour être entachée d'*usure de la main* (*ribâ el yad*¹). Par exemple, vendre du froment contre de l'orge, sans en opérer immédiatement la tradition ; ou bien vendre de l'or pour de l'argent, sans remise réciproque et séance tenante des objets échangés.

Au contraire, on stipule un délai dans une convention qui, pour être valable, exclut une condition de ce genre, il en résultera un cas d'*usure du terme*² (*ribâ ennassâ ou ennassia*). Par exemple, vendre du froment contre de l'orge à livrer dans un délai prévu.

Si les parties contractantes n'observent pas la condition de l'égalité quantitative, quand les matières d'échange sont du même principe et de la même nature, l'opération sera entachée d'*usure d'accroissement* (*ribâ el fadl*). Par exemple, vendre ou échanger une mesure de dattes de bonne qualité contre deux de qualité inférieure.

Ces distinctions ne sont pas admises par tous les auteurs. Ainsi, Errâzi³ n'admet que le *ribâ du terme* et le *ribâ enaqd*⁴ qui, pour lui, consiste dans la vente d'une mesure d'une denrée alimentaire quelconque contre deux

¹ Cette formule est très peu employée par les auteurs arabes.

² *Der Wucher.*

³ Mohammed Errâzi, t. II, p. 370.

⁴ C'est cette forme de *ribâ* qu'Ibn 'Abbas aurait considérée comme licite pour être une vente pure et simple. Voir p. 7.

mesures payables à terme. C'est plutôt du prêt qu'il s'agit ici.

Il ne considère comme ribâ du terme ou *nassâ* que la vente à terme. On a distingué aussi le ribâ *el qard* (du prêt). Il s'agit là probablement d'une convention de prêt à intérêt *lato sensu*.

Enfin, pour un autre auteur musulman Ibn-el-Qayim¹, dans son ouvrage célèbre (*Avertissement aux malheureux*) (*I' lâm el-mouki'in*), il n'y a de véritable, d'évident que le ribâ du terme ou *ennassâ*. Seule cette forme est visée par le Coran, dit-il.

Quant aux autres formes d'usure, telles que l'usure d'accroissement (*ribâ el fadl*), elles ne sont prohibées que comme moyens dissimulés, indirects (*darâ'i*, pluriel de *dari'a*), d'arriver au ribâ proprement dit².

Controverses générales entre les écoles orthodoxes.

En fait, les divergences qui séparent les écoles orthodoxes sont d'ordre secondaire et proviennent surtout de la manière d'énoncer et, par suite, d'interpréter certains hadiths. Elles proviennent également de la valeur que l'on accorde à quelques traditions.

Cette partie, comme son titre l'indique, n'a trait qu'aux controverses de principes. Celles qui sont relatives à l'application même de ces principes, nous jugeons préférable de les développer à la suite des contrats mêmes auxquels elles se rapportent.

Nous envisageons ici une des questions les plus délicates qui soient. Aussi, est-il indispensable de procéder à une

¹ Ibn El Qayim, t. I, p. 203.

² *Infra*, p. 83.

sorte d'examen rétrospectif des principaux hadiths qui ont inspiré la doctrine pour la réglementation dont nous avons déterminé les bases.

Nous suivrons la méthode adoptée par M. Emile Cohn, dont le travail sur cette question est d'une admirable précision.

PREMIÈRE QUESTION¹. — *La livraison
et la prise de possession immédiates.*

Mâlik ben Aous el Hadathân² vint et dit : « Qui veut me changer des dirhems (pour des dinârs)? Talha ben 'Obeid Allah qui se trouvait près de 'Omar dit : « Donne-nous ton or et attends que notre trésorier revienne, nous te donnerons alors ton argent. » 'Omar dit alors : « Pas du tout, par Dieu, donne-lui immédiatement ton argent ou rends-lui son or, car le Prophète a dit : « Argent contre or est usure excepté dans le cas de « tiens et tiens » blé contre blé, etc. etc. »

Pour Mâlik et El Bokhâri³, le sens des paroles de 'Omar seraient celui-ci : « Tu ne dois pas te séparer de lui jusqu'à ce que tu aies reçu ton argent ! » La conséquence de ce hadith est que la prise de possession doit avoir lieu avant la séparation des parties qui doivent dire simultanément « tiens » et « tiens⁴ » (*hâ ouahâ*).

Pour l'imâm Mâlik et son école, aucun délai ne doit être toléré dans une opération de ce genre. De plus, on ne doit pas quitter le lieu où le contrat a été conclu, ni en retarder l'exécution complète ou partielle.

¹ Emile Cohn, *Der Wucher*.

² El-Bokhâri, *Trad. islam.*, t. II, p. 29; *supra*, p. 30.

³ Moslim, IV, p. 52.

⁴ *El Mouwattâ*, t. III, p. 114; *Trad. islam.*, t. II, p. 40; Moslim, IV, p. 53.

Les imâms Châfe'i et Abou Hanifa, adoptant la version d'El-Bokhâri : « Tu ne dois pas te séparer de lui avant d'avoir reçu ton argent », admettent la validité du contrat, alors même que les parties passeraient plusieurs jours ensemble sans se séparer, mais avec l'intention de contracter. Ils se basent également sur un autre hadith de 'Omar au sujet de l'échange d'or contre or et d'argent contre argent, où il est dit : « Et si l'homme avec qui tu traites te demande un délai pour se rendre chez lui (afin d'y chercher la contre-valeur), ne le lui accorde pas, je crains pour vous l'usure (*rimâ* synonyme de *ribâ*).

Ces deux écoles (Châfe'ite et Hanéfitte), n'interprètent donc pas à la lettre l'*exécution immédiate* (*mounâdjaza*) et s'en tiennent à l'*exécution avant la séparation* (*iftirâq*).

DEUXIÈME QUESTION. — *Le blé (ou froment) et l'orge sont-ils de la même nature (djins) juridique?*¹

Que doit-on déduire du hadith qui s'exprime ainsi : « Or pour argent est usure, sauf dans le cas de « tiens et tiens! » blé pour blé est usure, sauf, etc.; orge pour orge est usure, sauf, etc.? »

Les imâms Châféi et Abou-Hanifa ainsi que Sofiân Ettsaouri (mort en 854-855 J.-C.) et d'autres auteurs inclinent, pour classer le blé et l'orge comme étant de natures différentes; autrement dit, ces deux produits constituent deux matières différentes l'une de l'autre et, par suite, leur échange est permis avec une appréciation différentielle². Ces auteurs se basent également sur le hadith,

¹ *Der Wucher*.

² *El Mouwattâ*, t. III, p. 114; Moslim, t. IV, p. 56, 57.

déjà cité¹, ainsi conçu : « Or contre or, argent contre argent, blé contre blé, orge contre orge, etc., etc., seulement à égale quantité et de la main à la main ; si les espèces sont différentes, vendez-les comme vous voudrez, mais toujours de la main à la main. »

Mâlik ben Anas (le chef de l'école Malékite) et d'autres savants de Médine, tels que Elleïth² considèrent le blé et l'orge comme ne constituant qu'une seule et unique espèce ou catégorie. En conséquence, leur échange n'est permis que si les équivalents sont égaux quant à leur quantité. L'imâm Mâlik cite à l'appui de sa thèse trois traditions, mais il est seul à les rapporter. L'une d'elles présente un intérêt particulier :

Soleïman ben Yassar³ (mort en 721 ou 722), grand juriste de Médine, rapporte que Sa'ïd ben Abi Ouaggâs manquant un jour de nourriture pour son âne, dit à son esclave : « Prends du blé chez toi et achètes-en de l'orge, mais à quantité égale. »

Moslim rapporte de même que Mâlik⁴, le hâdith suivant : Maâmmar ben Abd'Allah envoya son esclave avec un ç'a de farine de blé en lui disant : « Vends ceci et achètes-en de l'orge ! » L'esclave revint bientôt avec un ç'a et une certaine quantité en plus d'orge. En rendant compte de son marché à Ma'ammâr, celui-ci lui dit : « Pourquoi as-tu fait cela ? Rends cette orge, il ne fallait en prendre qu'une quantité égale à celle de la farine que tu as donnée, car j'ai entendu plusieurs fois le Prophète dire : « Aliment contre aliment à quantité égale. » Le rapporteur ajoute : « Notre principal aliment alors

¹ El-Bokhâri, *Trad. islam.*, t. II, p. 39; Moslim, t. IV, p. 56.

² *El Mouwattâ*, t. III, p. 114.

³ *Der Wucher*, *El Mouwattâ*, t. III, p. 114; Moslim, IV, p. 56.

⁴ Moslim, *Ibid.* (*fa enni akhâfou enn youdâra'ou*).

consistait surtout en orge. » On lui fit remarquer qu'elle n'était pas de la même nature que la farine de blé. Il répondit : « Je crains que les deux ne soient de même nature. »

TROISIÈME QUESTION. — *De la vente des objets ornementés d'or et d'argent*¹.

Quand le Prophète² était à Kheiber, on lui présenta une chaîne d'or et de coquillages. Elle faisait partie du butin et devait être vendue. Il la fit démonter et dit : « Or contre or à poids égal. »

Foudâla ben 'Obéid³ raconte : « J'ai acheté le jour de Kheiber pour douze dinârs une chaîne où il y avait de l'or et des coquillages. Quand je les ai séparés, il y avait pour plus de douze dinârs d'or. Ayant exposé mon cas au Prophète, il me répondit : On ne doit pas vendre avant d'avoir séparé. »

Les imâms Châféi, Ahmed ben Hanbal et d'autres savants imposent aux parties contractantes l'obligation de démonter un objet ornementé d'or ou d'argent avant de le vendre, afin d'acquérir les métaux précieux à égalité de poids. Il en est de même d'ailleurs pour les autres matières d'usure, par exemple du blé mélangé avec une autre denrée. Ainsi, une opération qui consisterait à échanger un *moudd*⁴ de dattes plus un dirhem contre

¹ *Der Wucher.*

² Moslim, IV, p. 55; Termidi, p. 214; Naâssî, II, 223.

³ Moslim, IV, p. 55, 56.

⁴ Moslim, IV, p. 55. Mesure équivalant au quart d'un ç'a ou poids équivalant à ce que peuvent contenir les deux mains. Le ç'a et le *moudd*

deux *moudds* et deux dirhems ne serait pas valable.

Pour l'imâm Abou Hanifa et plusieurs autres savants, l'acquisition d'un objet ornementé avec du métal précieux serait valable si on donnait comme équivalent plus d'or que n'en contient l'objet en question. Mais la même opération serait illicite si, en échange, on donne une quantité d'or inférieure ou égale à celle du même objet.

Malik ben Anas et son école estiment qu'il doit être procédé à une évaluation de l'objet à vendre (un Coran enrichi de plaques de métal précieux, un sabre, un cachet, etc.). Si le métal précieux ne représente que le quart de la valeur totale de l'objet, on pourra vendre ce dernier sans le démonter. Mais si, au contraire, la proportion du métal précieux par rapport à la valeur totale de l'objet est plus grande, il sera nécessaire de le démonter¹.

Hammâd ben Soléimân² permet sans restriction une opération de ce genre. Mais cette thèse est en contradiction manifeste avec les dispositions des hadiths. C'est là le point faible de cette opinion intéressante, mais isolée.

Nous avons vu³ que Mo'âwya ne s'est pas non plus conformé à cette prescription.

Une observation remarquable à ce point de vue émane du savant Tahâwi⁴. D'après cet auteur, le prophète n'au-

ont toujours été très variables suivant les régions. Les deux termes sont encore en usage en Algérie et en Tunisie.

¹ *El Mouwattâ*, t. III, p. 113; Moslim, IV, p. 55, 56.

² Mort en 737. Il avait été le maître de l'imâm Abou-Hanifa à qui il avait enseigné la méthode de *Qiyas* (analogie) en matière de jurisprudence. On sait que c'est la règle de l'école hanéfite, Moslim, IV, p. 55.

³ V. *supra*, p. 25; *El Mouwattâ*, t. III, p. 112.

⁴ Mort en 321 (Hég.), *Taqrib de Nawawi*, W. Marçais; Ibn Khaldoun, p. 421; Moslim, IV, p. 56.

rait interdit cet échange que pour permettre une répartition plus facile du butin de guerre entre ses compagnons.

Ce savant était donc favorable à la liberté absolue dans les transactions de ce genre. Mais cette théorie, pas plus que la précédente, ne devait prévaloir. Aussi la doctrine chaféite l'emporte-t-elle.

QUATRIÈME QUESTION. — *Une variété de dattes constitue-t-elle une espèce particulière¹ (au point de vue juridique)?*

Abou Horeïra² et Abou Sa'ïd el Khudri rapportent que le Prophète installa un Ançâri³ comme gouverneur de Kheïber. Celui-ci vint le trouver avec une variété de dattes fines appelées *djanib*. Le Prophète lui demanda si toutes les dattes de Kheïber étaient aussi bonnes. « Non, par Dieu, répondit l'autre, nous achetons un ç'a de celles-ci contre deux ç'a des dattes ordinaires. » « Ne fais pas cela, dit l'envoyé de Dieu, n'échange qu'à quantité égale ou bien vends celles-ci (c'est-à-dire celles de qualité inférieure) et avec le produit tu en achèteras d'autres. Faites de même avec les matières d'usure, qu'il est d'usage de peser. »

On rapporte plusieurs autres hadiths dans le même sens.

Tous les rites (*madâhib*) ou écoles admettent qu'une variété de l'une des matières d'usure ne constitue pas une

¹ *Der Wucher.*

² *El Mouwattâ*, t. III, p. 121 ; *Tradit. islam.*, t. II, p. 29 ; Moslim, t. IV, p. 57, *passim*.

³ Les Ançârs sont les habitants de Médine qui ont soutenu le Prophète lors de la fuite de la Mecque.

espèce ou catégorie distincte (juridiquement), alors même qu'on la désignerait par un nom spécial¹.

C'est ce hadith qui a inspiré à l'école hanéfite² la division des matières d'usure en *mesurées* (*makilât*) et en *pesées* (*maouzoûnât*).

Kharchi le commentateur du « Précis de Sidi Khelil » admet les mesures consacrées par l'usage ou encore les mesures légales.

On a cru devoir trouver dans ce hadith l'origine du contrat de prêt à intérêt³, en se fondant sur les paroles du Prophète : « Vends les mauvaises dattes pour des dirhems et avec le produit tu en achèteras d'autres. » Cette interprétation désirée, probablement, n'est guère corroborée par la généralité des hadiths dont quelques-uns vont même jusqu'à prévoir une combinaison de ce genre, pour la condamner expressément.

Ainsi on ne peut pas, sans commettre un acte usuraire, changer cent dirhems contre deux cents autres dirhems. Ce serait trop visible. On vend alors un habit pour deux cents dirhems et on le rachète pour cent⁴.

Cette opération est parfaitement licite pour Châféi et Abou Hanifa parce que, disent-ils, le Prophète n'a pas distingué si on doit acheter les bonnes dattes à la même partie contractante ou à un tiers.

Mâlik ben Anas et Ahmed ben Hanbal ne l'admettent pas, car le Prophète n'a pas expressément dit : « Achète les bonnes dattes à celui qui t'a acheté les mauvaises. » Le hadith ne contient pas, disent-ils, l'autorisation de cette ruse.

¹ *Minhâdj Ettâlibin d'Ennawawi*, Van den Berg, p. 358.

² Cf. Sidi Khelil, *Commentaire de Kharchi*, t. III, p. 423; *Minhâdj Ettâlibin*, p. 356.

³ *Der Wucher*.

⁴ Cf. Moslim, IV, p. 57, *passim*.

Il est vrai que cette condition, ouvertement admise par les parties, annulerait la convention qu'elles auraient l'intention de conclure. Telle est l'opinion de Châféi.

Ce serait là l'origine du contrat de *mohâtra*¹.

Et puis, tout marché non valable doit être annulé. Le vendeur reprend sa marchandise et en rembourse le montant à l'acquéreur. Le Prophète a dit, en effet : « C'est de l'usure, rendez les dattes. »

¹ Kohler, *Questions de droit moderne*, p. 7, in Emile Cohn.

CHAPITRE III

APPLICATION DE LA THÉORIE DE L'USURE AUX CONTRATS

GÉNÉRALITÉS

On voit, d'après tous les développements qui précèdent, que la question de l'usure dans le droit musulman est conçue d'une manière toute différente de celle du droit canonique ou du droit moderne.

On a fait ressortir avec raison¹ que le législateur musulman a surtout visé le terme, le crédit. Cette idée, qui répond bien aux conceptions économiques du moyen âge, s'explique fort bien par les mesures annonaires que les législations primitives ont toutes édictées les unes après les autres².

L'élément temps dans le crédit, qui est l'âme du commerce de nos jours, est prohibé quand il s'agit de certaines conventions ayant pour objet des denrées de première nécessité.

Les méfiances contre le commerce se retrouvent ici et les conditions de validité pour certains échanges sont telles qu'ils se réduisent à un simple troc. On peut ainsi restreindre le trafic de denrées particulièrement précieuses dans un pays qui n'en produit pas assez pour la consommation de ses habitants.

¹ *Der Wucher, in fine.*

² Gonnard, *Cours d'histoire des doctrines économiques.*

Le caractère divin de la loi musulmane a pu dans une certaine mesure empêcher des abus, mais il en a entraîné d'autres. Les peuples ne vivent pas surtout de morale et leurs tendances contenues tant bien que mal, finissent par briser les barrières qui ont été dressées comme cadre à leur activité. Cela est surtout inévitable lorsque à un état économique donné, succède un autre état particulièrement florissant. De là, certains moyens détournés par lesquels on affecte de respecter les dispositions du législateur comme le contrat de mohâtra.

Les musulmans pratiquent encore de nos jours un contrat presque identique. C'est de l'Espagne musulmane que la convention de mohâtra est passée en Europe, où il fut d'un usage assez courant.

Un capitaliste vendait, à terme, une certaine quantité de blé contre cent dinârs payables dans trois mois par exemple, ce qui est parfaitement licite. Mais l'acheteur qui dans l'espèce, est un emprunteur, a surtout besoin de numéraire. Il revend le blé au capitaliste pour quatre-vingts dinârs. A l'échéance stipulée, il payera cent dinârs, tandis qu'il n'en a reçu que quatre-vingts. La différence n'est pas autre chose qu'un intérêt stipulé et accepté de part et d'autre¹.

M. Cohn pense que, de même que la mohâtra, on doit aussi les reports à la loi islamique².

Le droit moderne a conservé ces derniers, mais il a abandonné la mohâtra depuis que la législation a admis le prêt à intérêt.

Les écoles musulmanes discutent la validité de ce moyen détourné qui évite de heurter de front les dispositions de la loi. Abou-Hanifa l'admet, mais Mâlik le repousse. Châféi

¹ *Der Wucher.*

² *Ibid.*

dit qu'il faut examiner l'affaire en elle-même. Si les deux opérations sont connexes, le contrat ne sera pas valable.

Le prêt ne peut donc être admis que s'il ne répond à aucun des cas prévus par la législation. Malgré cela, on le retrouve dans l'Arabie antéislamique, surtout à Médine, pratiqué sous forme d'avance pour vente à livrer.

C'est probablement là qu'il faut chercher l'origine, les causes par lesquelles l'usure a continué à sévir, qu'on l'appelle le contrat de mohâtra ou le talq (vente à terme) dont nous parlerons ultérieurement.

Quant au prêt à intérêt proprement dit, on peut admettre qu'il a été prohibé pour des raisons historiques⁴. En effet, le ribâ tel que l'envisage le Coran, et tel qu'il nous est exposé par les exégètes, résulte d'une opération dans laquelle le créancier exigeait comme compensation au délai qu'il accordait à son débiteur une élévation du chiffre de la créance. C'est là l'accroissement ou ribâ prohibé. Or le débiteur apparaissait comme inévitablement condamné, aux yeux du législateur, à être ruiné par le créancier. Ce dernier ne pouvait, par conséquent, qu'encourir la malédiction des hommes et de Dieu pour les conséquences désastreuses que ses opérations entraînaient au détriment du malheureux débiteur.

Dans une certaine mesure, on ne peut pas s'empêcher de trouver cette sévérité justifiée, lorsqu'on sait que le prêt ne pouvait être alors qu'un prêt de consommation, consistant surtout en choses consommables. Le débiteur ne créant rien, ne produisant pas davantage ne s'enrichissait d'aucune façon, il entamait, au contraire, son patrimoine sans aucun profit pour la société. Aussi, les risques que pouvaient courir le créancier étaient-ils assurés par des stipulations léonines.

⁴ *Der Wucher.*

La législation en tentant de remédier à cette situation, par l'interdiction rigoureuse des conventions de ce genre, n'a fait que déplacer le mal, qui, au lieu de demeurer apparent, se dissimulera sous des formes variées et, par suite, gardera un caractère anonyme qui le rendra insaisissable. Cette prohibition de l'intérêt était aussi dictée par le besoin de protéger des denrées de première nécessité contre des transactions trop intenses et contre un enchérissement toujours menaçant, soit à la suite d'une infraproduction locale, soit à la suite d'une spéculation¹ exagérée.

En effet, la production locale était souvent insuffisante pour les besoins de la population. Les années de disette étaient très fréquentes, comme en témoignent les diwans (recueils) des poètes de la péninsule arabe. Les descriptions qu'ils donnent des famines dont ont souffert leurs contemporains semblent démontrer que ces calamités ont de tout temps désolé les pays désertiques où l'Islâm est né. Il fallait donc protéger énergiquement toutes ces choses précieuses dont aucun homme ne peut se passer. On pensait devoir les exclure, sinon totalement du commerce libre, du moins les soumettre à de nombreuses restrictions.

Evidemment toutes les substances alimentaires ne sont pas l'objet d'un désir d'une même intensité et, par suite, des mêmes mesures protectrices. Il y a une certaine gradation qui a dicté aux jurisconsultes la classification que nous avons étudiée en principes et en espèces.

Les hadiths, nous l'avons remarqué, s'en tiennent à six objets d'usure, mais les différentes écoles s'accordent pour ne considérer cette énumération que comme une

¹ *El Mouwattâ*, t. III, p. 124; *Kharchi*, t. III, p. 44.

série de spécimens. Cependant les *Zâhîrya*¹, c'est-à-dire ceux qui interprètent le Livre Saint d'après la lettre, ne considèrent comme susceptibles d'usure que les six objets dont il est question dans les hadiths.

Leur doctrine est restée isolée et l'unanimité des docteurs musulmans assimile à ces derniers tous ceux dont le rôle et l'usage peuvent s'identifier avec les matières spécifiées.

Ils procèdent ainsi, mais à des degrés différents, par la méthode dite de l'analogie (*qyâs*), si chère à l'école hanéfite, réputée entre toutes et à juste titre, comme la plus libérale. Conséquence singulière, c'est que l'imâm Abou-Hanifa, a tant et si bien appliqué la méthode d'analogie, qu'en réalité, il se trouve être, à notre point de vue, le plus rigoureux. Ainsi, il assimile à l'or et à l'argent lesquels, ordinairement, se vendent au poids, tout ce qui se pèse comme le cuivre et le fer. Aux denrées alimentaires, il assimile les substances médicinales, parce qu'il considère comme authentique le hadith qui mentionne le sel parmi les matières d'usure. Ainsi le safran et l'alcali doivent être considérés comme usuraires. Dans ces conditions le prêt à intérêt parfaitement admis et pratiqué par les Arabes de la Djâhilya (période antéislâmique) devait être combattu par la nouvelle religion et après la prohibition prononcée par le christianisme et le judaïsme. Il s'agit de défendre un prélèvement injustifié aux yeux du législateur, et d'autant plus illégitime qu'il ne résultait d'aucun travail.

Le prêt, portant surtout sur des denrées de première nécessité était destiné à satisfaire des besoins urgents. Dès lors, il serait immoral de profiter de la gêne d'au-

¹ Ibn Khaldoun, p. 422, 423; Moslim, p. 51.

trui pour lui imposer les obligations les plus dures. Il faut au contraire, compatir à ses souffrances et l'aider à en sortir. C'est à Dieu de récompenser avec *usure* les actes de charité accomplis par le croyant, mais par contre il atteindra l'usurier, dans sa personne et dans ses biens.

C'est ainsi que s'explique la constante opposition dans le texte coranique entre l'usure et la charité. Agir autrement, c'est se vouer à une ruine certaine et sans aucun profit pour les deux parties. Bien mieux, c'est encourir les châtiments éternels réservés indistinctement à tous, au créancier qui profite de l'usure, au débiteur qui lui en procure les bénéfices, et au greffier qui en rédige les actes¹.

Après cet exposé, il nous faut rechercher comment les jurisconsultes ont entendu appliquer les principes énoncés par les hadiths. Pour cela, il est nécessaire, non de suivre les auteurs musulmans dans leurs longs développements, mais de faire ressortir, à propos des principaux contrats, les stipulations qui apparaissent à leurs yeux comme entachées d'usure et, par suite, les rendent nuls, d'une nullité absolue ou relative, suivant les cas.

Les conditions ainsi visées n'ont guère besoin d'être manifestement contraires à la doctrine orthodoxe, mais le fait seul de combiner deux opérations en une seule lui fait repousser *de plano* une convention suspecte de pouvoir dissimuler un but illicite.

La crainte est telle, chez les jurisconsultes musulmans de voir se conclure des conventions prohibées, qu'ils finissent par en voir partout et en tout. Ils arrivent à prévoir des cas et à émettre des hypothèses qui font sourire les esprits les plus timorés. Aussi, les conséquences pratiques seront-elles absolument différentes de tout ce

¹ Moslim, IV, p. 59, 60.

que leur fertile imagination de casuistes a pu concevoir. Un excès en amenant un autre, la sévérité absolue du Coran, dictée par un pur et noble sentiment d'humanité a fait naître grâce au zèle excessif des auteurs de l'orthodoxie rigoriste et réactionnaire, un mal inhérent aux peuples musulmans. Ce mal devenu une calamité, ils le traîneront comme un boulet à travers les siècles, jusqu'au moment où il les livrera pieds et poings liés, telle une proie facile, à toutes les convoitises des peuples modernes puissamment soutenus par les institutions de crédit et autres moyens économiques perfectionnés dont ils disposent.

Les quatre rites ou écoles orthodoxes qui se partagent l'empire musulman agissent dans de véritables sphères d'influence, que les affinités ethniques de races semblent avoir nettement consacrées depuis longtemps.

Tandis que la doctrine d'Abou-Hanifa régit d'une manière générale la Turquie d'Europe et d'Asie, une grande partie de la population musulmane de l'Egypte, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie constitue le domaine favori du rite Malékite.

Connaissant maintenant dans leurs grandes lignes les controverses soulevées entre les diverses écoles au sujet de la question de l'usure proprement dite, nous étudierons celles qui ont surgi, quant à l'application des principes qui la régissent au fur et à mesure que nous examinerons les autres contrats. Nous insisterons particulièrement sur le rite Malekite qui soumet à sa doctrine l'empire franco-musulman en raison de l'intérêt qui s'attache à l'avenir économique et, par suite, politique des six millions de musulmans que compte la population indigène de cette vaste partie du Nord de l'Afrique.

DU COMMERCE DES MÉTAUX PRÉCIEUX

Il faut envisager trois situations :

- 1° *Le change proprement dit ;*
- 2° *La vente ou l'échange des métaux précieux ;*
- 3° *Le travail incorporé dans les métaux précieux.*

SECTION PREMIÈRE

DU CHANGE PROPREMENT DIT

Cette matière est régie par trois règles fondamentales :

I. — En premier lieu¹, dans une opération de change, tout délai est énergiquement prohibé et la tradition doit avoir lieu de la main à la main, c'est-à-dire simultanément et sans désemparer. En un mot, les parties doivent dire en même temps « tiens et tiens² ».

II. — En second lieu, s'il s'agit de changer de la monnaie d'or contre de la monnaie de même nature, ou de la monnaie d'argent dans les mêmes conditions, les deux équivalents doivent être de *quantité* et de *qualité* égales.

On peut donc changer onze pièces d'or ou d'argent contre dix seulement du même métal, mais à la condition que le poids et la qualité soient égaux. Sinon cela constituerait une opération indirecte, dissimulée, d'usure⁴.

¹ D'après les « hadiths de la porte », *El Mouwattâ*, t. III, p. 114 ; Moslim, IV, p. 53.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, t. III, p. 116 ; *Trad. islam.*, t. II, p. 40.

⁴ Sidi Khelil, Seignette, p. 14 et suiv.

III. — Si les équivalents diffèrent quant à la nature du métal précieux, le change est libre mais toujours de la main à la main.

Mâlik soutient que si on a changé un certain nombre de dirhems (pièces d'argent) contre un ou plusieurs dinârs (pièces d'or), et que l'un d'eux fût reconnu de mauvais aloi, après l'opération, celle-ci serait nulle mais seulement à la demande de la partie lésée. En effet, ajoute-t-il, si on laissait passer un certain délai, la convention serait entachée d'usure et les parties se mettraient en contradiction avec les hadiths qui exigent la tradition immédiate.

Saïd ben Moussayib¹, rapporteur de nombreux hadiths dit que tout délai est interdit dans une convention de change en raison « des méfaits dont les métaux précieux sont la cause sur terre. »

Ibn 'Acem² dit qu'il y a lieu d'admettre une certaine tolérance en ce qui concerne la condition d'égalité. Un sixième du poids de chaque pièce jusqu'à concurrence de six, telle est la limite admise.

S'il est d'usage de se servir de la monnaie au nombre, on peut également changer des pièces n'ayant pas le même poids, mais l'opération ne doit porter que sur un très petit nombre d'unités.

Dans certains pays, le change se faisait au poids (*mou-râtala*) et, dans d'autres, au nombre (*moubâdala*). Les parties doivent se conformer à l'un ou l'autre de ces usages, suivant le lieu où elles contractent.

¹ *El Mouwattâ*, t. III, p. 116. C'est un des sept personnages qui occupent un rang d'honneur parmi les compagnons du Prophète. Il est mort en 93 ou 94 (H.); W. Marçais, *le Taqrib de Nawawi*, p. 224.

² *La Tohfa*, n° 373; Sidi Khelil, Seignette, p. 14 et suiv.

SECTION II

DE LA VENTE OU ÉCHANGE DES MÉTAUX PRÉCIEUX

On a vu à propos de l'évolution probable dans la conception de la théorie de l'usure, la confusion entre les mots *çarf* et *mourâtala*. La terminologie juridique a de très bonne heure fixé l'idée de *çarf* à celle du change *stricto sensu*. Le mot *mourâtala* semble avoir été forgé pour la circonstance. Aussi est-il peu usité¹.

La vente ou échange des métaux précieux ne doit donner lieu à aucun avantage, et, comme en matière de change, tout délai est rigoureusement prohibé. Nous retrouvons ici les mêmes principes que dans la section précédente.

On peut vendre ou échanger :

I. — De l'or contre de l'or ou de l'argent contre de l'argent aux conditions ci-après² : égalité de poids, égalité qualitative, de la main à la main.

II. — De l'or contre de l'argent et réciproquement : liberté absolue dans les opérations de ce genre, mais toujours au comptant et sans désemparer³.

En un mot on ne doit prélever aucun bénéfice dans une opération de ce genre, ni préférer un équivalent à l'autre, ni vendre une partie à terme et l'autre partie au comptant⁴, surtout lorsque les contre-valeurs sont de même nature.

¹ *El-Mouwattâ*, t. III, p. 110; Sidi Khelil, Seignette, p.

² *Trad. islam.*, t. II, p. 39.

³ *El-Mouwattâ*, t. III, p. 112.

⁴ *Trad. islam.*, t. II, p. 40.

On rapporte¹ que, lors du partage du butin de guerre après la bataille de Kheïber, deux personnages chargés par le Prophète de procéder à la vente des objets pris à l'ennemi, cédèrent trois vases en or pour quatre pièces d'or et quatre vases en argent pour trois pièces d'argent.

Le Prophète jugea le procédé usuraire et le condamna. La vente fut annulée et les opérations recommencées, le principe de l'équivalence n'ayant pas été respecté.

On peut acheter en bloc de l'or contre de l'argent ou réciproquement, à l'état natif ou façonné, mais toujours au comptant. La même opération est interdite si les métaux en question sont monnayés. Il faudrait pour cela en connaître préalablement le dénombrement².

On peut échanger des objets enrichis de métaux précieux, même si ce sont des vêtements, contre de l'or ou de l'argent, mais il faut pouvoir utiliser les ornements en question, faire une opération licite et en payer séance tenante le montant, en monnaie de même nature. Il faut de plus que la valeur de l'ornement n'excède pas le tiers de celle de l'objet à vendre. D'après une autre opinion, c'est le tiers du poids qui est exigé³.

SECTION III

LE TRAVAIL INCORPORÉ DANS LES MÉTAUX PRÉCIEUX

Comme en droit canonique, le droit musulman ne reconnaît aucune valeur particulière au travail incorporé dans les objets ornementés d'or ou d'argent. Il est probable que, de très bonne heure, on n'a nullement tenu

¹ *Trad. islam.*

² *El-Mouwattâ*, t. III, p. 113.

³ Sidi Khelil, Seignette, art. 45; Ibn 'Acem, n° 372.

compte de ces dispositions. Nous savons que Mo'âwya lui-même a manifestement transgressé aux prescriptions qui régissent cette matière¹.

Un autre hadith, significatif à ce point de vue, est rapporté d'après, 'Abdallah ben'Omar², par Modjâhid. Il aurait entendu un bijoutier faire la déclaration suivante : « Je façonne l'or puis je le revends à un prix supérieur à sa valeur intrinsèque. La différence constitue la rémunération de mon travail. » 'Abdallah lui aurait défendu de procéder ainsi, car d'après lui, c'était une opération usuraire que faisait le bijoutier.

Un auteur moderne³ a refusé d'admettre cette manière de voir. Il n'y a pas lieu, dit-il, de considérer ce profit comme usuraire, attendu qu'il ne s'agit pas d'un échange.

La doctrine moderne se range sans hésitation à cette opinion⁴, le travail incorporé, dit-on, peut représenter une valeur plus grande que celle de l'objet façonné. Peut-être faut-il voir là l'influence des idées économiques occidentales.

Cette mesure a dû entraver la production d'œuvres d'art, mais les besoins de luxe des princes musulmans ont dû réagir de bonne heure contre cette protection excessive des métaux précieux.

De la vente ou échange des métaux ordinaires.

Les métaux autres que l'or et l'argent, tels que le fer, le cuivre qui se vendent au poids, peuvent être échangés

¹ *El-Mouwattâ*, t. III, p. 112.

² *Ibid.*

³ Ibn El-Qayim, *I'lâm el Mou ki in*, t. I, p. 203.

⁴ *El-Manâr*, juin 1906.

l'un contre l'autre, à poids égal ou inégal, même s'ils sont de nature identique. Néanmoins, dans le dernier cas, l'échange ne peut avoir lieu que de la main à la main et, s'ils sont de natures différentes on pourra les vendre à terme.

L'acheteur d'un de ces métaux peut même le revendre avant d'en avoir pris livraison (ce qui n'est pas toujours admis lorsqu'il s'agit de matières usuraires). Deux conditions doivent être observées.

1° La vente ne doit pas être consentie au profit de la personne qui s'est déjà engagée à livrer.

2° Le prix de la chose vendue dans ces conditions doit être préalablement perçu par l'aliénateur. Le principe qui domine dans ces combinaisons est qu'on ne peut pas céder à terme ce que l'on a acheté à terme. Cette règle s'applique chaque fois que l'opération a pour objet une chose qui se vend au poids ou à la capacité¹.

S'il s'agit d'une matière achetée en bloc, on peut la revendre à terme ou au comptant car, dit Mâlik, les risques sont alors à la charge du premier acquéreur, c'est-à-dire le revendeur en l'espèce².

Châféi n'assimile pas non plus les métaux ordinaires aux métaux précieux, parce qu'ils ne constituent pas, comme ces derniers, des objets de paiement. Pour cette raison, la vente ou l'échange auxquels ils peuvent donner lieu ne sauraient être illicites³.

Abou-Hanifa et Ahmed ben Hanbal leur appliquent les règles des métaux précieux.

¹ *El-Mouwattâ*, t. III, p. 130. Par mesure de capacité, il est fait allusion à certaines denrées dont le caractère usuraire est controversé, telles que les figues, le coton, certaines herbes comestibles, etc.

² *El-Mouwattâ*, t. III, p. 130.

³ *Balance de la loi musulmane*. Cha'râni. Traduction Perron.

On constate l'influence de la théorie de l'analogie chez les derniers imâms, influence qui les a conduits à être plus sévères que le Prophète lui-même et à mettre sur le même pied que les métaux précieux, seuls mentionnés dans les hadiths, les métaux ordinaires dont il vient d'être question¹.

SECTION IV

DU COMMERCE DES DENRÉES ALIMENTAIRES

La vente ou l'échange des denrées alimentaires comporte les mêmes restrictions que ceux des métaux précieux. Toutefois, le caractère de spécimens reconnu aux denrées désignées par les hadiths est presque unanimement admis ici. En effet, comme nous l'avons vu, on considère l'or et l'argent comme à peu près les seuls métaux *usuraires*².

Dans ces deux opérations (vente ou échange), deux cas peuvent se présenter. En premier lieu, si les deux équivalents sont de même nature, on doit se conformer aux conditions ci-après :

I. — *Egalité quantitative.*

II. — *Egalité qualitative.*

III. — *Tradition réciproque de la main à la main.*

En second lieu, si les équivalents sont de natures différentes, les deux premières conditions tombent d'elles-mêmes et seule la dernière subsiste. Donc, dans ce cas, il est tout naturel d'apprécier différemment le froment et l'orge (bien que pour Mâlik ces deux denrées soient identiques) ou les dattes et l'orge. Mais dans les deux cas,

¹ *Balance de la loi musulmane*, Cha'râni. Trad. Perron.

² Kharchi, t. III, p. 410 et suiv.

aucun délai n'est admis et les parties doivent simultanément dire « tiens ! »

Comme on l'a remarqué, les mêmes hadiths mentionnent les métaux précieux et les denrées alimentaires. Ils sont donc régis par les mêmes lois.

Est-ce à dire que la vente proprement dite soit entravée d'une manière générale ? On peut répondre non. En effet, dans le fameux verset¹ où l'usure est mise en opposition avec la vente, la liberté commerciale est expressément proclamée. « *Dieu a permis la vente et il a interdit l'usure.* » Un peu plus loin, il est dit² :

« ... à moins qu'il ne s'agisse du trafic d'objets présents dont vous faites livraison réciproque ».

Ailleurs³ :

« ... ne vous mangez pas mutuellement vos biens par des moyens illicites, mais seulement par des opérations commerciales librement consenties de part et d'autre. »

Dans la première partie de ce verset, il est fait allusion aux deux plaies sociales de l'Arabie antéislamique, le jeu et l'usure.

Beaucoup de musulmans, dans toute l'ardeur de la foi nouvelle, crurent de bon ton de renchérir sur les intentions du législateur et de s'abstenir de se rendre aux fameuses foires de 'Okâz, Midjâna et Dzou-el-Madjâz. Le Prophète, pour stimuler leur zèle en faveur des préoccupations de ce monde leur fit part du verset suivant, révélé pour la circonstance⁴ et, en vue d'encourager les échanges commerciaux : « *Ce n'est pas un péché pour vous de rechercher quelque faveur (matérielle) du Seigneur.* »

¹ *Coran*, sourate II, verset 276.

² *Ibid.*, sourate II, verset 282.

³ *Ibid.*, sourate IV, verset 33.

⁴ *Ibid.*, sourate II, verset 194.

Nous constatons une fois de plus que le Coran est favorable au développement économique.

Il ne fait aucune allusion positive ou négative aux matières d'usure dont les hadiths ont parlé avec une singulière facilité. Il y a donc là une opposition remarquable entre les deux sources de la législation musulmane. Et c'est cette antithèse qui sera le point de départ du jeune Islâm, qui cherche depuis ces dernières années à échapper à la contrainte séculaire dans laquelle les auteurs orthodoxes l'ont maintenu. La tâche de la nouvelle doctrine sera d'autant plus aisée que la principale de ces sources, le Coran, est la plus intangible et la plus vague dans ses dispositions, du moins au point de vue qui nous occupe.

Il est probable que la raison donnée par les juriconsultes musulmans en ce qui concerne l'interdiction dont sont frappées les denrées alimentaires, diffère de celle qui a inspiré le législateur. On a voulu par des mesures restrictives, prévenir toute tentative de spéculation et d'accaparement de ces produits de première nécessité.

« Les personnes qui disposent de capitaux, a dit 'Omar¹, ne doivent pas s'en servir pour accaparer une des richesses dont Dieu a gratifié ce pays. »

« Pas d'accaparement, disait-il encore, sur notre marché. » « Cependant, ajoute Zurqâni, ceux qui, péniblement, ont importé ou mis en réserve des denrées en vue de la mauvaise saison peuvent les revendre. Il n'y a à cela aucun inconvénient. »

L'argument spécieux invoqué par l'unanimité des docteurs, c'est que les céréales (le froment et l'orge) et les

¹ Cf. *El-Mouwattâ*, t. III, p. 124, *mâ djâ'a filhokra ouettarabhous* (ce qui a été dit sur l'accaparement et la spéculation), Kharchi, t. III, p. 441.

dattes forment la base de l'alimentation. Ce qui est exact surtout pour l'Arabie.

Cette qualité leur confère une valeur qui, même au point de vue moral, se traduit par un respect absolu à l'égard des produits destinés à l'alimentation. Ainsi, il n'est pas rare de voir un musulman, quelle que soit sa condition sociale, se baisser dans la rue pour ramasser un croûton de pain, puis l'essuyer, souffler dessus et le porter à sa bouche, ou bien le mettre à l'abri du piétinement des passants.

Il est d'usage constant et général, dans les intérieurs arabes, de ne pas laisser traîner des morceaux de pain. C'est, aux yeux de tous, une *ni'ma* (faveur de Dieu) qu'il ne faut pas perdre inutilement.

Donc, au même titre que l'or et l'argent, les céréales ne sauraient être échangées ou vendues l'une contre l'autre sans que la tradition en soit effectuée simultanément¹.

Le principe doit s'étendre aux fruits comme les dattes, les figues et le raisin sec. Ces deux derniers sont considérés comme matières d'usure par les écoles Mâlekite et Châfé'ite², mais non par les deux autres.

C'est en ce qui concerne les substances alimentaires que les jurisconsultes ont poussé à l'extrême l'application des principes posés par les hadiths. Cependant, ils ont établi certaines limites, en imposant comme condition secondaire à ces produits la conservation. En un mot, une denrée usuraire doit présenter un double caractère, jouer un rôle prépondérant dans l'alimentation et être susceptible de conservation³. Aussi certains fruits, tels

¹ *Trad. islam*, t. II, p. 29.

² *Minhâdj Ettâlibin*, p. 355 et suiv.; Sidi Khelil, Seignette, art. 58 et suiv.; Ibn 'Acem, note 599, fasc. IV.

³ *Ibid.*

que les figues et les olives, certains comestibles, comme les sauterelles¹ qui remplissent ces conditions provoquent-ils des controverses entre les auteurs musulmans.

Donc, comme en matière de métaux précieux, la différence de nature entre les équivalents d'une vente ou d'un échange, tout en admettant une appréciation différentielle, exclut aussi énergiquement tout délai. Sidi Khelil, se conformant en cela à la doctrine de Mâlik, estime que le froment et l'orge ne forment, au point de vue juridique, qu'une seule et même denrée. Il leur assimile les légumes à gousse ou farineux que l'on désigne en arabe sous le nom de *kitnya*. Aux dattes il assimile les figues et les raisins secs.

Le sel est considéré comme un assaisonnement, aussi applique-t-on le même principe à tout ce qui a caractère, tel est le cas du poivre, du safran, du carvi, etc., de l'oignon et de l'ail² (des légumes pourtant).

Les viandes ont été l'objet d'une classification minutieuse, bien qu'il n'en ait été que peu question dans les hadiths. Celles qui proviennent d'animaux domestiques sont, juridiquement, de la même nature. Cependant, si elles sont assaisonnées, elles peuvent être échangées ou vendues contre d'autres qui ne le sont pas, avec estimation préférentielle, mais toujours de la main à la main³.

La chair des animaux sauvages ne constitue qu'une seule espèce⁴.

Les oiseaux forment autant d'espèces que de variétés⁵.

¹ Sidi-Kelil, Kharchi, t. III, p. 413 et 414.

² Sidi-Khelil, Seignette, art. 59, Kharchi, t. III, p. 414-415.

³ Sidi-Khelil, Seignette, art. 60.

⁴ *Ibid.*

⁵ *El-Mouwattâ*, t. III, p. 121-127; *Minhâdj Ettâlibin*, p. 355.

Les poissons ne constituent qu'une seule catégorie, même, ajoute consciencieusement Kharchi « s'il s'agissait des hommes et des chevaux qui vivent dans la mer ». La croyance populaire veut, en effet, que tout ce qui existe sur la surface de la terre soit représenté dans la mer.

Une question est très controversée par les casuistes musulmans. Jusqu'à quel point une denrée alimentaire demeure-t-elle (juridiquement) identique à elle-même? On admet que la panification pour les farines, la fermentation complète des liquides et la cuisson ou le rôtissage pour les viandes dénaturent ces denrées¹.

De la vente des fruits.

Nous devons nous étendre un peu plus longuement sur cette question, car elle nous permettra de signaler certains contrats qui, très probablement, ont continué d'exister en changeant de noms à travers les siècles. Nous savons que les hadiths mentionnent surtout les dattes et quelquefois les raisins secs. La vente ou l'échange des fruits doit avoir lieu dans les mêmes conditions que celles imposées aux autres denrées alimentaires. Cependant, les figues et la plupart des autres fruits, même susceptibles de conservation, sont exclus des produits alimentaires, au sens juridique du terme. Tel est le cas des noix, des noisettes, des abricots, etc.

Si les équivalents ne diffèrent pas, quant à leur nature, on ne doit les échanger qu'à quantité et qualité égales, et de la main à la main. S'ils sont différents, on peut les

¹ Kharchi, t. III, p. 416. *Minhâdj Ettalibin*, p. 355 et suiv. Les jurisconsultes se servent du terme *nâqil* pour désigner l'élément qui modifie la nature juridique d'une denrée.

échanger, à quantité inégale, mais toujours de la main à la main.

On admet que les fruits frais ne diffèrent pas des fruits secs au point de vue de leurs échanges. De plus, la vente est interdite avant qu'ils n'aient commencé à être utilisables. L'interdiction vise aussi bien le vendeur que l'acheteur¹.

Cependant, l'usage étant plus puissant que toutes les mesures réglementaires du législateur, de nombreux hadiths admettent que si cette prescription n'est pas respectée par les parties contractantes, les risques incomberont au vendeur².

Une dérogation à ce principe a été admise de très bonne heure. D'après plusieurs hadiths³, les '*arya* (sens littéral, le *palmier dépouillé de ses fruits*) seuls bénéficient de cette exception.

Malik a dit⁴ : « Il y a '*arya* lorsqu'on fait don à une personne d'un palmier de son jardin. Si, dans la suite, le donateur est gêné par les allées et venues du donataire, il pourra racheter à ce dernier les fruits de l'arbre en question, contre des *fruits* secs (des dattes en l'espèce). »

D'après une autre tradition⁵, les '*arya* étaient des dattiers dont on faisait don à des indigents, qui, ne pouvant pas toujours attendre l'époque de la maturité complète des fruits, cédaient leur droit éventuel contre une certaine quantité de dattes sèches.

Le bénéfice d'exception qui s'applique à la '*arya* peut

¹ *Traditions islamiques*, t. II, p. 43 *Minhâdj Ettâlibin*, p. 355.

² *Trad. islam.*, t. II, p. 44.

³ *Ibid.*, t. II, p. 41.

⁴ *El-Mouwattâ*, t. III, p. 106.

⁵ *Ibid.*, t. III, p. 110.

s'étendre aux fruits qui, comme les dattes, jouent un rôle important dans l'alimentation, et qui, en outre, sont susceptibles d'être conservés.

De plus, d'après Mâlik, le rachat peut être opéré soit avec de l'argent, soit avec d'autres denrées¹, Chaféï et Ahmed n'admettent que l'argent comme mode de paiement du rachat.

Enfin, remarque judicieusement le savant, Yâd², c'est là une dérogation aux règles générales de l'usure, puisque par ce contrat on tolère :

1° L'usure de l'accroissement (*ribâ el-fadl*) ;

2° L'usure du crédit (*ribâ ennasâ*) ;

3° La *mouzâbana* ou le fait d'acheter des fruits non utilisables contre des fruits secs mesurés ;

4° La révocation d'une donation à titre définitif.

Ainsi on applique à certains fruits frais ou secs, susceptibles d'être conservés, les principes relatifs à l'usure. Néanmoins, la doctrine admet que ceux qui se consomment frais, tels que le melon, le concombre, etc., peuvent donner lieu à un échange préférentiel, mais toujours de la main à la main³.

La vente des céréales et des fruits verts peut se faire sans que les parties observent les prescriptions édictées par les hadiths. Les infractions commises suivant l'inobservation de telle ou telle condition ont des noms techniques que le droit positif musulman a consacrés. Ainsi, il y a :

1° La *mohâqala*⁴. C'est la vente du blé en gerbe contre du blé battu et vanné.

¹ *El-Mouwattâ*, t. III, p. 94.

² *Ibid.*, t. III, p. 94.

³ *Ibid.*, t. III, p. 110.

⁴ *Trad. islam.*, t. II, p. 43, 44, 45; Moslim, IV, p. 22.

2° *La mokhâdara*¹, qui est la vente des fruits verts n'étant pas encore utilisables au moment du contrat.

C'est probablement ce contrat qui a donné son nom à la mohâtra du moyen âge par laquelle on tournait la prohibition du prêt à intérêt que nous avons étudiée précédemment².

3° *La mozâbana*³ ou *tazâboun* est le nom spécial donné à la vente des dattes sur l'arbre contre des dattes sèches mesurées. Cette vente est appelée aussi 'arya. On peut citer aussi :

*La molâmassa*⁴ ou *monâbadza* qui consiste à étaler une étoffe à vendre sans laisser à l'acheteur le temps de la palper ou de l'examiner.

De la vente à terme des denrées alimentaires.

Malgré la confusion, voulue par les hadiths, de la vente, de l'échange et du prêt en matière de denrées alimentaires, la pratique continua à se servir de certains contrats tolérés pour prêter à intérêt ou, mieux encore, pour utiliser les anciennes conventions usuraires.

Il y a en quelque sorte une réaction constante contre les nouvelles dispositions des hadiths. Ainsi, dans la *Djahilya* (période antéislamique), on pratiquait toutes sortes d'opérations aléatoires, parmi lesquelles, les avances sur des produits à venir ou contrats à livrer. Le peuple était certainement attaché à ces usages déjà fort anciens et, malgré toute l'énergie du Prophète pour interdire tout ce qui

¹ *Trad. Islam.*, t. II, pp. 43, 44, 45 ; Moslim, IV, p. 22.

² V. *supra*, p. 77.

³ Moslim, IV, 22.

⁴ Moslim, IV, 2.

présentait un certain aléa, il n'a pu que régler les contrats à livrer pour prévenir les difficultés d'ordre pratique que leur exécution soulevait.

Les gens de Médine, les Ansârs (alliés) du Prophète prêtaient volontiers sur les récoltes de fruits pour une durée de une, deux ou même trois années ¹.

D'après Ibn 'Abbâs ², le Prophète a dit : « Celui qui fait des avances sur une récolte de dattes doit spécifier une mesure précise, un poids déterminé, un terme fixe ». Cette prescription est à rapprocher des dispositions d'un verset ³ conçu dans le même sens et qui est compris dans les passages relatifs à l'usure. Il était d'usage probablement de contracter, dans ce genre d'opération, surtout verbalement. Or, le Coran insiste sur la consignation par écrit de toutes les clauses que les parties ont entendu stipuler.

C'est là qu'il faut rechercher l'origine du talq que nous aurons à étudier ⁴.

On a mis à profit cette tolérance pour pratiquer le prêt à intérêt, dès l'époque même du Prophète, comme l'attestent plusieurs hadiths ⁵.

Mâlik rapporte d'après Zinâd qui aurait entendu Saïd ben Moussayib et Suleïman ben Yassâr défendre la vente à terme du blé contre de l'or pour acheter des dattes (avec le même or) et avant de l'avoir reçu.

La prohibition n'existe plus dès que le débiteur du blé s'adresse à une tierce personne pour acheter la denrée qu'il désirait. En effet, ce que l'on craint c'est une double opération de vente dans une même convention, opération dont

¹ *Trad. islam.*, t. II, p. 58; *El-Mouwattâ*, t. III, p. 192 (Sonan d'Abou-Dawoud, gloses marginales).

² *Ibid.*, t. III, p. 192-130.

³ *Coran*, sourate 2, verset 282.

⁴ Voir *infra*, p. 132.

⁵ *El-Mouwattâ*, t. III, p. 120; *Trad. islam.*, t. II, p. 57, 58.

le but véritable serait un prêt dissimulé. On remarquera que l'intervention d'une tierce personne semble devoir écarter toute présomption usuraire.

Le Prophète¹ aurait prononcé cette interdiction en entendant un homme dire à un autre : « Achète-moi ce chameau au comptant, puis je te le rachèterai à terme ». C'est bel et bien une opération de prêt à intérêt que ces personnes avaient en vue.

Donc, d'une manière générale, la vente, l'échange et le prêt de consommation constituent une sorte de contrat « *do ut des* ». Et si les principes relatifs à l'usure se retrouvent ici, c'est parce qu'on peut procéder à des échanges fictifs qui permettraient de prêter à intérêt tout en tournant la prohibition de ces bénéfices illicites².

SECTION V

L'USURE DANS LE CONTRAT DE GAGE

La conception que le droit musulman se fait de l'usure, et qui semblait devoir se limiter à certaines matières déterminées, comme cela ressort des versets du Coran et surtout des hadiths a paru insuffisante aux auteurs. Leur zèle les a entraînés sur la foi de quelques traditions, certainement mal interprétées, à intervenir dans d'autres contrats susceptibles de dissimuler des opérations illicites et par suite à soumettre la liberté des contrats à des restrictions dont l'unique résultat a été de réduire l'activité économique des peuples musulmans, dans toutes ses manifestations. Résultat qui n'a fait que s'aggraver avec le temps.

¹ *El-Mouwattâ*, t. III, p. 131.

² *Minhâdj Ettâlibin*, p. 355, note 1.

Il ne suffit donc pas, pour avoir une idée complète de la théorie de l'usure, de se borner à l'examiner dans le cadre qui lui a été primitivement tracé. Il faut, de plus, dégager des autres principaux contrats les caractères juridiques de certaines clauses assimilées aux cas prévus par les hadiths. Or ces clauses sont frappées de nullité, pour une raison sur laquelle les auteurs reviennent souvent, parce qu'elles sont simplement suspectes et par prévention contre l'usure. Les conventions ainsi condamnées constituent dans l'opinion des auteurs des moyens *dissimulés, indirects*¹ (*dari'a* pluriel *darâi'*) par lesquels on se propose d'éluder la prohibition de profits jugés usuraire.

C'est en matière de gage principalement, que l'œuvre des auteurs a accumulé les entraves à la liberté des transactions et c'est aussi en cette matière qu'ils ont atteint les ressorts vitaux de la vie économique. Nous verrons par la suite combien les conséquences de ce système protectionniste à outrance ont été désastreuses pour ceux-là mêmes que l'on se proposait de protéger.

Le gage ou *rahn* du droit musulman comporte la double acception qu'il a dans le code civil (art. 2071, 2072, 2076, etc.) et comprend à la fois le contrat en soi et l'objet du contrat.

Les principes qui le régissent ne font pas de distinction entre les objets mobiliers et immobiliers. Dans un cas comme dans l'autre, il ne doit donner lieu à aucun avantage au profit du créancier² et le but principal dans une convention de cette nature est qu'on considère surtout l'intérêt du débiteur.

¹ Kharchi, IV, 2.

² *El-Mouwattâ*, III, 147; Sidi Khalil, chap. du nantissement; Seignette, art. 385 et suivants.

Le nantissement peut être constitué pour sûreté d'un prêt de consommation (*qard*) ou du prix d'une vente (*bei'*) ou d'une obligation de faire¹.

De ces trois cas nous ne retiendrons que les deux premiers. Ils représentent, au point de vue de l'usure, une importance capitale dont les conséquences ont été bien plus considérables que les mesures restrictives auxquelles sont soumises les denrées alimentaires et les métaux précieux.

Premier cas. — Le nantissement est donné par sûreté d'un prix de consommation.

Le créancier peut stipuler qu'il jouira des produits du gage mais seulement en déduction du principal de la créance, parce que, dit Lakhmi, on peut ne pas fixer un terme pour le paiement de la dette, ce qui ne saurait être admis s'il s'agissait d'une vente².

Deuxième cas. — Le nantissement est consenti pour sûreté du prix d'une vente.

Le créancier peut stipuler qu'il fera les fruits siens, mais aux conditions suivantes :

I. — Que la durée du gage soit déterminée;

II. — Qu'il s'agisse d'un nantissement stipulé dans un contrat de vente³.

Pourquoi cette distinction? C'est, dit Kharchi⁴, parce que dans un contrat de vente de cette nature, il y a vente proprement dite et loyer, ce qui est admis. Tandis que

¹ Kharchi, IV, 160; Seignette, art. 397; Derdir, II, p. 67 et suiv.

² Kharchi, IV, 160; Seignette, art. 385; Perron, IV, 535.

³ Derdir, II, 70 et suiv.; Kharchi, IV, 160; Seignette, art. 385; Perron, IV, 535.

⁴ Sidi Khelil, chap. Nantissement; Kharchi, IV, 160; Ibn 'Acem, jas. II, art. 121.

dans une convention de prêt il ne saurait y avoir lieu à un loyer qui est incompatible avec les principes qui régissent ce contrat. Il y aurait là un simple prêt à intérêt.

En d'autres termes, dans le cas d'une vente, on estime qu'il y a avantage réciproque pour les deux parties contractantes et, dans le deuxième cas le bénéfice qui en résulte constituerait un avantage (un cadeau, *hadya*), consenti au créancier sans compensation, ce qui est illicite¹.

III. — La faculté pour le créancier de jouir du gage doit être stipulée dans l'acte constitutif. De sorte que, si elle était consentie postérieurement à sa conclusion elle serait illicite dans les deux cas².

La question de la jouissance du gage a soulevé de nombreuses controverses entre les auteurs musulmans. Aucun d'eux, bien entendu, n'admet le prêt à intérêt, et cependant ils constatent tous avec une certaine amertume que, dans la pratique, on n'observe jamais les prescriptions requises. Malgré cela ils s'obstinent à défendre énergiquement leurs théories aussi intransigeantes qu'irréalisables.

Ainsi Derdir³ le remarque fort bien sans chercher un seul instant à s'expliquer les raisons de cette opposition constante entre la doctrine et la jurisprudence.

Cependant, un auteur du xix^e siècle, Ibn 'Abidin⁴ déclarant « que la plupart des gens ne consentent à prêter que parce qu'ils en retirent un profit » admet la légitimité d'une convention de cette nature. Cette légitimité a son

¹ Kharchi, *ibid.*; Ibn 'Abidin l'admet cependant. Cf. V, 517; Derdir, II, 71.

² *Ibid.*, *passim*.

³ Derdir, II, 69, *in fine*, V, 517.

⁴ Ibn 'Abidin, V, 517.

fondement, d'après lui, dans le libre consentement du débiteur. Dans la doctrine théologico-juridique, dit-il, le contrat ainsi conclu ne constituerait un prêt à intérêt (*qardoun fihi manfa'atoun*) que si la clause de jouissance est imposée à l'emprunteur (*machrout*).

Ibn' Abidîn désirant, sans doute, ne pas trop engager sa responsabilité morale, ajoute que l'usage général qui fait du consentement du débiteur la base de la validité du contrat de gage avec stipulation de jouissance est en opposition avec les principes du droit ¹.

Le débiteur, d'après lui, en reconnaissant à son créancier un droit de jouissance sur le gage, le décharge de tous les risques. De plus, les fruits ainsi perçus (*zawâid* ou croît) ne sont pas imputables sur le principal de la créance ².

Le gage consiste en une maison que le créancier, fort du consentement de son débiteur, habite. Si l'immeuble en question, venait à menacer ruine, il ne serait rien dû de ce chef au débiteur qui, en consentant un droit de jouissance à son bailleur de fonds, a ainsi constitué une sorte de *commodat*, de prêt à usage ³ (*'ârya*).

Le créancier auquel un droit de jouissance a été consenti peut-il valablement céder à bail l'immeuble nanti et, dans l'affirmative, à qui revient le loyer? Au créancier, dit Ibn 'Abidîn, si son droit de jouissance ne dérive pas d'une condition ⁴ (*chart*) imposée au débiteur. Sinon, il revient à ce dernier.

On peut dire que Ibn 'Abidîn admet sans difficulté le prêt à intérêt et, malgré les réserves de pure forme qu'il

¹ Ibn Abidîn, V, 478.

² *Ibid.*, V, 516.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, V, 517.

exprime, il s'incline devant les nécessités de la vie pratique. Sa thèse ne laisse aucun doute à cet égard, puisqu'il soutient même, contre la plupart des docteurs musulmans, que le débiteur peut valablement, et de son plein gré (*ridâ*), faire un cadeau (*hadiyâ*) à son créancier¹.

Il est regrettable que cet auteur clairvoyant n'ait pas insisté davantage sur cette question. Il ouvre néanmoins une brèche dans le fatras de l'œuvre des écrivains scolastiques et il permet ainsi à la doctrine moderne de se plier aux conditions économiques nouvelles.

Ibn'Abidin a eu le mérite de s'incliner devant les nécessités urgentes imposées de plus en plus par le développement économique des peuples musulmans. Ainsi les résistances de la doctrine finiront par céder peu à peu, jusqu'au jour où elles seront en harmonie avec les besoins généraux.

Tel est en substance le contrat de *rahn* plus communément appelé *rahnia* en Algérie. La pratique, comme bien on pense ne s'est pas embarrassée de ces scrupules et c'est particulièrement sous forme de *rahnia* que se fait le prêt à intérêt entre musulmans.

Une autre convention inspirée par les mêmes besoins que le *rahn* s'est introduite de très bonne heure en droit musulman. Comme le précédent contrat la vente appelée *tsounia* (vulgairement *tsénia*) ou *beï el wafa*, (vente conditionnelle, avec réserve), a soulevé de très nombreuses controverses parmi les auteurs musulmans. La plupart d'entre eux la considèrent comme un moyen de dissimuler une opération de prêt à intérêt (*beï'oun djarra manfa'atenn*)².

¹ Ibn 'Abidin, V, 517, *passim*.

² Ibn Farhoun, *Tebisirât el Houkkâm*, avec en marge: *El'Aqd El-Mounaddam* d'Ibn Salmoun, I, 197.

Deux conditions sont nécessaires pour la validité de ce contrat ¹.

1° La stipulation de tsounia doit faire l'objet d'une convention distincte et postérieure au contrat de vente dont elle est le complément.

2° Elle doit être librement consentie par l'aliénateur.

Un des graves inconvénients de la tsounia, est qu'elle n'est soumise à aucun délai légal maximum ou minimum. C'est aux parties contractantes à en stipuler si elles le jugent à propos.

Le preneur a tous les droits qui dérivent de la propriété, sauf que cette dernière est entachée de précarité.

Son droit de jouissance est donc illimité et peut durer indéfiniment. Les conséquences pratiques de cette situation varient suivant que les parties contractantes ont ou non stipulé un délai à la convention qu'ils ont conclue.

La vente avec tsounia a-t-elle été conclue pour une période de temps expressément déterminée? L'acquéreur pourra céder, valablement, son droit de propriété si, à l'expiration du délai convenu, l'aliénateur n'a pas effectué le remboursement de la somme reçue par lui. La clause de tsounia devient *ipso facto* nulle².

Si, par contre, aucun délai n'est intervenu entre les deux parties contractantes, la cession de son droit, par l'acquéreur ne pourra être définitive que si le premier aliénateur n'a pas procédé au remboursement du prix qu'il a reçu³.

Tel est le contrat de tsounia ou tsenia que l'on appelle souvent antichrèse ou même vente à réméré, ce qui est

¹ Ibn Farhoun, I, 198.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

inexact. Cette dernière est tous les jours appliquée à des immeubles soumis jusque-là à la juridiction musulmane. Par cela seul que les intéressés ont recours à un officier ministériel français, ces immeubles sont acquis à la compétence du code civil. Cela en vertu du décret du 17 avril 1889 (art. 3), qui dispose que les Indigènes renoncent implicitement à l'application de leurs lois et coutumes par la seule réception d'une convention originaire passée par un officier public français. Or les musulmans en s'adressant de préférence à un officier ministériel non musulman, ignorent la plupart du temps les conséquences de cette disposition. Les créanciers, plus avertis, le savent toujours et en profitent en se gardant bien de troubler la quiétude de leurs débiteurs qui, un beau jour sont surpris de se voir légalement dépouillés de leurs droits immobiliers.

Il est au moins curieux de constater que la loi française en imposant aux musulmans d'Algérie la clause de réméré, leur applique un régime admis par la coutume antéislamique et condamné par le Prophète¹.

En effet, une innovation de l'Islâm, en cette matière, consiste dans l'interdiction de la clause résolutoire du réméré (*r'alaqou rrhani*). Les Arabes de la Djahilya admettaient couramment cette clause dans le contrat de gage. Tout débiteur qui n'exécutait pas son obligation à l'expiration du terme convenu, perdait *ipso facto* tout droit de propriété sur l'objet nanti.

A l'inconvénient que nous avons signalé en ce qui touche la tsénia ou antichrèse et qui consiste dans l'absence de tout délai légal, s'en ajoute un autre qui est

¹ *El Mouwattâ*, III, 188; *mâlâ yadjouzou min r'alaqirrahni*; Ibn 'Acem, f. II, art. 123. Comp. C. civil, art. 2078, 2080.

commun à la rahnia et à la tsénia, c'est l'absence de publicité.

Lorsque à l'expiration du terme d'une convention et à défaut d'exécution de son obligation par le débiteur, on procède à la vente judiciaire de l'immeuble nanti, c'est très souvent le créancier poursuivant qui se rend acquéreur définitif, l'adjudication ayant tous les caractères d'une opération clandestine ingénieusement organisée semble-t-il.

La Commission de codification du droit musulman constituée il y a deux ans par le gouvernement général de l'Algérie a dû se contenter de prendre des mesures purement transitoires en vue de prévenir et de réprimer les abus engendrés par les contrats de rahnia et de tsénia.

Au lieu de chercher à supprimer ces conventions on devrait, au contraire, les réglementer, en leur appliquant les principes ordinaires qui régissent les hypothèques du droit moderne⁴.

Il faudrait de plus rendre plus accessible l'intervention des officiers ministériels français et musulmans, en réduisant les frais auxquels ces actes donnent lieu. Nous croyons devoir reproduire deux exemples concrets de ces formes de gage afin de montrer combien la part d'aléa est grande dans les conventions de ce genre, aléa qui permet de dissimuler les stipulations les plus onéreuses que puisse se voir imposer un emprunteur à court de ressources.

⁴ Le principe dominant dans ces contrats est de considérer l'avantage que peut en retirer le débiteur. Or il est certain que le régime hypothécaire du Code civil, sans léser en aucune façon les droits du créancier, offre des avantages considérables à l'emprunteur, dont le plus important est de conserver la jouissance de l'immeuble nanti. Par conséquent, on pourrait, sans porter atteinte à l'esprit même du droit musulman, réformer le contrat de rahn dans ce sens.

Ces exemples feront aussi mieux apprécier les imperfections d'un mode de contracter, plus que suranné qui n'est plus en harmonie avec les principes économiques modernes. Cela explique dans une certaine mesure, la suspicion dont les auteurs musulmans les frappent.

Acte¹ constatant un contrat de nantissement (rahn.)

Louange à Dieu.

Il a été constaté à la charge de l'honorable 'Abd el Kâder ben Mahmoud qui déclare avoir reçu comptant, de l'honorable Djelloul ben Kouweïder la somme de 2.500 francs, à titre de prêt remboursable à l'expiration de deux années, à courir du jour de la conclusion de la convention ci-après.

A cet effet, il consent au profit du bailleur pour sûreté de sa créance et uniquement à ce titre, un nantissement sur la totalité de la maison lui appartenant, sise au quartier Bâb-el-Hadid, et dont l'entrée regarde l'est. Elle est limitée dans les conditions déterminées par l'acte qui en établit la propriété.

Ce nantissement n'est soumis à aucune réserve et ne peut, en aucun cas, entraîner aliénation de l'immeuble qui en est l'objet avant l'expiration du délai ci-dessus stipulé.

L'acquéreur s'engage à remettre le débiteur sus-nommé en possession de l'immeuble nanti dès qu'il aura effectué le remboursement du principal de la créance établie à sa charge.

Le débiteur se dessaisit totalement de l'immeuble en

¹ Machuel, *Manuel de l'arabisant*, p. 71.

question au profit du créancier précité qui en prend possession, ainsi qu'en fait foi la déclaration des deux assesseurs du cadi.

Louange à Dieu.

Après que la convention ci-dessus constatée a été dûment établie, les deux parties ont comparu une seconde fois à la même Mahkama. L'aliénateur déclare donner mandat à son créancier pour faire vendre l'immeuble en sa possession à titre de nantissement si, à l'expiration du terme stipulé, il n'a pas effectué le remboursement de la créance dont il s'est reconnu débiteur.

Il déclare en outre ne pas s'opposer à la vente, que le produit soit supérieur ou inférieur au principal de la créance à sa charge. Dans un cas comme dans l'autre, le créancier prélèvera le montant de sa créance, alors exigible, avec obligation de restituer au débiteur le surplus s'il y a lieu ou de parfaire, lui débiteur, ladite somme de la soulte nécessaire.

Il souscrit aux conditions ci-dessus stipulées et renonce à tout recours éventuel à l'intervention du juge, conditions qui demeureront inattaquables et conserveront leur plein et entier effet, même après le décès du débiteur, s'il venait à se produire dans l'intervalle. Le mandat ainsi reconnu au créancier ne doit prendre fin qu'à la suite de la libération de sa dette par le débiteur.

Acte¹ de vente dite tsounia d'un immeuble foncier.

Louange à Dieu.

Par devant le cadi un tel, de la circonscription de.....,

¹ Machuel, *Manuel de l'arabisant*, p. 54.

que Dieu l'assiste, ainsi que l'atteste le sceau ci-dessus apposé, et en présence de ses deux assesseurs, a comparu Mohammed, fils de Abdel Kâder, qui déclare avoir touché la somme de 235 francs plus un ç'â de froment et un demi-ç'â d'orge, contre cession, à titre de tsounia consentie par lui sur son immeuble foncier à lui échu par voie de succession de ses parents. Cet immeuble, situé à....., est d'une superficie dont l'ensemencement est évalué à deux ç'â de grains.

Cette aliénation est consentie par lui au profit de Si Moussa ben Ahmed et de ses deux frères 'Omar et 'Ali, qui, de ce chef et conformément à la loi, en auront la jouissance jusqu'au moment où il leur sera remboursé une somme égale à celle qu'ils lui ont avancée et de même composition. La vente sera alors résiliée et la convention annulée.

Fait à la date du.....

SECTION VI

L'USURE DANS LE CONTRAT DE SELEM

Le selem et le prêt, disent les auteurs musulmans, sont des contrats identiques. L'un et l'autre dérivent d'une obligation de donner qui naît de la prestation d'un bien (*mâl*¹).

L'obligation du selem ne consiste ni en numéraire (et c'est en cela qu'elle diffère d'une simple vente à terme), ni en un droit de jouissance (ce qui la différencie du louage garanti par une sûreté). Enfin, elle ne constitue pas un prêt *stricto sensu*, puisqu'on n'est pas tenu de

¹ Sidi Khelil, chap. du selem; Seignette, art. 320; Kharchi, IV, 112; Derdir, II, p. 59 et suiv.

rembourser une chose de la même nature que celle qui a fait l'objet de la prestation¹. C'est donc un contrat *sui generis* soumis à certaines restrictions prévenant des opérations usuraires, dont la plus importante est celle qui exclut de cette convention les denrées alimentaires et les métaux précieux.

Le bien avancé (*ras elmâl*) et la chose à livrer (*el mouslam fihî*) ne doivent consister ni l'un ni l'autre en denrées alimentaires ni en numéraire, sinon cela constituerait une convention usuraire.

On ne peut pas non plus stipuler une chose de qualité supérieure à celle qui a fait l'objet de la prestation, car cela donnerait lieu à un prêt non gratuit. On retrouve dans le *selem* la même idée directrice que dans les matières d'usure proprement dites. C'est donc à tort qu'on a souvent assimilé le *selem* tantôt au talq, tantôt à la vente à terme si connue en Algérie.

D'ailleurs, une disposition assez nette de Sidi Khelil dit que si l'obligation² de donner consistait en un objet de même nature que la chose livrée, la convention constituerait un prêt de consommation (*mutuum*) malgré la volonté des parties contractantes qui déclareraient faire une opération de *selem* ou de vente³.

Si dans une convention de cette nature on constate un avantage quelconque devant profiter aux deux parties, elle ne sera pas valable. Mais si, au contraire, le contrat est exclusivement avantageux pour l'emprunteur, il sera valable⁴.

¹ Kharchi, IV, *ibid.*; Seignette, art. 321.

² Sidi Khelil, chap. du *selem*; Seignette, art. 325.

³ Kharchi, IV, 120; Derdir, II, 59.

⁴ *Ibid.*

SECTION VII

DU QARD (MUTUUM)

Le qard, qui est essentiellement un prêt de consommation, consiste dans la prestation d'une chose mobilière (consomptible, fongible) remboursable à terme en une chose de même nature.

Dans ce contrat on n'a en vue que l'intérêt de l'emprunteur¹.

Tout cadeau offert par le débiteur ou tout avantage procuré par lui au créancier est entaché d'usure². Est considéré comme tel le fait par le débiteur d'effectuer le paiement de sa dette au moyen d'une lettre de change (*souftadja*) dans une localité autre que celle où la convention a été conclue. L'avantage présumé dont profiterait ainsi le créancier réside dans l'absence de risque provenant soit de l'insécurité du pays, soit de la difficulté de transport, etc³.

SECTION VIII

L'USURE DANS LA VENTE A TERME

C'est en matière de vente à terme que les auteurs ont prévu le plus de conventions de prêt à intérêt conclues sous forme de contrats licites, du moins en apparence. Kharchi reconnaît que le législateur (*châri*) n'a pas légi-

¹ Sidi Khelil, chap. du selem ; Seignette, art. 3. Comp. Girard, *Dr. romain*, 542.

² Sidi Khelil, chap. selem ; Seignette, art. 359, 360 ; Kharchi, IV, 140, 141 ; Derdir, II, 65 et suiv.

³ Kharchi, IV, 140, 141 ; *El-Mouwattâ*, III, 147.

féré, à proprement parler, sur la matière en question, mais l'*Idjmâ'a* (l'accord unanime des grands imâms, chefs des quatre rites orthodoxes) les condamne, parce qu'elles sont suspectes. La *dari'a* (pluriel *darâ'i*) ou moyen détourné par lequel on arrive au but expressément prohibé, est écartée par suspicion. Ainsi, on est d'accord pour interdire la culture exagérée de la vigne, afin de prévenir la production du vin.

De même, il est interdit de profaner ou d'injurier les idoles qui, dans certaines croyances, représentent la divinité¹.

La suspicion d'usure s'attache surtout à la convention qui contient une double opération de vente et de prêt. On présume que les parties contractantes n'ont en vue que le prêt dissimulé sous la forme d'une vente. C'est, comme disent les auteurs musulmans, un « prêt qui procure un avantage² » (*be'oun djarra manfa'aten*).

Ces dispositions s'inspirent de différents hadiths dont l'authenticité absolue n'est pas admise par tous les auteurs. D'après Mâlik³, l'Envoyé de Dieu a interdit toute convention combinant une opération de vente et de prêt. Ainsi, dit-il, l'échange d'objets mobiliers, tels que des vêtements, peut donner lieu à des appréciations différentielles en raison de leurs qualités respectives, soit de la main à la main, soit à terme. Cependant, aucun profit provenant du terme ne doit être prélevé dans une opération de ce genre, sinon le contrat serait illicite pour être entaché d'usure (*nassi'a* ou *nassa*).

Dans les nombreux cas prévus par les auteurs, domi-

¹ Kharchi, IV, 2, 3.

² Sidi Khelil, Seignette, art. 103 et suivants; Kharchi, IV, p. 2 et suivantes.

³ *El-Mouwatta*, III, 128; Sidi Kelil, Seignette, art. 118.

nent les restrictions relatives aux denrées alimentaires et aux métaux précieux. Le caractère restrictif de ces mesures est plus ou moins accusé, suivant que l'objet des conventions porte ou non sur ces matières.

Enfin, l'élément juridique qui semble dicter toutes ces mesures, réside dans l'intervention du terme. Nous avons vu le rôle considérable qu'il joue dans les préoccupations du législateur ¹.

La liberté des transactions commerciales semble n'avoir été soumise à aucune restriction à l'époque antéislamique (*djâhilya*) et le terme a dû frapper le législateur par les nombreux aléas qu'il présentait et, de même qu'en matière d'usure, il a réagi bien plus contre les conséquences de l'incertitude des moyens de production que contre certains usages en eux-mêmes. Au fait, cette part d'imprévu qui donnait lieu à de nombreuses spéculations répond assez bien au tempérament des Arabes passionnés pour tout ce qui est jeu.

La réaction du Coran contre ces usages évidemment immoraux a soumis à une réglementation rigoureuse ce qui, le plus souvent, était livré au caprice des événements et des circonstances. Ainsi s'explique la recommandation exprimée dans le Coran de consigner par écrit dans les conventions toutes les clauses acceptées par les parties contractantes et dont la principale d'entre elles réside dans le terme ².

Avant de terminer cette partie de notre étude relative aux contrats, nous devons dire quelques mots de ce que Mâlik ³ appelle l'usure dans le crédit (*erriba fi ddeïn*).

¹ Sidi Khelil, Seignette, art. 104, 107, 109, 110, 116, 125.

² *Coran*, sourate 2, verset 281.

³ *El-Mouwattâ*, III, 139. Sidi Khelil, Seignette, art. 77.

SECTION IX

LA CESSION DE CRÉANCE

Il s'agit d'un hadith célèbre, cité par Ibn'Abbas, mais dont l'authenticité ne présente pas toutes les garanties voulues ¹. L'imâm Ahmed ne l'admet pas, néanmoins le principe juridique qui en découle est reconnu par l'Idjmâ'a.

Ainsi, il ne saurait y avoir lieu à deux conventions consécutives basées sur deux termes.

Celui qui aura prêté une somme en or ou en argent sur des objets mobiliers certains à livrer dans un délai déterminé pourra les revendre au débiteur même, soit avant l'expiration du terme, soit après, contre d'autres objets mobiliers, mais seulement au comptant.

Le créancier peut également revendre les mêmes objets à une tierce personne, mais seulement au comptant. En effet, dans les deux cas, l'intervention d'un nouveau délai constituerait une opération illicite. On ne peut pas vendre à terme ce qui a été acheté dans les mêmes conditions ² (*youkrahou elkâli bilkâli*).

La même convention ne pourrait pas avoir pour objet des denrées alimentaires. En effet, il est interdit de les revendre avant d'en avoir pris livraison.

¹ Ce hadith est dit « moursal » c'est-à-dire que le nom de son rapporteur n'est pas mentionné. W. Marçais, *le Tagrib de Nawawi*.

² *El-Mouwattâ*, III, 129-130; Kharchi, III, 432; Sidi Khelil, Seignette, art. 77.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA DOCTRINE MUSULMANE MODERNE ET L'INTÉRÊT DU CAPITAL

GÉNÉRALITÉS

C'est aujourd'hui un fait acquis que l'Islâm est en pleine effervescence. Heurté de toutes parts par les puissances européennes, dominé, assujéti, il semblait irrémédiablement réduit en tant que facteur social.

L'Islâm, dont la civilisation brilla d'un si vif éclat, fut arrêté brusquement dans son essor par la réaction orthodoxe qui en l'immobilisant, le condamna pour de longs siècles. Néanmoins cette civilisation, à laquelle l'Europe doit tant, ne fut pas complètement perdue. Elle se déplaça dans les États chrétiens du bassin de la Méditerranée, qui de disciples qu'ils étaient, devenaient bientôt les maîtres. Les musulmans sont donc incontestablement en retard vis-à-vis non seulement de l'Europe, mais aussi d'eux-mêmes. Le contact avec la civilisation occidentale durant toute la seconde moitié du ^{xix}^e siècle n'a fait qu'accentuer cette infériorité politique d'abord, puis économique.

Depuis une vingtaine d'années environ, leur indifférence ou même leur mépris pour tout ce qui était d'ori-

rigine européenne s'est changée en curiosité. Ils constatent avec surprise combien ils se sont laissé devancer et cherchent à déterminer les causes qui ont pu amener cet état de choses.

De là cette soif ardente de connaître et d'étudier la civilisation moderne dont la lumière les gêne, les trouble momentanément, et dont ils discernent enfin de mieux en mieux les éléments constitutifs.

Un terrible dilemme s'impose alors à l'attention des musulmans éclairés, conscients de la situation inférieure à laquelle l'Islâm a été réduit, par suite du triomphe des doctrines rigoristes et de l'expansion au delà de leurs frontières, des États européens en quête de nouveaux débouchés pour leurs productions de jour en jour plus considérables. Et ce dilemme se résume nettement en ces deux propositions : ou l'Islâm a été faussé par une interprétation étroite, et alors il est devenu incompatible avec le progrès et l'évolution naturelle de toute société et ses adeptes seront ainsi fatalement réduits de plus en plus en servitude, ou l'Islâm est au contraire compatible avec les idées modernes, et alors il faut le débarrasser des bandelettes dont l'ont enserré les docteurs au zèle intempéré.

Les hésitations n'ont pas été de longue durée et l'unanimité des musulmans, dont l'éducation est imbue de l'influence des idées occidentales, manifestent hautement des vues et des doctrines qui eussent paru, pour le moins téméraires il y a quelques années.

L'avenir de l'Islâm est d'autant plus assuré qu'il a une tendance franchement rationaliste. Cette manifestation n'est pas nouvelle dans l'histoire¹ musulmane et ne doit

¹ Cf. *Enquête sur l'avenir de l'Islâm*. Questions diplomatiques et coloniales. Voir notamment l'opinion de l'éminent orientaliste. I. Goldziher 15 mai 1901.

rien à la science de l'Occident en tant qu'inspiration. Elle est due aux philosophes arabes admirateurs et successeurs directs des écoles grecques, comme El-Kindi, El-Farabi, Avicenne en Orient, Ibn Tofaïl et Averroes en Occident, pour ne citer que les plus éminents parmi eux.

La lutte fut terrible entre tous ces savants et l'orthodoxie rigoriste qui triompha finalement. La crise eut sa pleine acuité sous les successeurs du calife El Mâmoun qui fit sienne la doctrine rationaliste (mo'tazelite). Ce succès fut de très courte durée et disparut avec ce prince. La réaction eut raison des idées nouvelles, par le bannissement, la persécution et la mort de ceux qui les professaient (x^e siècle de l'ère chrétienne).

Au point de vue économique, la civilisation musulmane connut la production la plus intense, pour décliner et achever de disparaître avec le contact de l'Europe industrielle.

Si l'évolution actuelle de l'Islâm a eu un caractère surtout intellectuel, les résultats économiques sont appréciables mais non proportionnels aux progrès des idées. Toutes les institutions de crédit et les moyens perfectionnés du commerce dont on dispose de nos jours sont utilisés par les musulmans. Or, l'âme des institutions de crédit, est l'intérêt du capital. Cet intérêt, quelle que soit la conception que le Livre-Saint en ait, ne peut pas être dégagé parfaitement de l'usure. Il y a évidemment confusion des deux notions, et il est presque impossible d'admettre l'intérêt tout en rejetant l'usure.

Cela n'est pas particulier aux idées du législateur musulman qui a l'excuse des conditions économiques de son temps. La science moderne, non seulement n'a pas justifié pleinement la légitimité de l'intérêt du capital

mais encore, elle ne peut pas assigner une limite précise entre ces deux notions économiques.

Si, en fait, les musulmans ont toujours pratiqué l'usure entre eux, en Algérie comme ailleurs, depuis la conquête française, ils en sont plus victimes que coupables.

Les faits n'ont pas attendu qu'ils fussent légitimés par la doctrine qui s'élabore, pour rompre en visière avec le système antiéconomique édifié par les jurisconsultes en général, et par l'imâm Mâlik en particulier

La doctrine moderne devant le développement considérable des échanges commerciaux entre les peuples d'Orient et ceux d'Occident se voit dans la nécessité de plus en plus impérieuse d'adopter les théories économiques de notre époque, sinon dans leur intégralité, du moins dans les limites où elles sont compatibles avec les principes de la loi musulmane. Le relèvement social des peuples musulmans et leur avenir l'exigent même au risque de heurter de front certaines dispositions quasi-intangibles. C'est la raison qui fait que certains musulmans vont jusqu'à proclamer, peut-être trop hâtivement, la liberté de l'intérêt du capital.

Au point de vue purement doctrinal, la question entre dans une phase intéressante. Il s'en faut, et de beaucoup, que la majorité des écrivains modernes soit favorable à sa légitimité. Le parti de la résistance a meilleur jeu que celui qui s'accommode des idées nouvelles.

C'est un tournant qu'ont connu toutes les doctrines anciennes dont l'unique préoccupation, aussi bien pour les Chrétiens que pour les Musulmans, est de puiser dans les Livres Saints, la justification de leurs thèses. Il ne s'agit pas tant pour les auteurs canonistes, comme pour les exégètes du Coran « de déterminer la nature de l'intérêt pour elle-même, que de trouver une base théorique

« acceptable pour une opinion fondée sur des considérations religieuses, morales ou politiques, et attribuant à « l'intérêt un caractère bon ou mauvais ¹ ».

L'évolution de la doctrine musulmane s'ébauche à peine, à l'heure qu'il est. Elle doit, nécessairement, procéder par étapes et correspondre aux différents stades du développement économique de la société musulmane. Ainsi, pour les commentateurs classiques du Coran comme pour les auteurs canonistes, le crédit productif était peu connu et presque tous les prêts consistent pour eux en objets consommables. Le débiteur est généralement dépourvu de ressources et c'est le créancier qui en dispose. Aussi, est-ce le premier qu'il faut protéger contre l'avidité du dernier².

L'exploitation de l'emprunteur pauvre par le créancier riche paraît particulièrement odieuse aux docteurs canonistes inspirés par la religion chrétienne³, et qui de même que l'Islâm, enseignent le mépris des biens de ce monde. C'est également la base de tous les arguments sur lesquels s'étaye la thèse *ne varietur* des exégètes musulmans⁴.

Aujourd'hui encore, les écrivains orthodoxes n'hésitent pas à opposer aux défenseurs de l'intérêt du capital le fameux passage de la *Politique* d'Aristote sur lequel s'appuyait la doctrine scolastique jusqu'au XVIII^e siècle pour repousser la légitimité de la productivité de l'argent qui est « par nature, incapable de porter des fruits ».

Donc, ainsi envisagé, le gain prélevé par le créancier

¹ De Böhm-Bawerk, *Histoire critique des théories de l'intérêt du capital*, t. I, p. 14.

² De Böhm-Bawerk, t. I, p. 15.

³ *El-Manâr*, *Etude d'un disciple du Cheïkh 'Abdou*.

⁴ De Böhm-Bawerk, t. I, p. 15.

sur le prêt qu'il consent à son débiteur ne peut pas être le produit de la force économique de l'argent, mais il résulte du préjudice causé à l'emprunteur.

L'opinion orthodoxe musulmane s'élève avec indignation contre ceux qui prétendent légitimer ce gain illicite, qui tôt ou tard doit provoquer la ruine de ceux qui en bénéficient¹.

On a même tiré argument de la thèse de Tolstoï qui considère l'intérêt du capital comme devant ramener la société à une forme d'esclavage autrement dure que l'ancienne².

L'évolution de la doctrine islamique ne connaîtra pas les multiples étapes de la doctrine canonique et les raisons qu'on peut en donner se réduisent à ceci : D'une part, les conceptions économiques de la société musulmane sont restées telles qu'elles ont été développées par les docteurs, qui n'ont ni connu ni prévu le rôle qu'étaient destinés à jouer le travail et le capital. D'autre part, le réveil de l'Islâm encore embarrassé des idées scolastiques le met en présence d'une situation qui représente un écart d'au moins cinq siècles avec la vie économique moderne en lui assignant comme point de départ la fin du xv^e siècle (date de la prise de Grenade) jusqu'à nos jours. L'Europe industrielle, malgré l'accroissement constant de ses richesses, n'a pas mis moins de quatre siècles avant d'arriver à légitimer l'intérêt du capital, c'est-à-dire du commencement du xv^e siècle à la fin du xviii^e. Les physiocrates eux-mêmes ne l'admirent que comme un pis-aller nécessaire avec Turgot³.

On peut donc, dans une certaine mesure, et en se pla-

¹ *El-Manâr*, op. cit.

² *Ibid.*

³ Gonnard, *Cours d'histoire des doctrines économiques*.

çant uniquement au point de vue de l'état actuel de la situation économique des peuples musulmans admettre, pour fondées, les résistances de la doctrine orthodoxe.

Si l'évolution contemporaine est appelée à s'étendre à tous les domaines de l'activité sociale, elle se traduira fatalement par un relèvement économique très rapide dont la doctrine se ressentira en perdant de son intransigeance. Peu à peu, elle se conformera aux résultats acquis et, alors, elle ne conservera plus qu'un intérêt historique.

Rien ne permet de mal augurer du progrès harmonieux de la société islamique et on peut, d'ores et déjà, affirmer que ce n'est plus qu'une question de temps. La génération actuelle aplanit les difficultés à celle qui suivra et tout laisse supposer, comme le démontrent surabondamment les progrès réalisés, que l'équilibre sera rétabli dans un laps de temps relativement court.

Ainsi donc, il est malaisé d'esquisser une étude comparative de l'évolution de la doctrine chrétienne et de la doctrine musulmane relativement à la question de l'intérêt du capital, bien que toutes deux procèdent du même point de vue quant au début.

En cela, les religions révélées y incitaient et aussi les conditions générales de la société quant à la situation économique aussi peu avancée de part et d'autre.

Demême qu'on s'appuie sur certains passages du Nouveau Testament notamment sur la fameuse sentence de l'Evangile d'après saint Luc : « *Mutuum date nihil indesperantes*¹ », de même on invoquera les versets du Coran pour donner, comme une raison convaincante, la parole par

¹ De Böhm-Bawerk, t. I, p. 24.

laquelle Dieu avait condamné l'intérêt. Cette vérité une fois admise, tout le reste ne constitue qu'une ornementation du motif principal¹.

Ce qui détermina la décadence complète de la doctrine canonique, ce furent les exceptions admises au fur et à mesure que s'affirmaient les progrès économiques. La pratique réagissait ainsi contre la toute-puissance de la théorie².

On admit d'abord les *monts de piété*, et on toléra le fonctionnement de certaines banques. Il est vrai qu'on témoignait d'une certaine indulgence pour les pratiques usuraires des Juifs³, de même que jusqu'à nos jours les musulmans ont préféré payer des intérêts à des non-musulmans, pensant ainsi mettre leur conscience à l'abri de tout péché.

Les exceptions indirectes furent la constitution de rente, le commerce d'échange, le contrat de société⁴. Enfin, on s'ingéniait pour insérer dans les conventions une clause prévoyant une indemnité que le débiteur devait payer au créancier pour divers risques.

C'est d'abord l'*interesse* qui correspond à l'intérêt moderne, mais qui affectait la forme d'une indemnité due par le débiteur s'il se trouvait *in mora*. En réalité, il y avait entente préalable entre les parties au sujet de ces deux cas⁵.

Puis le *damnum emergens*⁶ qui permettait non de toucher un intérêt, mais d'éviter une perte. Par le *lucrum*

¹ De Böhm-Bawerk, t. I, p. 24.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Gonnard, *Cours d'histoire des doctrines économiques*.

⁵ De Böhm-Bawerk, t. I, p. 29.

⁶ Gonnard, *Cours d'histoire des doctrines économiques* ; De Böhm-Bawerk, t. I, p. 29.

*cessans*¹, le débiteur indemnisait le créancier pour ce qu'il pouvait avoir manqué de gagner.

Toutes ces indemnités ne furent admises qu'avec difficulté à cause de la méfiance que l'on nourrissait contre les marchands. Pendant longtemps on n'admettait de dédommagement pour *lucrum cessans* que *ex-post facto*. C'est seulement au *xvii^e* siècle que l'on y arriva².

Il faut signaler aussi le *periculum sortis*. N'est-il pas juste d'obtenir une indemnité pour avoir couru un risque. L'idée a soulevé de nombreuses controverses³.

Quel est exactement l'intérêt qui est défendu par la doctrine canonique ? Tout individu avait le droit de faire fructifier son capital. *L'usura* était donc l'intérêt qui provenait du prêt lui-même⁴.

Le développement de la vie économique coïncidait avec l'avènement de la Réforme ; celle-ci reconnut la nécessité de l'intérêt comme étant l'âme du crédit (Luther, Calvin et Dumoulin⁵).

Calvin soutint que les passages invoqués de l'Evangile pouvaient être interprétés différemment. Quant à la stérilité de l'argent, les toits et les murs d'une maison, dit-il, ne sont pas plus en état de produire (*pecunia non parit pecuniam*). Cependant l'intérêt ne doit être permis que dans la mesure où il n'est pas contraire à l'équité et à la charité ; par exemple, on ne doit pas l'exiger des gens qui sont dans le besoin.

Dumoulin estime que, dans presque tous les prêts, il y a un *interesse* du créancier, un dommage produit, un

¹ De Böhm-Bawerk, t. I. p. 29.

² Gonnard, *op. cit.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ De Böhm-Bawerk, t. I, p. 30.

usage retardé que l'on doit indemniser. C'est cette indemnité qui constitue l'*intérêt*, l'*usura* dans le sens précis du terme. Aussi, les lois de Justinien se justifient-elles à ses yeux¹.

S'il s'agit d'une chose non consomptible et si la transmission de l'usage est gratuite, cela constitue un *commodatum*; si elle n'est pas gratuite, c'est une *locatio conductio*².

Si la chose transmise est consomptible ou fongible et si la transmission de l'usage est gratuite, on est en présence d'un prêt gratuit, ou *mutuum*. Si la transmission n'est pas gratuite, on est en présence d'un prêt à intérêt, d'un *fœnus*³.

C'est qu'aux XVII^e et XVIII^e siècles que des juridictions particulières ont admis la stipulation d'un *interesse* déterminé à l'avance. Endeman⁴ pense que cela ne portait que sur l'*interesse* stipulé qui était absolument distinct de l'intérêt proprement dit ou *usura*.

Ainsi que nous l'avons soutenu, la doctrine musulmane ne s'est pas constituée par une évolution normale et parallèle au développement économique, à l'exemple de la doctrine canonique. On constate deux manifestations nettement opposées. D'un côté, une opinion purement orthodoxe et scolastique s'appuyant sur les arguments puisés par les exégètes dans le Coran et les hadiths. De l'autre côté, c'est un besoin impérieux, dû surtout à la recrudescence de l'activité économique des pays musulmans, de trouver quand même et malgré tout une justification de l'intérêt du capital tirée des mêmes sources.

¹ De Böhm-Bawerk, t. I, p. 35. Girard, p. 512.

² *Ibid.*, t. I, p. 35; cf. Sidi Khelil, Seignette, p. 252. Définition du prêt à usage ou commodat par Ibn 'Arfa.

³ De Böhm-Bawerk, *passim*.

⁴ *Ibid.*, t. I, p. 48.

Il importe maintenant d'exposer les deux aspects du problème tel qu'il se pose devant l'opinion musulmane.

La doctrine orthodoxe, déjà ancienne, mais actuelle encore puisqu'elle a de nombreux défenseurs, sera exposée en premier lieu. Puis nous étudierons la doctrine néo-musulmane qui a pour elle les faits de la vie économique contemporaine

On ne saurait exposer la première des deux thèses sans se redire, car ses arguments sont ceux des auteurs classiques, soit qu'il s'agisse de l'exégèse du Coran, soit de l'œuvre des grands imâms dégagée du Livre-Saint et des hadiths.

Nous la résumerons dans une vue d'ensemble s'appuyant sur des faits modernes qui ont parus dans une grande revue arabe¹. L'auteur s'inspire de la doctrine du Cheikh Mohammed 'Abdou² dont il se dit élève.

Nous ne donnons cette opinion que sous bénéfice d'inventaire, en en laissant la responsabilité à l'élève anonyme du célèbre écrivain à qui, d'autre part, on attribue des *fetâoui* (consultations juridico-théologiques) dont l'orthodoxie, fortement entachée de modernisme, ne résiste à la critique que par la forme élégante et l'habileté incontestable avec lesquelles elle est présentée. Telles sont, par exemple, ses consultations en faveur de l'institution de la caisse d'épargne et de la licéité du *dividende* qu'elles donnent à ses déposants; en faveur de la consom-

¹ *El-Manâr*, Juin 1906, Caire.

² Mohâmed 'Abdou, grand mufti d'Égypte, est mort en 1905. C'était un grand savant musulman dont les idées libérales furent vivement attaquées il y a une quinzaine d'années. Un revirement d'opinion s'opère en ce moment en sa faveur dans le monde jeune-musulman. C'est un indice particulièrement intéressant à retenir dans l'évolution actuelle de l'Islâm. 'Abdou s'est efforcé de concilier la religion avec la science continuant ainsi la tradition des grands philosophes arabes.

mation, par les musulmans, de la viande abattue par les chrétiens et les juifs (*les gens du livre*), du port du chapeau, etc.

« Beaucoup de personnes, dit-il, élevées dans les idées
« modernes, pensent que les musulmans se sont appau-
« vris et ont vu leurs richesses passer entre les mains des
« étrangers, du fait même de l'interdiction du prêt à
« intérêt. C'est là une erreur que, par un examen appro-
« fondi des choses, on eût pu éviter. Les musulmans ne
« tiennent plus compte de la religion dans la plupart de
« leurs actes. S'il en était autrement, ils ne se seraient
« pas endettés par le ribâ dont le seul résultat a été de les
« ruiner.

« En supposant même que les musulmans eussent
« évité le prêt à intérêt à cause de la prohibition dont il
« est l'objet, ses partisans soutiendraient-ils qu'ils ont
« négligé l'industrie, le commerce et l'agriculture pour
« la même raison ? »

On voit que le Chéikh'Abdou ou son élève tourne
autour d'un cercle vicieux, sans s'en apercevoir : « Je dis
« que c'est par la religion que la société musulmane s'est
« développée. En l'abandonnant elle a amené sa propre
« chute. Telle est la cause des obligations contractées par
« les Etats musulmans et les particuliers, vis-à-vis des
« étrangers, obligations qui ont occasionné la ruine et la
« perte de notre empire. Or, si nous nous étions con-
« formés aux principes de la religion, celle-ci eût été
« notre sauvegarde. Mais, dans l'état actuel des choses,
« nous n'avons guère d'espoir de voir un jour abandon-
« ner le ribâ par les musulmans, dussions-nous revenir
« aux prescriptions religieuses, et leur demeurer fidèles
« pendant plusieurs siècles. »

Cet aveu est intéressant, car il permettra aux musul-

mans, à l'exemple des physiocrates, d'admettre l'intérêt du capital comme un mal nécessaire. C'est, en définitive, la seule ressource qui restera à la doctrine néo-musulmane.

« Le principe de l'usure a été interdit par toutes les religions, mais les peuples la pratiquent, quoique inégalement. Les juifs d'abord mais non entre eux ; puis les chrétiens. Quant aux musulmans, ils s'en sont abstenus pendant longtemps, et enfin ils ont imité les autres. Depuis un demi-siècle, le prêt à intérêt est admis dans tous les pays musulmans.

« En réalité, il se pratiquait sous le couvert de la loi et plusieurs jurisconsultes l'ont admis, par exemple pour le placement du capital de l'orphelin en bas âge et de l'étudiant adonné à ses études.

« Ceux qui prétendent interpréter la parole de Dieu, en assimilant l'échange proprement dit à l'usure, seraient dans le vrai, s'il eût été admis que les hommes dussent, se comporter entre eux, comme des loups, ne guettant que l'occasion de s'entre-dévorer. Mais telle n'a pas été la volonté de Dieu le Clément qui vise le maintien de l'équité et de la charité de tous, les uns à l'égard des autres. C'est dans ce but qu'il a interdit au musulman d'exploiter son semblable dans la gêne.

« A un autre point de vue, Dieu a imposé comme règle, dans les transactions, entre les hommes, un profit pour tous. Aucune obligation ne peut naître sans qu'elle donne lieu à une compensation, ce qui est le cas de l'échange commercial, mais non de l'usure.

« L'avantage réciproque du commerce s'impose de lui-même pour que son caractère licite en découle, tandis que des conséquences fâcheuses de l'usure résulte son interdiction ».

Cheikh 'Abdou confond, bien entendu, l'intérêt avec l'usure, puisque tel est le sens du mot ribâ. Ce qui domine dans ces considérations, c'est l'intérêt provenant du prêt, qui ne doit procurer aucun avantage. De plus, il s'agit, et toujours, du prêt de consommation. A cet égard, la thèse des auteurs musulmans concorde avec celle des canonistes.

En effet, le prêt de consommation, seul ou presque seul, excuse cette sévérité¹. 'Abdou ajoute :

« Acheter du blé, pour le consommer, le semer
« ou le revendre, c'est en retirer un avantage réel.
« Le prix est ici l'équivalent de la denrée livrée. Cette
« opération est ratifiée par le consentement des parties
« contractantes; mais dans un contrat d'usure, on ne
« conçoit que la remise d'une somme d'argent destinée
« à être remboursée au double à un moment donné. La
« différence que représente l'accroissement du capital
« avancé n'a pas d'équivalent en quelque sorte; bien
« plus, il n'y a pas consentement, mais plutôt nécessité
« absolue pour l'emprunteur.

« A un troisième point de vue, les métaux précieux
« servent comme moyens d'échange et d'estimation. Si
« on les détourne de ce rôle pour en tirer des revenus,
« on n'arrivera qu'à les concentrer entre les mains de quel-
« ques capitalistes qui, ainsi, disposeraient du sort des
« travailleurs et leur imposeraient des salaires déri-
« soires. »

On retrouve dans ce passage l'influence des idées occidentales, notamment celles relatives à la lutte entre le travail et le capital.

« Nous constatons, dit-il, dans les pays où l'intérêt

¹ Gonnard, *Cours d'histoire des doctrines économiques*.

« est consacré par la législation, l'absence de toute
« considération religieuse et, par suite, de tout senti-
« ment de charité. Aussi ces pays subissent-ils de grandes
« crises qui se résument dans la formule : questions
« sociales.

« Or, depuis que l'usure (ou le prêt à intérêt) s'est
« répandue dans nos régions, elle fait disparaître tout
« sentiment de générosité. »

Enfin l'élève du cheïkh 'Abdou conclut en citant un passage de l'ouvrage *la Renaissance (El Ih'îâ)* du philosophe arabe Gazali au sujet de l'interdiction du ribâ et de l'intérêt du capital. C'est une très belle page, qui a le mérite de répondre aux conceptions économiques modernes quant au rôle de la monnaie.

« Gazali dit : « Parmi les bienfaits dont Dieu nous a
« gratifiés, figurent l'or et l'argent. Par eux-mêmes, ils
« n'ont aucune utilité, mais par le rôle qu'on leur fait
« jouer, le peuple ne peut pas s'en passer.

« Chaque individu a des besoins nombreux et variés
« et, tandis qu'il ne peut pas produire tout ce qui lui fait
« défaut, il a en sa possession, ce dont il pourrait se pas-
« ser. Ainsi, une personne a une certaine quantité de
« safran, mais elle désire avoir un chameau, tandis
« qu'une autre personne a un chameau, mais voudrait
« acheter du safran. Il faut arriver à une entente, grâce
« à un moyen intermédiaire qui, seul, permettra d'appré-
« cier la valeur des deux objets en présence. On ne
« peut pas concevoir, en effet, une opération qui consiste-
« rait à échanger un chameau contre une quantité esti-
« mée équivalente de safran.

« Ce moyen auquel on a recours, ce sont précisément
« l'or et l'argent créés à cet effet et grâce auxquels
« on détermine équitablement le rang de chacun des

« produits en présence quant à sa valeur d'échange.

« Le rôle des métaux précieux est celui d'arbitres
« entre toutes les richesses, et c'est ainsi qu'on dit : ce
« chameau vaut cent dinârs et telle quantité de safran
« en vaut cent.

« Dès lors, ils sont égaux en valeur par rapport à une
« certaine quantité déterminée de métal précieux, ils
« sont donc égaux entre eux en tant que valeur et, par
« suite ils peuvent être échangés l'un contre l'autre.
« Mais leurs détenteurs peuvent désirer autre chose que
« ce qu'ils s'offrent et, alors, ce serait un couloir sans
« issue, si les métaux précieux n'intervenaient pas comme
« moyen d'échange entre les diverses richesses.

« Ainsi donc, en les possédant, on possède tout. En
« effet, une personne détient un vêtement et rien autre.
« Si elle avait besoin d'une denrée alimentaire et que
« celui qui détient cette dernière recherche, non pas un
« vêtement mais une bête de somme, l'un et l'autre
« auront recours à une chose qui par elle-même ne repré-
« sente rien, mais qui de par sa situation représente tout.
« Le rôle de cette chose vis-à-vis de toutes les autres est
« identique à celui d'un miroir qui, étant dépourvu de
« toute couleur propre, les reproduit toutes.

« De même que les lettres de l'alphabet, qui prises
« isolément, n'ont aucune signification, mais qui ras-
« semblées dans certaines conditions expriment toute
« la pensée humaine.

« Tel est le rôle des métaux précieux. Leur en faire
« jouer un autre, c'est les détourner de leur but et mé-
« connaître les bienfaits de Dieu.

« Celui qui thésaurise la monnaie se conduit aussi
« injustement à son égard et supprime par là sa raison
« d'être même. Tel serait également le cas du gouver-

« neur d'une ville qu'on emprisonnerait. On le priverait
« de toute autorité et le bon ordre général en souffrirait.

« La monnaie n'a pas été créée au profit de Zeid ou de
« 'Amr exclusivement, mais en vue de la circulation
« générale, comme moyen principal d'échange et comme
« base d'appréciation de la valeur des objets suivant le
« rang qu'ils occupent dans notre désir.

« Se livrer à une opération usuraire au moyen de la
« monnaie, c'est donc en méconnaître la faculté essen-
« tielle propre, en vue de laquelle elle a été créée. »

Telles sont les conclusions de Gazali, le grand philosophe théologien arabe, appelé à juste titre *l'argument de l'Islâm* (*houdjjat-elislâm*) pour sa lutte fameuse contre les philosophes proprement dits, Ibn Cinâ (Avicenne) entre autres. C'est donc à tort, ainsi que l'a soutenu M. Carra de Vaux¹, que Gazali a été présenté comme partisan du prêt à intérêt. En réalité il a parlé de la commandite.

L'opinion publique musulmane se passionne beaucoup en ce moment pour cette question de l'intérêt du capital.

Nous devons citer, à titre simplement documentaire, une double campagne menée simultanément dans un journal musulman du Caire² rédigé en arabe.

Les auteurs représentent exactement les deux tendances actuelles de l'Islâm, ou plutôt les deux états d'esprit que nous avons signalés. L'un d'eux est nettement hostile à l'intérêt du capital et l'autre lui est favorable. Le premier a soutenu vigoureusement la thèse classique et orthodoxe en s'appuyant sur les versets du Coran et les hadiths relatifs à l'usure³. Au point de vue purement doctrinal,

¹ Baron Carra de Vaux, *Gazali*, p. 150; Alcan, 1902, Paris.

² *El-Liwa* (l'Étendard), un des plus importants organes de la presse musulmane.

³ *El-Liwa*, n^{os} des 29 août, 7, 30 septembre, 5, 6, 12, 15 octobre 1907.

il n'a pas eu beaucoup de peine à réfuter les arguments, très faibles d'ailleurs, de son contradicteur¹.

Ce dernier² malgré des efforts très louables inspirés par un dévouement ardent à la cause de l'évolution de l'Is-lâm libéral, ne nous montre guère qu'il soit possible de trouver dans le Coran ou dans les hadiths, autre chose que ce qu'un musulman, ami du progrès, désire y découvrir.

Mais tout récemment, dans le même journal, a paru le compte rendu d'une conférence admirablement documentée, faite au Caire, par M. Abdel 'Aziz Châwich. Cette étude, quoique rapide, est très intéressante. La question du prêt à intérêt est, que nous sachions, pour la première fois résolue dans le sens moderne, avec des arguments sinon décisifs, du moins subtils et pénétrants. Nous sommes particulièrement heureux de rendre hommage au talent avec lequel M. Abdel 'Aziz Châwich a su concilier les exigences de la recherche scientifique avec les termes mêmes des dispositions du Coran et le contexte des nombreux hadiths relatifs au ribâ.

Ce n'est pas le lieu de résumer la conférence de M. Châwich, car nous avons déjà cité quelques-uns de ses arguments précédemment. Quant à sa conclusion, elle est absolument conforme à ce que nous avons dit nous-même. Cependant il ajoute, à l'appui de sa thèse, que le Gouvernement ottoman se rangeant à l'opinion de la majorité des exégètes du Coran admet une distinction entre

¹ *El-Liwa*, nos des 22 août, 16, 17 octobre 1907. C'est à l'obligeance de M. Omar Loutfibey, ancien sous-directeur de l'École Khédiviale de droit du Caire que nous devons la communication de ces numéros du journal *El-Liwa*.

² *El-Liwa*, nos des 18, 20 et 21 avril 1908. (communiqués par M. Hassan Kamel).

l'usure prohibée par le Livre-Saint (*nassia* ou *nassa*) et l'intérêt du capital moderne. Les *godât*¹ (pluriel de *câdi*, juge musulman) ne doivent pas confondre les deux notions. En d'autres termes, l'usure, telle qu'elle résulte du texte coranique, est celle qui *double* et *redouble* le principal d'une créance. Elle ne saurait donc comprendre le loyer dû au capital et qui s'appelle intérêt, *fâïda*² (avantage).

On ne peut pas admettre, dit M. Châwich, que le Gouvernement ottoman, musulman orthodoxe, ait pu un seul instant songer, de propos délibéré, à transgresser aux dispositions du Livre-Saint.

La question de l'usure se pose dans les mêmes conditions que celle du vin, ajoute-t-il. Les docteurs musulmans ne sont pas unanimes pour en condamner l'usage à quelque degré que ce soit. En effet, beaucoup d'entre eux admettent que le vin pris en petite quantité ne saurait constituer un acte répréhensible. Néanmoins, là comme ailleurs, la prohibition est générale afin d'éviter les excès.

Pour les autres arguments de la thèse de M. Châwich, ils sont puisés aux mêmes sources que les nôtres et nous renvoyons le lecteur aux sections relatives au « ribâ dans le Coran » et au « ribâ dans les hadiths »³.

Comme on le voit, le problème de l'intérêt du capital préoccupe de plus en plus les esprits.

Un des plus graves reproches que l'on puisse adresser

¹ Mahmoud Bey, *Qâmous el-qawânin* (Dictionnaire ou répertoire des lois), p. 463.

² Voir *infra*, p. 132.

³ La question se pose également pour les musulmans de l'Inde. Tous les écrivains réclament la réunion d'un Congrès de savants pour chercher une solution à ce problème. (*Revue du Monde musulman*, octobre 1907, p. 357).

aux écrivains musulmans contemporains, c'est de ne pas insister suffisamment sur les modifications profondes des conditions économiques modernes. Mais il est hors de doute que ces modifications qui affectent même les milieux musulmans les plus éloignés du contact immédiat avec les peuples occidentaux, imposeront des points de vue nouveaux à la doctrine islamique.

Si, à la rigueur, les auteurs scolastiques ont pour excuse les conditions générales de la situation économique de leur époque et de leur milieu, il ne saurait en être de même de nos jours où les musulmans éclairés se doivent d'étudier consciencieusement tous les facteurs de la civilisation moderne. Or, les plus importants de ces facteurs sont d'ordre économique¹.

La base essentielle, nous l'avons vu dans la théorie de l'usure, réside dans l'idée de protéger certaines denrées de première nécessité. C'est un problème dont se sont occupées vainement toutes les législations anciennes. L'honneur de la solution de cette question revient en grande partie à la civilisation actuelle qui a perfectionné les moyens de production et supprimé, comme on dit, les distances.

Cette étude forcément incomplète eut présenté un intérêt beaucoup plus grand au point de vue doctrinal s'il nous avait été possible d'avoir sous la main les *fetâwi* (*consultations théologico-juridiques*) des savants qui ont permis aux gouvernements musulmans de contracter

¹ Il n'est question depuis un an, dans le monde de l'Islâm, que de la convocation d'un congrès universel où l'on agiterait toutes les questions relatives à l'éducation économique des musulmans. Le promoteur de cette idée est M. Ismaël bey Gasprinski directeur du journal *Terdjumân* de Baktchi-Seraï (Russie). Ce congrès se tiendra, selon toutes probabilités, dans quelques mois, au Caire. C'est là une des manifestations les plus significatives de la renaissance musulmane.

des emprunts d'Etat¹. Néanmoins il ne faut pas oublier que certaines législations musulmanes² admettent maintenant l'intérêt du capital qu'elles distinguent, avec raison de l'usure prohibée par le Coran et les Hadiths.

C'est ainsi que dès 1851 le gouvernement turc à la suite d'un firman impérial fixa à 12 o/o le maximum de l'intérêt conventionnel alors admis.

Une autre loi de 1863 précisa certaines de ces dispositions, puis par une troisième loi du 3 avril 1887 (correspondant au 9 redjeb 1304 de l'hégire) le taux conventionnel fut abaissé à 9 o/o, en matière commerciale comme en matière civile. Cette loi dispose, en outre, qu'en aucun cas, le montant des intérêts ne *pourra dépasser le principal* de la créance (Coran, sourate 3, verset 125).

Le code civil égyptien³, pour la rédaction duquel on s'est beaucoup inspiré du code civil français, a fixé à 7 o/o le taux de l'intérêt en matière civile et à 9 o/o en matière commerciale. Il admet en outre un maximum légal de 12 o/o.

Il serait également très intéressant de consulter les *fetâwi* par lesquelles le gouvernement marocain s'est mis à emprunter dans ces dernières années, à des conditions particulièrement usuraires.

¹ Aristarchi bey et Nicolaïdes, *Législation ottomane*, t. I.

² *Annuaire de législation étrangère*, vol. XIX.

³ *Code civil égyptien*, art. 124, 125, 478 (1896).

CHAPITRE II

QUELQUES FORMES PRATIQUES DE L'USURE EN ALGÉRIE

On sait que le principe essentiel de l'usure, en droit musulman est l'exclusion du terme dans le commerce des métaux précieux et des denrées alimentaires. Ces deux catégories de matières constituent deux sphères indépendantes l'une de l'autre et, par suite, deux cloisons étanches où, dans les limites de chacune d'elles tout délai intervenant dans les transactions dont elles sont l'objet est rigoureusement proscrit. Mais dès qu'il s'agit de vendre ou d'échanger un produit alimentaire contre de l'or ou de l'argent, le terme devient licite et on peut stipuler librement. Dans ce dernier cas, on fait une opération commerciale qui n'est soumise à aucune restriction, dans le premier, au contraire, on ferait un acte usuraire si on transgressait aux dispositions du législateur.

Dès lors, toutes les combinaisons seront possibles, c'est-à-dire valables, si on peut éviter le double écueil de l'identité des deux objets d'échange et de leur identité juridique.

Ainsi le contrat de mohatra ¹ n'est qu'un des nombreux procédés par lesquels on tourne cette double prohibition pour reprendre une pleine liberté d'action. Aussi, la conscience des musulmans coupables d'utiliser ces détours affecte-t-elle une sérénité parfaite, du moins en ap-

¹ Voir *supra*, p. 70 et 90.

parence. Il est probable qu'un bon nombre d'entre eux agissent ainsi de bonne foi, l'usure, à leurs yeux, se bornant exclusivement aux limites fixées par la jurisprudence (*fiqh*).

Il est très curieux de constater que, même lorsqu'il s'agit de transactions illicites tombant sous l'interdiction de l'usure, l'usage veut qu'on ne les désigne jamais par leur véritable nom, le *ribâ*. Ce terme est évité avec un soin jaloux, et semble-t-il volontairement, puisque c'est le seul qu'emploient les juriconsultes.

Ainsi, il y a le *talq* (de *talaqa*, céder, vendre à crédit), la *marda*¹ (probablement de *marada*, être rebelle avec préméditation, retrancher en coupant). Ni l'une ni l'autre de ces deux expressions n'est technique. Elles appartiennent exclusivement au langage populaire. Il convient de citer aussi le mot français, très usité également, *intérêt*, qu'on prononce *lenntiris*. Enfin, on constate le même phénomène en Orient, plus particulièrement en Egypte, dans la presse arabe où l'intérêt du capital est désigné par le mot *fâida* (*avantage, profit, intérêt*, lato sensu).

Comment expliquer cette tendance qui ne doit certainement rien au hasard? On peut admettre l'hypothèse suivante : l'opinion populaire a voulu réserver le terme *ribâ* au bénéfice illicite prélevé dans les conditions prévues par la loi musulmane. Or, le besoin de légitimer les procédés divers imposés par les nécessités économiques de tous les jours a inspiré l'adoption de termes nouveaux permettant de ne pas paraître heurter de front les dispo-

¹ Ce mot est de la même racine que *mârîd* ou *marîd*, c'est-à-dire lapidé, qualificatif de Satan dont il est question dans le *Coran*.

Il est possible qu'il y ait là une certaine corrélation entre la manière d'agir de Satan, le « révolté contre les commandements de Dieu » et celle de l'usurier qui enfreint les prescriptions divines. Enfin, les deux sont mentionnés dans un verset déjà vu, p. 15.

sitions du droit musulman et de dissimuler le caractère répréhensible de ces conventions.

Ainsi le talq ne constitue pas une opération usuraire, aux yeux des musulmans orthodoxes quand même ; la marda a un sens qui se rapproche davantage de l'usure, et on ne l'emploie qu'avec une acception péjorative. Quant à l'intérêt ou *lenntiris*, il n'a pas une signification autre que celle que nous lui donnons.

On a mis à profit certains contrats admis par le droit musulman pour dissimuler des conventions usuraires et dont nous avons déjà parlé¹. Tels sont les contrats de gage ou de nantissement et la vente à terme ou à livrer.

Comme on l'a fait remarquer, l'intérêt proprement dit n'est jamais stipulé d'une manière précise, de sorte que l'importance du taux n'apparaît pas de prime abord. Les parties conviennent par exemple, que pour recevoir 10 décalitres de grains, on en remboursera 15 dans six mois. On bien encore, pour une avance de 50 francs (10 douros) on payera 75 francs (15 douros) dans six mois. L'argent est donc une marchandise comme une autre, et, par suite, on en discute les prix avec le bailleur de fonds².

En Egypte on a recours à un moyen beaucoup plus simple, pour prêter à intérêt, mais tout en affectant de respecter la loi. Ce procédé appelé « chapelet » est ainsi pratiqué : Le créancier sollicité par l'emprunteur, débat

¹ *Essai sur le fellah algérien*, Vollenhoven ; Maurice Colin, *Quelques questions algériennes*, p. 275.

² Une des formes d'usure très connue consiste à prêter une certaine somme d'argent ou une certaine quantité de denrées remboursable au double dans un délai déterminé. Une expression arabe singulièrement imagée dit que c'est prêter « un douro pour son frère » (5 francs pour 5 francs d'intérêts).

Une opération de ce genre représente un taux de 200 pour 100.

avec lui, comme toujours le loyer dû et lorsque l'accord intervient, il lui verse séance tenante la somme convenue, soit 90 francs par exemple¹. En même temps, il lui vend son chapelet dont le montant représente les intérêts, soit 10 francs. Le capitaliste ayant déduit préalablement cette somme, l'emprunteur devient alors débiteur de deux créances et restitue le chapelet sous forme de présent au premier pour rester en définitive devoir 100 francs. C'est simple et anodin à la fois².

La forme classique et générale d'un contrat usuraire est le talq. Au moment des semailles, l'Arabe a besoin de grains et il ne dispose généralement d'aucune réserve. Il s'adresse soit à un gros cultivateur, soit à un des nombreux négociants en grains de la région et lui emprunte la quantité nécessaire pour ensemençer ou pour pourvoir aux besoins de sa famille pendant la saison d'hiver. Par suite de la demande générale, les céréales subissent une forte hausse et le blé par exemple, dont le cours oscille entre 20 et 25 francs monte subitement de quelques francs. Le fellah (cultivateur) suivant les conditions dans lesquelles il se présente, et les garanties qu'il offre, obtient un quintal de blé, pour six ou neuf mois, c'est-à-dire jusqu'à l'époque de la moisson.

Pour cela, il se reconnaît débiteur d'une somme variant entre 40 et 50 francs. Le blé pour conserver le même exemple, ne dépassant jamais 25 ou 26 francs, on voit combien ce genre d'emprunt est ruineux pour le malheureux cultivateur.

Nous ne donnons dans cette section que les formes

¹ *El-Manâr*, juin 1906.

² Ce procédé n'est certainement pas nouveau et Derdir, le commentateur de Sidi Khelil, en parle. Cf. Derdir, II, 69, *in fine, supra*, p. 109.

connues, traditionnelles dans lesquelles se pratique l'usure¹.

Il y a une dizaine d'années, on fit procéder en Algérie à une enquête sur l'état de la propriété indigène sous prétexte de tendance à l'accaparement qu'elle affecta à la suite de nombreuses aliénations consenties au profit d'acquéreurs musulmans.

Tant que les aliénations avaient lieu au profit de non musulmans, on trouvait cela tout naturel, mais depuis, on témoigne un intérêt particulier en faveur de la population indigène dont on veut empêcher la ruine complète.

¹ Le prêt sur gages mobiliers est très courant, soit entre particuliers, soit consentis par les établissements créés dans ce but.

CHAPITRE III

UNE ENQUÊTE SUR L'USURE EN ALGÉRIE

Il y a quelques années, le gouvernement général de l'Algérie inquiété par l'extension subite des aliénations immobilières consenties par les musulmans, institua une Commission dite « de protection de la propriété indigène¹ ».

Une enquête générale fut entreprise. Des questionnaires minutieux furent envoyés aux administrateurs de communes mixtes et aux juges de paix. Les uns et les autres devaient signaler dans leurs rapports l'étendue et le rôle de l'usure dans leurs circonscriptions respectives, les procédés en usage et enfin, les conséquences de cette plaie sociale au point de vue de la propriété immobilière indigène. Les résultats ont été fort peu concluants, les renseignements recueillis ne permettant pas suffisamment de dégager les éléments économiques d'une évolution générale dans un sens ou dans un autre.

Cela ne doit pas surprendre, étant donné les difficultés insurmontable que l'on rencontre pour être renseigné sur cette question. Les parties intéressées prennent toujours leurs précautions pour éviter toute indiscretion possible. Le créancier ne tient pas à être connu et le débiteur n'aime pas laisser entamer son crédit en dévoilant la situation de ses affaires.

¹ La Question agraire en Algérie (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1^{er} décembre 1901).

Il faudrait pour être indirectement fixé sur les résultats économiques provoqués par l'usure, procéder ainsi que l'a fait ressortir M. Maurice Pouyanne, à de véritables monographies locales qui seules, éclaireraient d'un jour nouveau ce problème particulièrement délicat dont les facteurs nombreux et mal connus, maintiennent dans l'ombre les principales causes de certaines manifestations de la vie économique des indigènes.

Les prêts usuraires ne sont pas facilement saisissables, parce que les engagements n'ont jamais trait qu'à un capital et ne mentionnent pas le taux de l'intérêt¹.

On peut dire que tous les éléments de la population algérienne prêtent aux indigènes à des taux usuraires, mais ceux qui tiennent la tête dans ce genre d'opérations sont certainement les Israélites. Les Mozabites et les Kabyles sont aussi âpres que leurs compatriotes et enfin, les Arabes eux-mêmes et les Européens ne dédaignent pas ce commerce particulièrement lucratif.

Les Israélites étant plus discrets que tous les autres ont été et sont encore les intermédiaires les plus indispensables dans les rapports économiques entre les diverses races qui vivent côte à côte sur le sol algérien. La connaissance de la langue arabe qui est leur langue maternelle et aussi leur genre de vie plus indigène que français d'une part, leur aptitude à s'assimiler très rapidement les procédés modernes du commerce, d'autre part, tout cela a fait d'eux des agents mieux qualifiés que qui que ce soit pour jouer ce rôle.

L'enquête ordonnée par le gouvernement général de l'Algérie, a révélé cette particularité que les contrats usuraires peuvent se ramener aux types déjà étudiés et

¹ Maurice Colin, *Quelques questions algériennes*, p. 275.

qui comprennent aussi bien le crédit mobilier que le crédit immobilier.

Les renseignements sont unanimes pour constater que c'est l'indigène qui est la proie sur laquelle tout le monde s'acharne. Cependant comme disent les indigènes eux-mêmes, ils sont « mangés » différemment suivant l'origine de l'usurier avec qui ils ont affaire.

Ainsi les Israélites pratiquent l'usure par la vente à terme, soit de grains soit d'autres denrées et arrivent à détenir les terres de leurs débiteurs à la suite de prêts non remboursés. En effet les indigènes leur consentent des ventes à réméré qui finissent presque toujours par l'expulsion des propriétaires au profit de leurs créanciers¹.

Les Mozabites dissimulent les prêts usuraires sous la forme de ventes à terme de marchandises. Les créances qui leur sont dues à la suite d'opérations usuraires n'ont que l'apparence des créances ordinaires². Moins que jamais il ne sera possible de déterminer un taux de l'intérêt, mais, de toute façon il ne peut être que formidable, ceux-ci comme ceux-là n'accordant de crédit qu'à bon escient.

Familiarisés avec les procédés commerciaux modernes, ils prennent les précautions les plus minutieuses. Ainsi ils font figurer un grand nombre de débiteurs dans le même acte, en ayant soin de stipuler la solidarité. Ou encore, ils exigent que la dette soit garantie par des cautions solvables qui n'interviennent jamais gratuitement³.

Les Mozabites sont disséminés un peu partout en

¹ Rapport du juge de paix d'Aumale (arrondissement d'Alger).

² *Ibid.*

³ Rapport du juge de paix de Taher (arrondissement de Bougie); rapport du juge de paix d'Aïn-Témouchent (département d'Oran).

Algérie, mais notamment dans les villes du département d'Alger où ils forment des colonies très importantes. Ils sont musulmans, mais appartiennent au schisme *abadite*. Commerçants dans l'âme, après au gain, ils constituent un Etat dans l'Etat et demeurent absolument impénétrables aux autres éléments de la population.

Leur doctrine se rapproche de celle des *Zâhirites*¹ et peut-être faut-il voir là la cause principale de leur avidité au gain et s'en tiennent-ils, au point de vue de la question qui nous occupe, à la conception étroite de l'usure en considérant leurs opérations usuraires comme de simples opérations commerciales.

Les Kabyles ne sont pas moins âpres que les Mozabites, mais ils excellent dans les contrats d'association agricole. Ils fournissent généralement une certaine somme au cultivateur nécessiteux et prélèvent en compensation, (sous forme d'intérêt) une part des produits du sol, part dont la valeur est toujours supérieure au capital prêté et toujours exigible².

Deux autres contrats sont usités en pays Kabyle. Ce sont d'abord les ventes à livrer du liège. Les négociants indigènes ou européens consentent à avancer une petite somme à un indigène qui s'engage à livrer à l'automne suivant une certaine quantité de chêne-liège, lequel est toujours estimé au-dessous de sa valeur³. Ainsi, on avance une somme de 10 francs contre livraison d'un quintal de liège estimé à 20 francs. Ce produit, même s'il est de qualité inférieure, vaut toujours près de 35 francs. Au moment où l'indigène procède à la livraison, son créancier contestera la qualité de la marchan-

¹ Voir p. 22.

² Rapport du juge de paix d'Aumale, *op. cit.*

³ Rapport du juge de paix de Taher, *op. cit.*

dise afin de réduire le chiffre primitif d'estimation et d'en mettre une certaine quantité au rebut. On voit que, par ces moyens, le créancier peut réaliser un intérêt véritablement scandaleux.

A côté de cette vente, il en existe une autre qui n'en diffère que par l'objet du contrat. Elle est pratiquée par les indigènes des régions montagneuses¹ où domine la culture de l'olivier. Un fellah à court d'argent demande à un autre qui dispose de quelques réserves à lui emprunter quelques doubles décalitres de grains ou une certaine somme d'argent pour s'en procurer. Ce dernier y consent, mais à la condition d'être remboursé en une certaine quantité d'huile livrable à la récolte suivante. Pour une somme de 3 francs avancée, par exemple, le créancier exigera la livraison de 10 litres d'huile qui vaut toujours au minimum 50 centimes le litre. Cela donne un taux de l'intérêt de près de 50 pour 100.

L'ingéniosité des Kabyles à cet égard est fort connue, mais un procédé assez peu répandu auquel ils ont recours montrera à quel point ils savent tirer parti de tout. Dans la région d'Ain-Teimouchent (département d'Oran), ils font une concurrence aux Juifs pour la vente des tissus aux femmes indigènes. Ils leur cèdent assez facilement la marchandise à crédit afin, bien entendu, d'en majorer les prix plus aisément. Lorsqu'au bout d'un certain temps ils réclament leur dû et qu'ils éprouvent des difficultés à se faire payer, ils menacent tout simplement les femmes de les actionner en justice. Or, c'est le dernier sacrifice moral que l'on puisse imposer à un Arabe que d'adresser à sa femme une citation personnelle pour comparaître devant un juge quel qu'il soit. Le mari s'exécute d'assez mau-

¹ Rapport du juge de paix de Taher, *op. cit.*

vaise grâce devant une menace pareille, et le Kabyle recouvre ainsi la totalité de ses créances.

Connaissant maintenant les caractères généraux de l'usure, on peut donner quelques indications d'ordre pratique que les résultats de l'enquête ordonnée par le Gouvernement général de l'Algérie ont révélées¹.

Coïncidence singulière, le droit musulman et le droit civil français ont donné lieu à des combinaisons dont les usuriers ont profité.

C'est à l'abri de certaines confusions voulues, très probablement, que l'usure s'est développée dans des proportions énormes.

La rahnia particulièrement a acquis une triste célébrité par les abus auxquels elle a donné lieu. On l'a appelée, à tort, vente à réméré, parce que cette dernière est appliquée aux terres détenues par les musulmans, mais soumises à la loi française. Cette dernière, stipulant un délai maximum tandis que le droit musulman ne l'exige pas et le laisse à l'appréciation des parties contractantes, il en est résulté des conséquences désastreuses².

La rahnia a presque tous les caractères juridiques de l'antichrèse du droit civil sans en avoir tous les avantages.

Ayant déjà étudié, au point de vue du droit, ces divers contrats, nous devons nous borner maintenant à signaler les enseignements si instructifs, mais forcément incomplets, que les rapports de quelques juges de paix, nous permettront de dégager.

D'une manière générale, le nombre des rahnias est

¹ Une partie des renseignements publiés ci-après nous ont été communiqués par M. Maurice Pouyanne à qui nous exprimons nos plus vifs remerciements.

² Voir *supra*, p. 113.

supérieur à celui des ventes. Il y a deux causes principales à cela. D'abord, les propriétaires préfèrent le plus souvent une aliénation sous condition résolutoire à une vente définitive, parce qu'ils espèrent toujours se libérer de leurs obligations et rentrer en possession de leurs terres. Ensuite, les acquéreurs préfèrent ce contrat à une acquisition définitive parce qu'il leur permet d'obtenir la jouissance d'un terrain en ne déboursant qu'une somme de beaucoup inférieure à la valeur réelle de l'immeuble.

On estimait, dans le canton d'Aumale, en 1901¹, que d'une manière générale, dans tous les douars, plus de la moitié de la superficie totale des propriétés privées était détenue par des créanciers rahniataires.

Pendant les vingt années qui précédaient cette date, il y a eu 1.912 ventes entre indigènes constatées par actes passés devant le Cadi de la même circonscription. Ce chiffre doit être inférieur à celui des cessions immobilières constatées par actes sous seing privé. Or, toutes ces ventes ou presque toutes résultent de conventions de rahnias.

Pendant la même période, les registres du cadi ont constaté 2.096 rahnias. On peut estimer à un plus grand nombre, celui des conventions passées par actes sous seing privé ou même de simples conventions verbales.

Dans tous les cas, la disproportion entre la somme prêtée et la valeur de la terre donnée en nantissement est considérable. On peut estimer que la moyenne du taux de l'intérêt des prêts dissimulés par ces conventions s'élève de 60 à 70 pour 100².

¹ Rapport du juge de paix du canton d'Aumale (département d'Alger).

² *Ibid.*

Un grave inconvénient révélé par cette enquête provient de la publicité imparfaite de la procédure musulmane qui permet au créancier, en cas de saisie immobilière, d'acquérir à des prix dérisoires les immeubles nantis. Dans le canton d'Aumale, pendant la période de vingt ans, qui aboutit à 1901, sur 54 saisies immobilières poursuivies par le cadi, 35 ont été suivies d'adjudication au profit des créanciers rahniataires, le reste, soit 19, l'a été au profit de tiers ¹.

Dans le canton de Tablat², département d'Alger, pendant la même période il a été passé, devant le greffier notaire, quatre conventions de rahnia, devant le cadi 2.500. On évalue à un nombre supérieur celles passées, entre indigènes, par actes sous seing privé ou même verbalement. Sur le chiffre des contrats passés devant le greffier notaire ou devant le cadi, 50 seulement auraient été remboursés.

Pendant une période de dix ans finissant en 1901, on a constaté dans le canton d'Aïn Bessem³ un nombre de rahnias passées devant le greffier notaire, c'est-à-dire, s'appliquant à des terres régies par la loi française 53 contrats, dont les remboursements furent seulement au nombre de 4. Les actes passés devant le cadi-notaire, par conséquent s'appliquant à des terres soumises à la compétence de la loi musulmane atteignirent le chiffre de 1.187 dont les remboursements furent au nombre de 320.

En réalité, les remboursements sont plus nombreux, mais ils ne sont pas constatés par des actes réguliers. Dans ce canton, la proportion des terres antichrésées par rapport aux autres se répartit ainsi : dans les territoires

¹ Rapport du juge de paix du canton d'Aumale (département d'Alger).

² Rapport du juge de paix de Tablat, 30 juillet 1901.

³ Rapport du juge de paix d'Aïn-Bessem, 29 juillet 1901.

soumis à la compétence de la loi française, elle est de 1 pour 100 ; dans ceux qui sont soumis à la loi musulmane, elle est de 3 pour 100¹.

Dans le canton de l'Arbal, d'après des données approximatives, sur 29.370 hectares détenus par les indigènes, 7.900 sont grevés de rahnias².

Une indication très intéressante se trouve dans le rapport d'un juge de paix³. Il remarque que dans une période de trois années, le cadi notaire du canton n'a pas enregistré plus de quinze actes de constitutions de rahnias. Mais à chaque audience où il a jugé des affaires musulmanes, trois ou quatre litiges sur des rahnias ont été portés devant lui. Si on évalue à 1.000 seulement le nombre des affaires de cette nature, on peut se faire une idée du chiffre des rahnias existantes.

Il est donc presque impossible d'être complètement renseigné sur l'étendue même approximative des terres grevées de ces charges, puisque les indigènes consentent ces aliénations conditionnelles beaucoup plus par conventions constatées par actes sous seing privé ou même verbales que par des actes réguliers. Quant à l'évaluation du taux de l'intérêt, les mêmes obstacles s'y opposent. Néanmoins le chiffre en est toujours fort élevé, et il n'est pas rare qu'on l'estime entre 80 et 100 pour 100, quand il ne va pas au delà.

Un juge de paix a eu sous les yeux un réméré datant de 1889 à la suite duquel un acheteur est devenu, en 1892, propriétaire définitif de 30 hectares pour un prix

¹ Rapport du juge de paix d'Aïn Bessem.

² Rapport du juge de paix de l'Arbal (département d'Alger), 31 juillet 1901.

³ Rapport du juge de paix de Taher (département de Constantine), 3 mai 1901.

principal de 500 francs. Ces terres valaient à cette époque 100 francs l'hectare et, au moment où cette constatation a été faite, c'est-à-dire en 1901, elles en valaient 150¹. Cela donne le taux incroyable de 266 pour 100. Ce cas, même en le supposant exceptionnel, ne doit pas être unique.

Le président de la Chambre de commerce de Constantine estime le taux moyen dans les conventions entre indigènes à 150 pour 100².

Le procureur de la République de Bougie dit que les Kabyles ne connaissent que les taux de 40, 50 pour 100 et même au-delà³.

L'administrateur de la commune mixte de Souk-Ahras signale que, dans son territoire, les indigènes empruntant surtout aux Kabyles et aux Mozabites, ne payent jamais moins de 75 pour 100⁴.

Le général commandant la division d'Oran évalue à 200 pour 100 le taux courant des emprunts consentis entre indigènes dans le cercle de Lalla-Maghnia⁵.

« Presque invariablement, dit l'administrateur de Boghari, département d'Alger, les fruits de trois ou quatre années du sol donné en rahnia suffisent pour rembourser le créancier de la somme qu'il a prêtée. D'ailleurs, il est d'usage constant de ne jamais prêter plus du tiers de la valeur des immeubles. C'est la condition *sine qua non* pour ce genre de convention⁶. »

Le juge de paix d'Aïn-Bessem, dont nous avons déjà

¹ Rapp. du juge de paix de Taher (départ. de Constantine).

² Maurice Colin, *Quelques questions algériennes*, p. 274.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ M. Pouyanne, la Question agraire en Algérie (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1901).

cité le rapport, dit que la récolte d'une année paie plus de la moitié de la somme avancée.

M. Maurice Colin cite un trait curieux dont il a été témoin¹.

« C'était, dit-il, rue Bâb-Azoun (à Alger). Imitant les
« pompes du culte catholique, un enterrement israélite
« déroulait sur la chaussée les théories de ses lévites et de
« ses rabbins. Une foule recueillie suivait le corps. Curieux
« de savoir qui on conduisait ainsi à sa dernière demeure,
« je m'approche et j'interroge : « C'est un tel », me
« répond-on en me citant un nom qui appartenait évidem-
« ment à un membre d'une des douze tribus, mais qui ne
« s'accompagnait, pour moi, d'aucune notoriété spéciale.
« Aussi, devant mon visage qui reste froid sans doute et
« ne semble pas s'associer au deuil général : « En voilà
« un, ajoute-t-on, qui laisse des regrets. Ah ! c'était un
« grand philanthrope. » Pour le coup, je m'enquiers, et
« bientôt je n'ignore rien de la philanthropie du défunt.
« C'était tous les matins, à son logis, une réunion de
« ces petits revendeurs qui pullulent à Alger. Il leur
« remettait le capital indispensable à l'exercice de leur
« modeste industrie et, chaque soir, les humbles emprun-
« teurs venaient le rembourser, non sans lui abandonner
« du reste une bonne part de leur recette. Il prêtait ainsi
« à 50 ou 60 pour 100 par jour et, pour tous ses emprun-
« teurs, il n'était autre chose qu'un philanthrope. A tout
« prendre, leur opinion ne valait-elle pas la mienne?
« Mieux que moi peut-être, ils se rendaient compte des
« conditions et des exigences du crédit qu'on leur ouvrait.
« En pareille matière, les notions sont nécessairement
« relatives ; tout est une question de milieu. »

¹ Maurice Colin, *Quelques questions algériennes*, p. 276, 277.

Un fait très curieux et qu'on constate un peu partout¹, c'est la facilité avec laquelle les musulmans empruntent, et cela sous des prétextes divers : mariages, fiançailles, cérémonies, fêtes religieuses publiques ou privées, funérailles, etc.

De là à avoir recours aux usuriers il n'y a qu'un pas. Il serait fastidieux d'étudier ici toutes les formes qu'affecte l'usure dans ces circonstances, le cadre de cette étude ne s'y prêtant pas. Cela serait mieux à sa place dans une monographie locale qui, seule, l'exige.

Une autre raison intéressante pour laquelle on emprunte facilement provient de ce que le musulman citadin tient à habiter un immeuble à soi afin de ne pas être astreint au paiement d'un loyer. Mais il n'est pas donné à tout le monde de pouvoir réaliser ce rêve et, alors, on se fait consentir une rahnia sur une pièce ou deux dans une maison, moyennant une somme qui varie suivant les conditions générales de l'immeuble. Le capital ainsi immobilisé varie entre 300 et 1.000 francs. Dans tous les cas, le rahniataire occupe le local cédé en rahnia. On peut évaluer très facilement le taux de l'intérêt dans une opération de ce genre.

Supposons que la convention de rahnia porte sur une chambre dont la valeur locative est estimée à 6 francs par mois et dont le capital versé s'élève à 400 francs, cela donne un taux de l'intérêt de 18 pour 100.

¹ Usborne, la Question agraire dans le Pendjab (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1^{er} avril 1901).

CHAPITRE IV

CAUSES MORALES DU DÉVELOPPEMENT DE L'USURE EN ALGÉRIE

On peut dire que cette plaie sociale a atteint son maximum d'effet dans ces dernières années grâce à des causes d'ordres divers et surtout aux moyens perfectionnés du crédit que la civilisation moderne a mis généreusement à la portée de tous.

L'Européen plus actif que le musulman, plus soucieux de son intérêt qu'il ne perd jamais de vue, constamment préoccupé par son avenir, ne peut que réussir. Ayant l'esprit tendu vers un but déterminé, il s'efforce de l'atteindre et prend pour cela toutes les mesures en son pouvoir pour y parvenir. Il est pratique et ne compte que sur soi. Elevé dans ces idées d'individualisme à outrance qu'impose de plus en plus la civilisation actuelle, il se trouve dès l'âge de raison prêt à affronter la lutte pour la vie. Cet état d'esprit est exactement l'opposé de celui du musulman. L'éducation de ce dernier est la plupart du temps livrée au hasard des circonstances. Il n'a point été élevé dans des conceptions analogues à celles de l'Européen et, par suite, il s'en ressent sa vie durant. Aussi doivent-ils l'un et l'autre arriver à des résultats diamétralement opposés. L'un est donc appelé à réussir tandis que l'autre, même en se résignant à un labeur pénible, mais manquant de préparation première, ne peut qu'échouer très souvent.

Comparer les deux races dans ces conditions et ne pas tenir compte de leur situation respective c'est établir une comparaison fausse, trompeuse qu'un esprit impartial et soucieux uniquement de la vérité ne peut pas admettre. De là à parler de l'imprévoyance de l'indigène, il n'y a qu'un pas. C'est un lieu commun dont on n'a que trop abusé.

La véritable et unique cause de la situation déplorable de l'indigène réside dans son ignorance qui, au point de vue pratique, dépasse tout ce qu'on peut imaginer.

La décadence séculaire de la civilisation musulmane l'a mis en présence d'une civilisation en plein essor économique et politique. Le contact des deux races placées dans des conditions absolument différentes ne pouvait réserver à la moins avancée qu'un recul incessant.

Malgré le temps qu'a duré cette superposition des deux civilisations, le triomphe de l'une a précipité en quelque sorte la chute de l'autre. Le Français a progressé à tous les points de vue. L'Indigène mal préparé, mal dirigé a fait contre mauvaise fortune bon cœur et se résigne à son sort. C'est à peine s'il commence à se réveiller du léthargique sommeil que lui ont légué plusieurs générations antérieures.

Cette ignorance, contre laquelle on ne saurait trop s'élever, se révèle particulièrement dans une absence totale de toute notion de valeur que nous attachons de nos jours au temps. Cela lui est d'autant plus funeste qu'il vit côte à côte avec une race qui n'apprécie que trop ce précieux élément.

Le temps, l'avenir, se dit-il, mais qui peut en répondre si ce n'est Dieu, qui seul en dispose et assigne à chacun de nous la voie qu'il a à suivre et la tâche qu'il doit accomplir. Conception qui a été aussi celle des canonistes. Les

partisans du prêt à intérêt soutenaient que celui-ci était légitimé par le temps pendant lequel l'emprunteur profitait du capital mis à sa disposition, il leur fut répondu que le temps n'appartenait qu'à Dieu¹. Aussi, l'Indigène est-il surpris, étonné par l'activité fiévreuse que déploie sous ses yeux l'européen d'Algérie. L'optimisme dont il est animé et dont il ne se dépare jamais, le dispose à cette idée fixe, cette idée-force, comme dit M. Fouillée, d'espérer toujours et quand même dans n'importe quelle circonstance de la vie. C'est cela qui fait de lui un homme désarmé pour n'avoir pas voulu regarder bien en face la réalité présente qui annonce la réalité future.

C'est à tort, croyons-nous, qu'on a attribué cette passivité de l'Arabe à se soumettre aux obligations les plus dures à l'idée préconçue, préméditée, de ne pas s'en acquitter au moment convenu. Il en est sûrement qui agissent de mauvaise foi, mais c'est là un sentiment commun à toute l'humanité et aucun peuple ne peut se flatter d'être uniquement composé de gens d'honneur.

L'esprit arabe de nos jours ne se refuse pas à admettre l'usage du terme, mais il escompte toujours l'intervention de circonstances extraordinairement heureuses, grâce à la Toute-Puissance divine : une abondante récolte, une prospérité inespérée, etc.

Le Coran même a réagi contre cette tendance fâcheuse que nous constatons encore de nos jours. Ce verset a déjà été cité², mais on ne saurait trop insister sur ses dispositions parce qu'elles suivent celles qui se rapportent à l'usure. Elles enjoignent au croyant de stipuler dans leurs conventions toutes les conditions auxquelles

¹ Gonnard, *Cours d'histoire des doctrines économiques*.

² *Coran*, sourate 2, verset 182 et suiv. Cf. *supra* dans les hadiths cités.

ils se soumettent et, surtout, de ne rien omettre en ce qui concerne les délais prévus. Dans le même ordre d'idées, l'Arabe ne s'empresse pas toujours de recourir aux lumières du médecin lorsque la maladie le terrasse, comptant sur une amélioration subite, miraculeuse, providentielle. Il attend souvent, pour cela, qu'il soit lui-même ou l'un des siens à la dernière extrémité pour essayer de lutter, c'est-à-dire quand il n'y a plus aucun espoir de salut.

On explique cela, habituellement, d'une manière inexacte, tandis que la cause unique de cet état d'esprit réside dans sa manière de comprendre la religion. Peut-être, se dit-il, dans un moment, un instant, une heure, que sais-je, Dieu aura pitié de moi et me soulagera. Ayons confiance en lui, et ne nous livrons pas à un désespoir aussi inutile que contraire au dogme musulman !

Donc, l'ignorance totale des Indigènes algériens ou tunisiens et leur manque absolu d'éducation pratique en font une proie tout indiquée à ceux qui, en les pressurant, proclament bien haut leur inaptitude au progrès. L'imprévoyance, ou mieux, l'insouciance, le fatalisme, voire même le fanatisme, tels sont les fruits de ce défaut d'instruction générale que l'on constate amèrement chez les sujets français d'Algérie et de Tunisie. Comment s'étonner, après cela, du retard considérable dans lequel se trouvent les Indigènes.

Ces causes ne sont pas les seules. La législation, l'administration n'ont pas toujours été heureuses dans leurs tentatives d'assimilation à outrance. Il y a beau temps que l'évolution économique et sociale des musulmans de l'Algérie serait en harmonie avec la situation générale, si dès le début on était parti de ce qui existait même pour procé-

der, par étapes successives, sinon à une assimilation proprement dite, du moins à un rapprochement de plus en plus accentué.

Malheureusement, le long état de guerre dont a souffert l'Algérie et les nombreux essais des diverses méthodes d'administration ont été des obstacles dont on se ressent encore de nos jours.

CHAPITRE V

CAUSES LÉGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES

Ces causes sont nombreuses et complexes, et nous ne les étudierons que dans la mesure où elles nous permettront de déterminer la part qu'on peut leur attribuer dans le développement de l'usure, parmi les Indigènes algériens.

Au début, et jusqu'à nos jours, les expropriations en masse des Indigènes en vue de créer des centres de colonisation ont beaucoup aidé à leur ruine. On dit bien que de propriétaires ils sont devenus ouvriers agricoles et qu'à ce titre ils bénéficient, bon an ou mal an de 40 millions de salaires. Mais n'eussent-ils retiré qu'un profit égal des terres qu'ils détenaient, que leur situation serait plus stable, plus attachée au sol et par suite mieux fixée, au lieu qu'actuellement, malgré tout ce qu'ils pourraient gagner par la rémunération de leur main-d'œuvre, ils ne forment qu'une classe de prolétaires au moral plus ou moins aigri¹.

Dès les premières années de l'occupation française en Algérie, un grand nombre de personnes étaient venues s'y établir. La plupart disposaient de capitaux importants, et malgré les difficultés du premier contact avec les Indigènes, elles réussissaient dans leurs entreprises agricoles. Une sympathie réelle commençait à cimenter les

¹ Rouire, Les colons de l'Algérie (*Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1901). M. Pouyanne, (la Question agraire en Algérie; *Questions diplomatiques et coloniales*, 1^{er} déc. 1901).

rapports entre les deux principaux éléments de la population.

La propriété indigène était généralement collective et l'acquisition des terres par voie d'achat en devenait difficile. L'administration voulant faire vite et grand trouva plus simple et moins dispendieux de déposséder en bloc les tribus indigènes, dont les territoires étaient convoités par elle. Idée d'autant plus malheureuse que les victimes étaient des tribus qui avaient été fidèles à la France jusqu'au moment de l'insurrection d'Abd el Kader. Or, dit M. Rouire, elles avaient même, au début de la révolte de l'Emir, défendu les colons français, escorté les convois et demandé l'appui des autorités françaises pour défendre leur territoire. On les a abandonnées à leur sort, et même en embrassant, apparemment, la cause de l'Emir, elles restèrent secrètement ralliées à la France.

La confiscation de leurs terres ne fut donc pas seulement une mesure inique, elle fut aussi impolitique au premier chef¹. Les mesures de cette nature furent nombreuses et impitoyables, et l'état de guerre ne peut pas les justifier entièrement.

Il eût été bien préférable de leur imposer des contributions de guerre.

Puis, intervinrent de nombreuses lois qui, ayant en vue l'extension de la colonisation et la création sur des bases plus stables, de la propriété indigène provoquèrent de nouveau la convoitise, et l'avidité déjà grandes des usuriers et des spéculateurs habiles à se mouvoir entre les mailles de la nouvelle procédure que la législation française imposait désormais par l'application de la loi immobilière de la Métropole.

¹ Rouire, *op. cit.*

Les licitations ont permis plus facilement de poursuivre les saisies immobilières, par lesquelles on dépouillait les indigènes par centaines, tandis que les frais pouvaient se multiplier et s'élever rapidement à des sommes qui finissaient par absorber entièrement la valeur des immeubles¹. D'après le témoignage de M. Gérente², sénateur, il y eut de 1881 à 1893 dans l'arrondissement d'Orléansville, 14.000 hectares de terres qui avaient été expropriées et plus de 12.000 indigènes ruinés.

On a pu citer des expropriations de ce genre dont les frais s'élevaient au-dessus de 30.000 francs pour des domaines de quelques centaines d'hectares adjudgés moins de 10.000 francs³.

Au lieu d'avoir doté l'Algérie d'une loi civilisatrice, dit M. Maurice Colin, en parlant de la loi du 28 avril 1887, on se trouvait avoir introduit dans les milieux indigènes, une loi spoliatrice dont le fonctionnement constituait un véritable danger public⁴.

La plupart des lois immobilières procèdent d'une fiction juridique⁵ qui a joui et jouit encore d'une singulière fortune dont on ne trouve nulle trace sérieuse en droit musulman⁶.

On a divisé les terres détenues par les Indigènes algériens, en terres dites *arch*, c'est-à-dire constituant des propriétés collectives de tout un groupement de familles

¹ M. Pouyanne, *op. cit.*

² *Ibid.*

³ Maurice Colin, *op. cit.*, p. 199.

⁴ *Ibid.*

⁵ Ernest Mercier, La propriété foncière en Algérie (*Revue internationale de législation et de jurisprudence musulmanes*, 1^{er} mars et 1^{er} avril 1896).

⁶ Il faut citer notamment le sénatus-consulte du 22 avril 1863, la loi du 26 juillet 1873 modifiée plus tard par la loi du 28 avril 1887 et enfin la loi du 18 février 1897.

ou de tribus, et en terres dites *melk* ou de propriété individuelle.

Les premières doivent probablement leur origine à ce fait qu'une étendue de terre vaguement déterminée était affectée de temps immémorial à telle ou telle tribu en toute propriété. Il ne s'ensuivait pas que cette propriété dût être collective, mais seulement que les droits individuels étaient confondus avec ceux du groupement. La propriété individuelle était donc tombée en désuétude parce que la vie patriarcale réduisait à néant toute initiative personnelle. En d'autres termes c'était plutôt un état d'indivision imposé par la vie pastorale même de la tribu.

C'est une situation que l'on constate encore dans beaucoup de familles arabes et c'est cet état de choses qui a fait naître la conception de la terre arch par opposition à la terre *melk*.

Le droit musulman règle la propriété individuelle d'après des principes à peu près identiques à ceux du droit civil. De plus il énonce l'adage suivant lequel une terre occupée pendant dix ans et « *révivifiée* », c'est-à-dire travaillée, appartient de droit à l'occupant. Ce droit, les indigènes ne l'ont jamais fait constater par des titres réguliers et d'ailleurs la vie économique de la famille patriarcale n'y invitait guère. A un état économique donné répondent des nécessités relatives.

Par contre dans les milieux musulmans où l'activité économique et sociale est plus fortement constituée et le travail plus divisé, la propriété se déplace beaucoup plus facilement et elle est l'objet de nombreuses transactions.

On peut résumer toutes les causes que nous avons ébauchées dans un exemple fameux entre tous, rapporté à la tribune du Parlement français par M. Burdeau, on

1892, alors qu'il était rapporteur du budget de l'Algérie ¹.

« Les licitations ruineuses, les abus de procédure ne
« sont malheureusement pas les seules formes de la spo-
« liation auxquelles soient exposés les Indigènes. L'usure
« existait sans doute en Algérie avant nous ; dans des
« régions où n'a jamais pénétré le banquier européen et
« où les Israélites ont échoué, dans la Grande-Kabylie,
« les Indigènes la pratiquent entre eux avec âpreté. Ce
« qui est regrettable, c'est que notre civilisation ait
« fourni à l'usure des instruments nouveaux et plus puis-
« sants ; chez des gens qui n'ont pas la moindre idée
« d'une échéance, qui sont toujours prêts à signer, on a
« laissé écrire tous les papiers que l'on a voulu en
« échange de quelques avances, ou d'un simple délai, le
« billet à ordre compliqué des intérêts composés et des
« frais d'huissier et de justice devait exercer des ravages
« considérables.

« En voici un cas particulier qui peut servir de type,
« parce qu'on y trouve réunis à peu près tous les procé-
« dés de l'usure algérienne, perfectionnés par notre civi-
« lisation. Les faits se sont passés sur le territoire de
« Tlemcen et de Sebdou. Ils intéressent huit douars et
« plus de mille chefs de famille. Ils ont été recueillis sur
» place, puis contrôlés auprès de l'administrateur de
« Sebdou, de la préfecture d'Oran, du parquet de Tlemcen
« et du parquet général.

« Deux indigènes de Tlemcen, soutenus par deux ban-
« quiers français avaient entrepris de faire des prêts aux
« Indigènes. La misère qui suivit la sécheresse de 1882
« leur facilita leur entrée en affaires. Ils avancèrent à
« ces malheureux, soit des grains ou des vivres, soit des

¹ Burdeau, *L'Algérie en 1891*, p. 187 et suiv.

« sommes d'argent en échange de billets gagés sur leurs
« terres, et portant de 15 à 25 o/o d'intérêt par an,
« non compris les honoraires des géomètres et les frais
« d'actes, qui s'élevaient à 20 ou 30 pour 100 une fois
« payés du montant des billets et qui étaient retenus
« d'avance.

« Tous les trois mois, les billets étaient renouvelés
« accrus des intérêts et d'une commission ; tous les ans,
« à la récolte, les prêteurs exigeaient de leurs obligés
« quatre ou cinq sacs de blé pour chaque centaine de
« francs du montant du billet, soit 25 à 30 pour 100,
« cette remise tenant lieu des frais ordinaires de renou-
« vellement, mais ne venant pas en déduction de la
« somme due.

« Celle-ci s'accroissait avec une telle rapidité qu'en
« peu d'années, l'indigène voyait passer chez son prêteur,
« la presque totalité de sa récolte. Ces malheureuses
« populations, perdant courage, finirent par renoncer à
« cultiver leurs champs et à élever leurs troupeaux au
« profit des usuriers, et les deux prêteurs indigènes se
« virent à découvert de sommes très fortes, sans moyen
« de les faire rentrer et pressés par leurs banquiers qui
« d'ailleurs avaient pour eux-mêmes une forte partie
« des bénéfices en leur escomptant à 12 o/o plus les
« commissions, le papier des indigènes. Les associés
« conçurent alors le projet de se rendre propriétaires des
« biens des indigènes, pour les revendre au gouverne-
« ment général qu'on pressait en même temps de créer
« un centre de colonisation au milieu des douars endettés
« à Aïn-Sabra.

« Heureusement, les indigènes firent de la résistance à
« cette dernière entreprise et le gouvernement général
« lui-même ne s'y prêta point. Les usuriers n'avaient

« plus d'autre refuge que la fuite et la faillite, les
« deux indigènes disparurent, laissant un passif de
« 140.000 francs et les deux banquiers français suspen-
« dirent leurs paiements. Un établissement de crédit qui
« leur avait escompté à son tour les billets des indigènes,
« et qui en avait 2.000 dans son portefeuille, se trouva
« alors seul en face de ces derniers et entama contre eux
« une série de procès qui avait coup sur coup abouti à
« 800 condamnations contre ces infortunés.

« Heureusement, les deux usuriers indiqués avaient
« poussé trop loin l'avidité : parmi les billets, on décou-
« vrit qu'un grand nombre portait en guise de signature
« une croix accompagnée de l'affirmation de deux témoins,
« déclarant qu'ils avaient assisté à la remise des
« espèces ; une nouvelle série de 51 jugements décida
« que ces billets étaient ou sans valeur ou même faux.
« L'établissement poursuivant se détermina à retirer
« toutes ses plaintes ; il se contente aujourd'hui de
« demander aux emprunteurs de le payer par acomptes
« selon leurs moyens, ce qui les réduit à une sorte de
« servage amiable. Il a tenu à un simple hasard que la
« ruine de 1000 familles fût entièrement et brutalement
« consommée. »

Nous bornons là nos observations relatives à certaines causes indépendantes de la volonté des populations musulmanes d'Algérie pour étudier les tentatives poursuivies par différents pays en vue de combattre l'usure.

Avant de nous occuper spécialement de la législation française, nous allons jeter un coup d'œil sur ce qui a été fait à l'étranger. En effet, ce serait commettre une grave erreur de croire que cette plaie sociale existe seulement dans les pays neufs.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA LUTTE CONTRE L'USURE DANS LES LÉGISLATIONS EUROPÉENNES

SECTION I

ALLEMAGNE. — AUTRICHE

Sous l'influence des idées économiques libérales, les législations allemande et autrichienne admirent la liberté de l'intérêt conventionnel par deux lois datant respectivement de 1867 et de 1868. C'était l'abandon de part et d'autre des mesures sévères dont l'usure avait été l'objet jusqu'alors¹.

L'expérience fut plutôt malheureuse et l'opinion publique ne tarda pas à réclamer une nouvelle réglementation dans ce sens. Tout en maintenant la liberté de l'intérêt conventionnel, *zinsfreiheit*, on admit la perception d'un intérêt courant usuel. On voulait atteindre la stipulation au profit du créancier d'avantages excessifs, non proportionnels avec le service rendu au débiteur. C'est l'idée de *l'équivalence des prestations*². Tel est le carac-

¹ Brants, *la Lutte contre l'usure dans les lois modernes*, p. 53.

² *Ibid.*, p. 56.

rière dominante de la loi allemande du 24 mai 1880 et de la loi autrichienne du 28 mai 1881 qui poursuivent le crédit abusif (*unredliches*). Le premier de ces deux textes législatifs ne visait d'abord que le prêt, et c'est par la loi du 9 juin 1893 qu'on en étendit l'application à tous les contrats.

Mais en Allemagne comme en Autriche on était loin d'enregistrer des résultats satisfaisants car, ainsi qu'on l'a dit, il est toujours difficile de réprimer un délit où la victime est complice.

On rechercha alors quelle pouvait être l'étendue du mal et on s'aperçut qu'il affectait des formes extrêmement variées, telles que le prêt d'argent, le cheptel, la vente ou le prêt d'animaux, la vente de marchandises et de parcelles de terre, à terme ou par acompte à des prix très élevés. Tout en réclamant des lois en faveur des populations économiquement faibles, on créa des institutions de crédit honnête. L'Allemagne est, depuis, couverte d'un immense réseau de caisses coopératives et mutuelles où le sentiment et aussi le lien juridique de la solidarité s'affirment plus que jamais; ce moyen économique eut certainement plus d'effet que la loi elle-même¹.

Enfin, avec le code civil de 1900 (art. 138, § 2) on frappe de nullité tout contrat usuraire et de même que la loi pénale, la loi civile veut atteindre *toute exploitation des besoins, de la légèreté ou de l'inexpérience*² d'une partie par l'autre. Tel est le criterium d'un acte usuraire d'après ce texte qui laisse de ce fait, un grand pouvoir d'appréciation au juge.

Cependant ces dispositions ont été complétées par

¹ Brants, p. 65.

² *Ibid.*, p. 81, 182.

d'autres plus récentes et, en définitive, pour qu'il y ait délit d'usure nettement caractérisé, il faut que l'on constate *un abus de la situation de l'emprunteur*.

La législation allemande n'ayant pas fixé de taux maximum, on prit pour base le taux dit usuel, c'est-à-dire celui qui est déterminé par des textes spéciaux pour les prêteurs sur gages autorisés. L'opinion générale, est que l'usure a subi un recul considérable. Quelle est la part des lois dans ce résultat? C'est ce qu'il est difficile d'apprécier. L'initiative privée a puissamment secondé l'œuvre du législateur par le développement considérable qu'elle sut imprimer au crédit populaire allemand. Et outre ces sociétés, il en existe d'autres dont le but est de combattre l'usure, en dénonçant et en provoquant des poursuites contre ceux qui s'y livrent¹.

En Autriche, la lutte fut plus âpre et d'intéressants efforts furent faits en vue du développement des institutions de crédit mutuel.

En Suisse plusieurs cantons s'inspirèrent de la législation allemande pour prendre des mesures analogues par diverses lois votées entre 1883 et 1888².

Il en est de même en Suède³.

¹ Brants, p. 76.

² *Annuaire de législation comparée*, années 1883, 1884, 1887, 1891, 1898.

³ *Ibid.*, année 1901.

SECTION II

ANGLETERRE ET BELGIQUE

ANGLETERRE. — On sait que, grâce à l'influence de la Réforme, l'intérêt fut légalement admis de très bonne heure en Angleterre, mais il souleva de vives controverses. L'usure proprement dite *biting usury* (l'usure dévorante) demeurait unanimement condamnée. Les lois répressives en admettant toutes un taux maximum de l'intérêt, demeurèrent en vigueur jusqu'au milieu du xix^e siècle. Ce taux a varié de 10 o/o sous Henri VIII et Elisabeth (commencement du xvi^e siècle), à 5 o/o sous la reine Anne (commencement du xviii^e siècle¹).

C'est par un *act* de 1854 que furent abrogées toutes les lois répressives précédentes.

La liberté absolue inaugurée alors en matière prêt, ne tarda pas à montrer tout le danger qu'il y aurait à la maintenir. La loi du 8 août 1900 intervient pour protéger le prêt d'argent de consommation, type classique des opérations usuraires.

De même que dans le système allemand un large pouvoir d'appréciation est laissé au juge. Cette loi visait particulièrement les opérations des prêteurs sur gages dont l'organisation en Angleterre laisse beaucoup à désirer.

Bien qu'il soit trop tôt pour se prononcer sur les résultats du nouveau régime, on en constate déjà l'insuffisance.

BELGIQUE. — La Révolution française y amena la liberté du prêt à intérêt et plus tard la loi de 1807 imposa un maximum au taux de l'intérêt.

¹ Brants, p. 107.

La loi du 5 mai 1865 proclama à nouveau la liberté du taux de l'intérêt conventionnel. Cette loi fut le résultat de nombreux et intéressants débats soulevés à propos de la revision du code pénal. On discuta les régimes alors en vigueur dans les principaux Etats européens, relativement à la question de l'usure. On aboutit au vote de l'article 494 actuel du code pénal qui punit *l'abus habituel des faiblesses ou des passions* de l'emprunteur à un emprisonnement d'un mois à un an et à une amende de 1.000 à 10.000 francs ou à une de ces peines seulement ¹.

Comme on avait proposé la formule du texte du code civil allemand, « *abus des besoins* » pour l'article 494 en question, on ne l'admit que dans l'article 493 à titre de dérogation en faveur des mineurs. En ce qui concerne ces derniers, le fait même isolé et portant sur une souscription d'effets *sous quelque forme que cette négociation ait été faite ou déguisée, est puni d'un « emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six à cinq cents francs »*.

Mais parallèlement à l'œuvre législative forcément insuffisante, on a procédé à une large diffusion du crédit agricole mutuel.

Malgré toute la sévérité dont sont empreintes les législations modernes, la répression a été relativement faible comme on devait s'y attendre, ce qui démontre une fois de plus l'insuffisance des lois. Avant d'étudier les résultats obtenus par les autres moyens de lutte contre l'usure, comme les institutions de crédit à base de mutualité, moyens qui semblent devoir s'imposer de plus en plus à l'attention des Etats et des populations, nous devons jeter un coup d'œil sur la législation française relativement à cette question.

¹ Brants, p. 145, 146, note 1.

SECTION III

LA LUTTE CONTRE L'USURE EN FRANCE ET EN ALGÉRIE

L'usure est une question qui a toujours préoccupé le législateur français. Elle s'est posée en Algérie dès les premières années de la conquête. Le pays nouvellement ouvert à l'activité moderne avait besoin de capitaux pour la mise en valeur du sol. Mais en raison même des risques considérables qu'ils couraient on en exigeait des intérêts extrêmement élevés. On était encore sous le régime de la loi du 3 septembre 1807 qui fixait le taux de l'intérêt à 5 o/o en matière civile et à 6 o/o en matière commerciale. Le maximum de l'intérêt conventionnel ne devait pas s'élever au-dessus du quantum du taux légal.

Comme sanction pénale, la même loi punissait l'habitude d'usure d'une amende qui ne pouvait être supérieure à la moitié des capitaux prêtés avec, en cas d'escroquerie, un emprisonnement de deux ans au maximum.

Ces restrictions étant jugées excessives pour l'Algérie, l'ordonnance du 7 décembre 1835 est intervenue pour décider que : *dans les possessions françaises du nord de l'Afrique, la convention sur le prêt à intérêt ferait la loi des parties*. L'intérêt légal elle le fixait à 10 o/o en matière civile comme en matière commerciale.

Pour les mêmes raisons, les ordonnances du 26 septembre 1842 et du 16 avril 1843 ont décidé que la contrainte par corps serait accordée, en matière civile, à toute personne résidant en Algérie.

Ce n'est qu'en 1881 qu'intervint la loi du 27 août disposant ainsi, article unique : *A défaut de convention, l'intérêt légal en Algérie sera à l'avenir de 6 0/0 tant en*

matière civile que commerciale. Le taux de l'intérêt conventionnel demeurait toujours libre.

Cette loi n'avait fait que consacrer l'état de choses existant, la banque de l'Algérie ayant alors abaissé son escompte à 4 o/o. En outre, d'après un rapport de M. Camille Fournier au Sénat, on avait constaté que *le relevé des actes notariés établissait que l'intérêt conventionnel s'était abaissé à 6 0/0 lorsque les garanties offertes remplissaient les conditions de sécurité voulues.*

La liberté du taux de l'intérêt conventionnel fut maintenue complète jusqu'au décret du 29 janvier 1898 relatif à la *limitation de l'intérêt conventionnel et à la répression de l'usure en Algérie.* Suivent les principales dispositions de ce décret :

ARTICLE PREMIER. — En Algérie, l'intérêt conventionnel est libre en matière de commerce, sous la condition pour les parties de se conformer aux dispositions légales sur les conventions et le prêt à intérêt. L'intérêt conventionnel ne peut excéder en matière civile 10 o/o. Toute convention ou pratique contraire constitue une usure.

ART. 2. — Lorsque dans une instance civile il sera prouvé que le prêt conventionnel a été fait à un taux supérieur à celui fixé par le présent décret, les perceptions excessives seront imputées de plein droit aux époques où elles auront eu lieu sur les intérêts légaux alors échus et subsidiairement sur le capital de la créance.

ART. 3. — Le délit d'habitude d'usure sera puni d'une amende qui pourra s'élever à la moitié des capitaux prêtés à usure et d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois.

ART. 9. — L'ordonnance susvisée du 7 décembre 1835 est abrogée.

Sauf certaines dispositions spéciales à l'Algérie, comme la distinction relative au caractère commercial ou non de la dette, ce décret a reproduit purement et simplement les termes de la loi du 19 décembre 1850 sur l'usure.

Le décret du 19 janvier 1898 a pris une forme défini-

tive dans la loi de finances du 13 avril 1898 sous les numéros 60 à 63 ainsi conçus¹ :

ART. 60. — L'article premier de l'ordonnance royale du 7 décembre 1835 qui dispose qu'en Algérie la convention sur le prêt à intérêt fait la loi des parties, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 61. — L'intérêt conventionnel en Algérie ne peut excéder 8 pour 100 en matière civile et commerciale. L'intérêt légal en matière civile et commerciale fixé à 6 pour 100 par la loi du 27 août 1881 est abaissé à 5 pour 100.

ART. 62. — Il n'est rien innové aux stipulations d'intérêts par contrats aux actes jusqu'au jour de la promulgation de la présente loi.

Cette loi du 13 avril 1898 s'est proposé sinon de mettre fin aux exploits des usuriers, du moins de restreindre dans une certaine mesure l'étendue du fléau. Il est, malheureusement, probable qu'elle demeurera lettre morte, les causes de l'usure ne dépendant pas uniquement de la volonté du législateur. Il faut y voir une manifestation destinée à calmer l'opinion publique qui croit souvent que les remèdes nécessaires aux crises économiques sont entre les mains de l'Etat ou de ses organes, le gouvernement et le parlement.

Il est plutôt à craindre que les restrictions apportées à la liberté de l'intérêt ne fassent qu'aggraver le mal au lieu de le guérir, comme le montrent plusieurs exemples très connus.

Par un arrêté en date du 4 novembre 1848 rendu par le chef du pouvoir exécutif, on abrogeait l'ordonnance du 7 décembre 1835, et on rendait applicables à l'Algérie les peines édictées contre l'usure, par les textes alors en vigueur dans la Métropole, c'est-à-dire par les articles 3 et 4 de la loi du 3 septembre 1807. Ces textes punissaient

¹ *Journal officiel*, 14 avril 1898.

le délit d'usure d'une amende qui ne pouvait pas être supérieure à la moitié des capitaux prêtés à usure avec, en cas d'escroquerie, un emprisonnement de deux ans au maximum, dispositions légèrement modifiées par la loi du 19 décembre 1850, ce que nous avons déjà vu.

Or, cet arrêté obtint des résultats diamétralement opposés à ceux qu'on escomptait et, dès le 21 novembre 1849, il était rapporté. Voici un extrait de l'exposé des motifs qui dictèrent cette décision, d'après les déclarations du général d'Hautpoul, alors ministre de la guerre : « *L'arrêté du 4 novembre 1848, dit-il dans le rapport qui précède le décret du 21 novembre 1849, a complètement manqué son but. Dicté évidemment par l'intention louable de diminuer l'usure, il n'a fait qu'aggraver le mal et rendre sensibles par l'expérience tous les inconvénients attachés à la fixation du taux de l'intérêt par la loi. Aussitôt éludé que rendu, il a donné lieu à une foule d'opérations dans lesquelles l'excédent d'intérêt a été frauduleusement dissimulé ; il a été funeste en éloignant les capitaux, en élevant leur prix que la concurrence tendait à diminuer, en nécessitant des actes simulés qui multipliaient les frais...* »

Même situation en Tunisie où la question de la limitation de l'intérêt s'est posée devant la Conférence consultative¹. Le rapporteur d'un vœu présenté devant cette assemblée, n'écoutant que ses sentiments, a développé les mêmes idées que celles qui ont inspiré le décret du 4 novembre 1848. « L'usure, dit le rapporteur du « projet en question, apparaît actuellement dans toute sa « force, dans toute son exagération : on peut dire que

¹ *Procès-verbaux de la session de la Conférence consultative, mai et novembre-décembre 1907.*

« c'est la plaie du pays, et si quelqu'un semble, en
« pareille matière, avoir besoin de protection, c'est bien
« l'indigène musulman.

« Ici, une loi sur l'usure n'est pas seulement utile, elle
« est indispensable. L'insouciance de l'Arabe, son impré-
« voyance le laissent toujours désarmé en présence de
« prêteurs pour lesquels l'usure est de tradition et que
« n'effraie pas le caractère odieux et immoral des opé-
« rations qu'elle comporte.

« N'est-ce pas, du reste, l'histoire tout entière de ce
« peuple africain, incorrigible emprunteur, qui attend
« sans doute l'heure du soulèvement, du pillage et du
« massacre, qui lui permettra de reprendre de vive force
« ce qu'il a donné, contraint par les engagements et les
« conventions ?

« L'intervention de l'Etat est-elle facile ? Comment
« doit-elle se manifester ? Le prêt à intérêt n'étant pas
« autorisé par le Coran, c'est le plus souvent sous la
« forme de contrats que se cachent les obligations impo-
« sées par les prêteurs, et comme ceux-ci sont gens retors
« et madrés, ils ont soin d'entourer leur petit commerce
« de toutes les précautions imaginables. C'est ce qui a
« donné naissance à cette opinion de quelques timorés
« que les délits d'usure sont insaisissables et que les
« dispositions qui seront prises contre eux n'auront pra-
« tiquement aucune efficacité.

« Un membre de la Conférence aurait proposé qu'en
« cas d'artifices employés par l'usurier pour dissimuler
« ses opérations, il appartiendra à la victime de prouver
« qu'il y a eu abus.

« Est-ce à dire que nos magistrats tunisiens ne seront
« pas aussi habiles que leurs collègues de France pour
« démêler ces conventions si bien dissimulées ? Car si

« l'usure est de mode en Tunisie, il ne faudrait pas
« croire qu'elle est inconnue en France. Si Nabeul a
« l'histoire de la chéchia achetée 13 francs, un jour, au
« souk, et dont le prix a, en quelques années, atteint
« la somme de 70.000 francs, Paris a son bateau de
« charbon amarré quai du Louvre ou de Bercy, bateau
« qui a fait l'objet d'un nombre incalculable de ventes à
« plusieurs générations de fils de famille.

« Les tribunaux français ont montré depuis longtemps,
« par des jugements, leurs tendances à frapper vigou-
« reusement l'usure, même couverte par des opérations
« commerciales plus ou moins frauduleuses, et il en sera
« de même en Tunisie quand vous mettrez à la dispo-
« sition de nos magistrats un texte de loi leur permettant,
« en matière de prêts, d'instruire, de modifier, de juger
« et de punir.

« Les prêts à gros intérêts ne sont pas toujours dissi-
« mulés sous la forme de contrats et, pour ma part, j'ai
« eu entre les mains certains échantillons de conventions
« inspirées, on est tenté de le croire, par quelque génie
« malfaisant, à un intérêt de 25 o/o, cession en garantie
« des biens présents et à venir, abandon de l'adminis-
« tration des garanties en cas de non-paiement des inté-
« rêts, caution, subrogation, etc., etc.

« A chaque renouvellement, c'est une augmentation
« de capital énorme, c'est une délimitation d'intérêt sans
« mesure. C'est une commission sans limite et tout cela
« est présenté à la veille d'une échéance, sous la menace
« d'une saisie, d'une exécution, de telle sorte que le dé-
« biteur cède à *des manœuvres dolosives sans lesquelles il n'aurait certainement pas contracté*, cas de
« nullité des conventions prévu par l'article 116 du
« Code civil.

« La répression de l'usure peut être envisagée à un
« autre point de vue encore, et ce n'est pas la moindre
« caractéristique de cette mesure qui serait moralisa-
« trice.

« Beaucoup de nos compatriotes, en effet, prêtent à
« des taux usuraires de la meilleure foi du monde, ne
« croyant pas, puisque ce n'est pas interdit, que ce puisse
« être néanmoins répréhensible ; bien mieux, ils sont
« convaincus qu'ils rendent service à l'emprunteur,
« lequel, s'il n'avait pu avoir recours à eux, eût dû
« accepter les conditions encore plus onéreuses d'un
« usurier de profession.

« Ces prêteurs-là, si l'exacte conception de leur acte
« leur échappe, ont, par contre, le respect de la loi ; que
« celle-ci interdise les prêts supérieurs à un taux déter-
« miné, ils y renonceront immédiatement.

« Il ne s'agit pas, comme en France, de fixer un taux
« immuable de l'intérêt, mais d'arrêter un maximum au
« delà duquel un prêteur ne sera plus supposé avoir fait
« acte de loyale transaction ou d'honnête contrat. Jus-
« qu'à ce maximum, les tribunaux n'auraient pas à
« apprécier les clauses prévues, mais au delà ils dispose-
« raient d'un pouvoir d'investigation et d'appréciation
« qui leur permettrait de punir, d'annuler ou de modifier
« les conventions excessives et, dans tous les cas, d'ac-
« corder des délais de paiement compatibles avec notre
« législation.

« En ramenant à un taux modéré l'intérêt de l'argent,
« vous conjurerez la méfiance qu'éveille fatalement chez
« les capitalistes de la métropole l'élévation des taux
« usités en Tunisie.

« Votre Commission d'administration vous propose,
« en conséquence, d'émettre le vœu :

1° Que le Gouvernement fixe par décret, en se réservant le droit de modifier ce chiffre suivant les variations du crédit local, le taux maximum de l'intérêt en Tunisie;

2° Qu'en ce qui concerne les prêts suspects d'avoir été consentis à un taux supérieur à ce maximum, les tribunaux disposent d'un pouvoir d'appréciation et d'investigation très étendu, les mettant en mesure d'analyser, d'examiner de très près les conventions des parties et leur laissant la faculté d'en modifier à leur gré, voire d'en annuler les clauses, tout au moins d'accorder à l'emprunteur les délais de paiement qui leur paraîtraient justifiés.

Le secrétaire du Gouvernement tunisien dit que l'usure est surtout une exploitation abusive des besoins de l'emprunteur. Ce délit est aussi caractérisé par la *simulation* et la *clandestinité*. Si l'on faisait une loi sur l'usure, il serait à craindre que cette loi ne restât lettre morte, les contractants s'entourant de précautions de nature à empêcher la constatation des faits.

D'autre part, la fixation du taux maximum et mobile de l'intérêt serait une mesure délicate, car elle comporterait une appréciation par l'Etat de la valeur du service rendu, valeur qui peut être singulièrement variable dans ce pays.

En fait, dans les pays où le délit d'usure est légalement constitué, il n'y a ni poursuites, ni condamnations pour faits d'usure¹. On ne voit pas non plus que la fixation d'un maximum d'intérêt y ait produit un abaissement du loyer de l'argent.

Aussi, serait-il préférable de renoncer à fixer un taux maximum de l'intérêt et de se borner à étudier les moyens de donner aux tribunaux la possibilité de rechercher si les contrats passés sont dolosifs et de prononcer des sanctions, cette solution semble devoir être plus efficace.

Il faut permettre aux tribunaux de rechercher la mora-

¹ Ce phénomène est constaté même en Allemagne.

lité des contrats et il s'établira une jurisprudence en harmonie avec les conditions économiques et qui tiendra compte de divers facteurs que l'administration ne peut apprécier sans paraître sortir de son rôle. Au contraire, fixer un maximum, ce serait risquer qu'il ne devienne le taux normal courant, au-dessous duquel on ne trouverait plus à emprunter.

Le Résident général estime que le législateur doit prendre des mesures propres à amener un abaissement du taux de l'intérêt par le jeu naturel et normal des lois économiques, c'est-à-dire en favorisant l'apport des capitaux, en organisant des institutions de crédit, en assurant la sécurité aux capitaux. En Tunisie, le gage immobilier s'organise progressivement, et dans des conditions excellentes, par le développement de l'immatriculation. Il faut travailler à le rendre plus rapide et plus facile pour entrer plus vite en possession de cette base si solide du crédit public.

Puis, sur une observation du Résident général disant qu'une décision comme la fixation du taux de l'intérêt demanderait une étude beaucoup plus longue, les deux questions suivantes résumant les conclusions du rapporteur sont mises successivement aux voix et adoptées à l'unanimité des votants :

1^o *Y a-t-il lieu de faire une loi sur l'usure ?*

2^o *Faut-il fixer un taux maximum de l'intérêt ?*

Les Tunisiens ne veulent pas profiter de l'expérience législative déjà tentée en Algérie, sans aucun succès, et les paroles du rapporteur du projet de loi constituent plutôt un cours de morale qu'un exposé méthodique s'inspirant uniquement des enseignements de la science économique moderne.

Dussions-nous être compris parmi les « timorés »,

nous ne retenons comme arguments sérieux et conformes à la réalité que ceux qui ont été exposés par le secrétaire général du gouvernement tunisien et ceux qui ont été donnés par le Résident général.

Le reste est séduisant, mais singulièrement dangereux, au point de vue des conséquences économiques que cela entraînerait.

Le législateur ne peut que se conformer aux nécessités économiques d'un pays, sans avoir la prétention d'en modifier à sa guise les courants. Et les mesures restrictives, qu'il a édictées en tout lieu et en tout temps, inspirées, d'ailleurs, par l'intérêt général, n'ont subi que des échecs en matière économique. Ces mesures donnent lieu aux mêmes résultats que la fameuse loi Gresham en matière de monnaie. Les mauvais capitalistes courant plus de risques que les bons les éliminent forcément en multipliant les procédés dissimulés dont seul, en définitive, l'emprunteur subit les conséquences.

Les Délégations financières d'Algérie ont été saisies également, en 1907, d'une question relative à l'usure. Sans avoir la même prétention que la Conférence consultative de Tunis, de chercher à couper court à toute pratique usuraire par des moyens illusoires, cette assemblée a été invitée à émettre un vœu pour soumettre la rahnia à une réglementation sévère, qui consisterait à l'assimiler purement et simplement à l'antichrèse, telle qu'elle est conçue par le Code civil français. Voici quelques passages du rapport sur le vœu présenté par un délégué financier¹ :

La rahnia correspond, en droit français, à l'antichrèse, mais alors que chez nous l'idée en est excellente, généreuse et paternelle, le

¹ Délégations financières, séance du 25 mars 1907.

Coran, ou plutôt les commentateurs, sous le masque de ces mêmes idées, en ont fait un vol légal¹.

En droit français, l'antichrèse est un contrat par lequel un débiteur n'ayant plus les moyens de mener ses affaires, remet à son créancier ses immeubles pour les administrer. Le créancier perçoit les revenus, paie les charges et impute le disponible sur les intérêts de la créance et subsidiairement sur le capital, et il rend compte annuellement de sa gestion toute gratuite, en un séquestre volontaire qui prend fin aussitôt l'extinction intégrale de la dette, époque à laquelle le fonds est rendu au débiteur.

La rahnia, elle aussi, est un séquestre volontaire, mais elle naît presque toujours avant la dette et a été inventée pour garantir cette dette ; mais, comme le Coran interdit le prêt à intérêt, on ne peut convenir que les fruits perçus se compenseront avec les intérêts ; les indigènes tournent la difficulté en disant que le prêteur percevra les fruits et revenus sans être astreint à aucun compte en représentation de ses intérêts et qu'il restituera l'immeuble contre le remboursement du capital. Dès lors, l'usure peut se donner libre jeu, la totalité des fruits étant acquise au prêteur qui n'en doit pas compte, et l'on arrive à des taux scandaleux.

Il est donc urgent, indispensable que la mesure préconisée soit appliquée, et il y a tout lieu d'espérer que les dispositions nécessaires seront insérées dans le projet de codification du droit musulman ; mais, en attendant et pour parer au plus pressé, l'administration doit se servir des armes qu'elle a déjà en son pouvoir.

L'article 3 du décret du 17 avril 1889 dit que la renonciation par les indigènes musulmans à l'application de leurs lois et coutumes résulte, à moins de déclaration contraire, de la réception de la convention originaire par un officier public français, et la jurisprudence tend de plus en plus à élargir la portée de cette disposition.

Enfin, le décret du 29 janvier 1898 édicte une série de dispositions contre l'usure qui sont, à notre avis, applicables de plein droit à l'espèce qui nous occupe.

Dans ces conditions, nous estimons qu'en vertu de ce dernier décret, on peut dès maintenant réprimer les effets désastreux de la rahnia, et nous vous proposons de renvoyer d'extrême urgence à l'administration le vœu suivant et le présent rapport, en lui demandant de prier M. le Procureur général :

¹ C'est la pratique qui a fait du rahn (gage), ce qu'il est, avec, souvent, la complicité du droit français. Les auteurs et non les commentateurs ont imposé des prescriptions gênantes. Ils n'ont pas organisé « un vol légal. »

1° D'adresser à tous les parquets une circulaire leur rappelant que le décret sur l'usure doit s'appliquer à tous les contrats de rahnia.

2° Et à tous les officiers ministériels, y compris les cadis des instructions leur enjoignant de ne prêter leur concours à des contrats de rahnia qu'en conformité du décret de 1898, c'est-à-dire à la condition expresse que ces contrats stipulent la compensation légale du Code civil français.

Le décret de 1898 défend de prêter à plus de 8 pour 100. Or, dans l'antichrèse, on ne sait pas quel est le taux adopté. Une simple circulaire aux notaires et surtout aux cadis pourrait interdire l'antichrèse que les commentateurs ont implantée dans le Code musulman.

Ce vœu, comme le projet de la Conférence consultative de Tunis prétend, lui aussi, quoique ne visant que l'un des contrats les plus répandus, enrayer le mal par une simple circulaire adressée aux officiers ministériels français et aux cadis¹. Il rappelle les dispositions de la loi de 1898 sur l'usure et en attend beaucoup.

Toutes ces manifestations ne sont intéressantes que par l'indignation que soulèvent les progrès de cette plaie sociale. Leur intérêt se borne là. Elles ne constituent nullement des moyens susceptibles de remédier à la situation présente. Ce sont des remèdes empiriques qui n'auront pas plus d'effet qu'un « cautère sur une jambe de bois », car dit un proverbe arabe, c'est « appliquer le fer rouge sur la tête, tandis que le mal est dans les reins ».

« Quand on voudra sérieusement pourchasser les « usuriers, dit M. Maurice Colin², il faudra s'en prendre « aux causes qui engendrent l'usure ; il faudra s'efforcer « surtout de modifier et d'améliorer la situation écono- « mique fâcheuse dont l'usure est l'indice. »

Les causes de l'usure étant multiples, on ne saurait la

¹ On oublie que le plus grand nombre des conventions de ce genre ont lieu soit verbalement, soit par acte sous seing privé. Cf. *supra*, p. 143 et suiv.

² Maurice Colin, *Quelques questions algériennes*, p. 279.

restreindre et non la faire disparaître, qu'en étudiant ces causes elles-mêmes¹. C'est un mal social qu'on ne peut combattre que par des mesures préventives et non par des moyens répressifs. Il faut, comme pour l'assainissement d'une ville ou d'une région, procéder à un assainissement économique en développant l'instruction d'une manière générale et en faisant connaître davantage les institutions de prévoyance et de crédit déjà existantes.

Dans une de ses réunions, la Société des agriculteurs d'Algérie² a émis un vœu qui a abouti à celui des délégations financières. Les considérants qui ont motivé ce vœu sont tout particulièrement intéressants et il est regrettable que l'idée qui l'a inspiré n'ait pas été exprimée et développée plus longuement.

Le gouverneur général de l'Algérie venait d'adresser une circulaire aux administrateurs leur recommandant de développer le plus possible les sociétés de prévoyance, comme étant un des meilleurs moyens de combattre l'usure. Oui, a-t-on dit, c'en est un, mais il faut également supprimer les contrats usuraires, et l'anti-chrèse arabe (rahnia) est le type de ceux-ci.

Cependant, a-t-on ajouté, il est indispensable de donner aux indigènes des moyens et des facilités pour obtenir un peu de crédit et améliorer leurs exploitations agricoles. Cette dernière idée exprimée par la Société d'agriculture d'Algérie³ est le langage de la raison même. C'est là qu'il faut agir au plus vite pour mettre un terme à une situation qui est grosse de dangers.

¹ *Bulletin de la Société des agriculteurs d'Algérie*, 15 mars 1907.

² Cf. la belle étude de M. Brants, *op. cit.*

³ Dans le rapport qui développe la nécessité du vœu exprimé par cette Société, il est dit que le *Coran* défend, non d'emprunter, mais de prêter à intérêt. C'est là une erreur absolue.

Le paupérisme de la masse indigène doit retenir l'attention de tous ceux qui comprennent que les intérêts des différentes races qui vivent sur le sol algérien sont absolument solidaires les uns des autres¹.

« Le plus grand danger pour ce pays, dit Burdeau², en parlant de l'Algérie, ce serait qu'il s'y formât un prolétariat indigène, une armée de déclassés, sans feu ni lieu, prêts au brigandage et à l'insurrection. »

C'est ce que remarque également M. Maurice Pouyanne en écrivant que : « les accapareurs (de terres) qui n'améliorent pas, ne font que rejeter les propriétaires indigènes dans le prolétariat et la misère. C'est là, dit-il, que réside la cause véritable des dangers de la question agraire en Algérie³ ».

Une situation analogue à celle qui nous occupe a attiré l'attention du parlement anglais en ce qui concerne la population rurale du Pendjab dans l'Inde. Depuis une cinquantaine d'années que l'Angleterre y gouverne, le même phénomène économique s'est produit en ce qui touche les aliénations considérables de terrains consenties par les habitants du Pendjab à leurs créanciers. Il s'agit là-bas, comme chez nous, de populations musulmanes très attachées au sol dont elles vivaient depuis de nombreux siècles. Cette population s'est trouvée d'une part surprise par la civilisation moderne et, d'autre part, en lutte économique avec les Hindous qui eux forment une classe de marchands et d'usuriers de village⁴.

¹ Boyer-Banse, *la Propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville*.

² Burdeau, *l'Algérie en 1891*, p. 190.

³ M. Pouyanne, *la Question agraire en Algérie (Questions diplomatiques et coloniales, 1^{er} décembre 1901)*.

⁴ Usborne, *la Question agraire dans le Pendjab (Questions diplomatiques et coloniales, 1^{er} avril 1901)*.

Dans les trente dernières années, 20 pour 100 environ des paysans, du Pendjab se sont vu dépossédés de leurs terres par les usuriers qui ont trouvé, devant les tribunaux anglais, des défenseurs tout indiqués.

Un bill adopté par le parlement anglais apporta une restriction au libre commerce de la terre. Il exigea la sanction officielle d'un agent du fisc pour qu'un paysan pût vendre sa terre à un commerçant. Le paysan ne reste libre de l'aliéner qu'à un autre paysan du même district ou de la même tribu.

En outre, on ramèna à trois types toutes les formes d'hypothèques jusqu'alors admises et qui étaient comprises sous la dénomination de *be'i el wafa*¹ ou *vente avec réserve*, qui ne sont autres que des variantes de la tsénia si connue en Algérie sous le nom impropre de vente à réméré. Les types d'hypothèques désormais seuls reconnus sont ainsi déterminés :

1° L'hypothèque avec usufruit et remise de possession au profit du créancier. Elle n'a qu'une durée de vingt ans. A l'expiration de ce délai, la dette est éteinte *ipso facto* et la terre retourne au débiteur ;

2° L'hypothèque sans possession ;

3° L'hypothèque par laquelle le débiteur conserve la possession de la propriété nantie et n'en peut être dessaisi qu'à défaut de paiement du loyer. Il recouvre la plénitude de son droit de propriété en acquittant le montant de l'hypothèque.

Enfin, en ce qui touche les baux, aucun paysan ne peut louer à bail pour plus de vingt ans. Le même propriétaire ne peut pas, à moins d'une autorisation spéciale, hypothéquer le produit de sa terre pour plus d'une année. Le

¹ Voir *supra*, p. 97.

bill, en question, ne visant que la classe des agriculteurs, il s'ensuit que les commerçants et autres qui ne le sont pas conservent, sans aucune restriction, la faculté de disposer de leurs droits immobiliers.

L'intervention de l'Etat anglais dans cette question a soulevé de graves objections et l'auteur de l'étude à qui nous empruntons ces renseignements les fait ressortir, avec beaucoup de justesse. Les arguments qu'il fait valoir sont à quelque chose près ceux que nous avons émis contre la prétention de chercher un remède dans les mesures législatives.

Il dit que le paysan du Pendjab en faveur duquel cette loi a été votée craint que la valeur de la terre ne soit diminuée par cette entrave à la libre circulation des biens.

Les prêteurs y sont opposés par ce qu'elle les empêche de placer leur épargne sur des immeubles et, enfin, la classe des marchands appréhende cette intervention de l'Etat dans des transactions librement consenties par des particuliers.

Sans chercher à expliquer, comme l'a fait M. Usborne, le mobile qui a fait agir ainsi le législateur anglais par un sentiment purement humanitaire, que nous ne saurions admettre sans beaucoup de réserves, il faut voir là une mesure propre à assurer à la domination britannique des moyens de contrôle sur les diverses races qui peuplent l'Inde. Moyens perfectionnés et chers à la politique anglaise, dont le principe essentiel consiste à opposer les uns aux autres les éléments dont se compose la population de cet immense empire. Le jeu de l'Angleterre se trouve singulièrement favorisé par la diversité des religions qui serviront pendant longtemps encore comme générateurs de conflits présents et à venir.

Sans nous attarder outre mesure sur les avantages ou

les inconvénients de l'intervention de l'Etat dans une question de cette nature, il ressort suffisamment de ces développements que le problème économique et social qui nous occupe est délicat et comporte, non point une seule mais, plusieurs solutions en raison même des divers facteurs à considérer.

Cependant la législation anglaise, à l'opposé de la législation française se contente d'accepter les divers contrats en usage pour les soumettre à une réglementation plus conforme au droit moderne.

CHAPITRE II

LA LUTTE CONTRE L'USURE

LES INSTITUTIONS DE CRÉDIT MUTUEL

SECTION I

LES SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE ET DE SECOURS MUTUELS

L'usure, cette grande plaie sociale, a sévi en Algérie, peut-être plus qu'ailleurs. Elle ne date certes pas de l'occupation française, mais on peut dire que le mal a empiré depuis le contact brusque des deux civilisations, l'une moderne et mobile, et l'autre arrêtée brusquement depuis un certain nombre de siècles.

Les Etats européens en général, et la France, en particulier, ayant pris leur essor commercial et industriel depuis le ^{xvii}^e siècle, avaient pour eux l'avantage de la vitesse acquise, tandis que les musulmans attardés dans les conceptions économiques surannées des jurisconsultes ont vu se précipiter leur décadence politique et sociale. A cela, il faut ajouter l'œuvre législative et les conséquences funestes d'une longue lutte armée qui achevèrent l'œuvre de désagrégation commencée par la superposition des deux races. Les indigènes luttèrent pendant longtemps, mais ne disposant que d'armes inégales, l'issue de la lutte devait être ce qu'elle a été, ce qu'elle est encore à l'heure actuelle.

L'éducation économique et politique, l'esprit d'associa-

tion et enfin la suprématie de la race conquérante, maintenue, fortifiée, encouragée, devaient tôt ou tard lui assurer une victoire facile et peut-être non définitive.

En effet, les besoins de la colonisation chaque jour plus exigeants, plus étendus, mieux protégés, taillaient en plein drap dans l'immense domaine algérien enserrant la masse indigène dans des limites de plus en plus restreintes. Et cela avec d'autant plus de facilité que l'ignorance est totale, aveugle chez les détenteurs du sol qui n'ont été, pendant de nombreuses années, qu'un bloc amorphe.

Si la production et par suite les besoins de la société indigène étaient peu étendus, les transactions ne pouvaient guère prendre qu'un développement relatif. La production demeurait purement domestique, et la tribu ou la famille ne demandait au sol que le strict nécessaire. L'idéal social était ainsi vite réalisé, puisque la formule en était peu compliquée. On n'y connaissait pas les graves problèmes économiques et sociaux que la civilisation moderne, avec son allure effrénée, impose comme un cortège de revendications sans cesse grandissantes à l'attention toujours en éveil des peuples européens. Les besoins de ces derniers croissant constamment, la lutte économique devient de plus en plus âpre. Aussi, dès qu'ils se trouvent en présence d'un peuple attardé, arrivent-ils très vite à le dominer, à l'assujettir. Et alors, malheur à ce dernier s'il ne s'aperçoit pas à temps de son infériorité.

Voilà la situation que l'on constate en Algérie où un certain antagonisme latent existe entre les deux races. On n'a pas habitué l'indigène à participer plus effectivement à l'œuvre commune et, quoi qu'on dise, malgré les énormes progrès accomplis par l'élément français dans ce pays, ils

n'ont pas profité dans une mesure équitable à l'indigène dont la situation ne prospérait guère jusqu'en ces dernières années. De sorte qu'il y a une note discordante dans cette prospérité générale, un rouage qui grince dans la machine algérienne.

Nous avons dit que l'occupation française en Algérie a largement contribué au développement de l'usure comme cela arrive dans tous les pays nouvellement acquis à l'exploitation méthodique moderne. Les capitaux sont très recherchés et les conditions générales de sécurité, de paix, d'organisation qu'ils exigent préalablement pour s'offrir n'étant pas encore bien assurées, on doit, pour les attirer, multiplier les garanties qui se résument toutes dans un taux très élevé de l'intérêt promis.

Les colons français recrutés un peu n'importe comment, arrivaient presque sans capitaux. Or, pour mettre en valeur les terres mises à leur disposition, il leur fallait en trouver coûte que coûte, et de là à recourir aux usuriers, il n'y avait qu'un pas. De plus, la liberté du taux de l'intérêt était consacré par l'ordonnance du 7 décembre 1835. Dès lors, l'usure sévit sur la population entière¹. Tandis que les indigènes, moins prévenus contre les conséquences des emprunts faciles et improductifs se laissent tenter, confiants, suivant leur optimisme traditionnel, les européens plus avisés, plus actifs, mieux protégés, en souffrent beaucoup moins, et le mal qui se traînait d'abord d'un pas chancelant, a pris des allures plus décidées. Tandis que les formes d'usure spéciales aux indigènes portent sur le prêt sur gage et le prêt pour achat de semences, la vente à crédit des denrées de première nécessité, les formes spéciales aux populations

¹ Gourgeot, *les sept Plaies de l'Algérie*.

européennes et en particulier française, c'est le prêt hypothécaire. Son importance a fait l'objet d'une déclaration au Sénat, par M. Tirman, ancien gouverneur général de l'Algérie, le 27 février 1891, date à laquelle la *dette hypothécaire algérienne s'élevait à 700 millions*. Plusieurs moyens furent proposés pour remédier à cette situation inquiétante dont un consistait tout simplement *à considérer les indigènes et les colons comme mineurs et d'appliquer à l'Algérie le décret du 17 mai 1808 sur les prêts usuraires*. On a proposé aussi de donner plus d'élasticité à la Banque de l'Algérie et de multiplier les Comptoirs d'escompte. Mais M. Franck-Chauveau déclara¹ que ces institutions fort utiles aux colons ne l'étaient pas aux indigènes. Ils étaient trop chers. Ce qu'il fallait c'était multiplier les caisses de prévoyance qui existaient déjà pour leur permettre de parer aux désastres des mauvaises années.

Origine des Sociétés de Prévoyance.

On sait que de tout temps les Arabes mettaient leurs réserves de grains dans des silos à proximité de leurs campements. Généralement chaque famille ou tribu avait les siens propres et, en principe, les réserves ainsi constituées appartenaient à un groupement déterminé.

Cet usage fut remarqué et apprécié par les premiers colons qui se sont fixés dans les environs d'Alger² dès 1832. Ainsi, on cite le cas d'un M. de Tonnac qui, sur cha-

¹ *Journal officiel*, 28 mai 1891.

² Rouire, les Colons de l'Algérie (*Revue des Deux Mondes*, 15 septembre, 15 octobre 1901).

que récolte, prélevait une part qu'il offrait au chef de la Zaouïa (établissement religieux). Il le faisait ostensiblement afin de montrer aux Arabes qu'il partageait leur manière de faire et qu'il se faisait un devoir d'imiter leur exemple. Le grain était mis dans des silos et constituait des réserves en prévision des années de disette pour secourir les pauvres fellahs nécessiteux.

C'est l'administration militaire qui prit l'initiative de tirer parti de cette institution embryonnaire.

En 1847, le capitaine d'état-major Lapasset, alors chef du bureau arabe de Ténès eut l'idée de créer des silos dits de « prévoyance pour les tribus ». Cela pouvait servir à deux fins, pensait-il; prêter des semences aux cultivateurs nécessiteux au moment des labours et s'assurer un approvisionnement en vue des mauvaises années. Mieux que cela, cette création pouvait faciliter la répression des soulèvements toujours à prévoir, en assurant ainsi aux troupes en campagne un moyen de ravitaillement tout indiqué. On en priverait, à titre de représailles les tribus en révolte. C'était donc un instrument économique et surtout politique de premier ordre, une arme à deux tranchants. On en créa un peu partout, autour des villes et des postes militaires. La gestion en était confiée aux chefs indigènes sous le contrôle des officiers des tribunaux arabes.

Les silos de *prévoyance pour les tribus* furent d'abord alimentés par une taxe qui remplaçait la contribution volontaire à laquelle les Indigènes étaient accoutumés.

Une charrue arabe payait une contribution de 25 kilos de blé ou 50 kilogrammes d'orge suivant la récolte. Pour 100 kilogrammes prêtés on devait en rendre 150. Mais on se détourna vite du but que l'on s'était proposé et les réserves ainsi constituées furent si souvent utilisées pour

les besoins des troupes en campagne que lorsque survint la terrible famine de 1867, il n'y avait plus rien au fond des silos de prévoyance.

On organisa néanmoins, en 1868, des silos de réserve un peu partout et l'ont fit appel à la charité publique. Cependant, en cette année de triste mémoire, dont la famine a laissé dans l'esprit des musulmans un cruel souvenir qui est loin de s'effacer, fut créée la première « Société de crédit et de secours » dans la subdivision de Miliana¹ (15 avril 1867). Elle fut autorisée par le maréchal de Mac-Mahon pour une année.

Les membres de la Société, exclusivement indigènes, versaient chacun une cotisation mensuelle de 1 franc. Les prêts en nature ne pouvaient pas s'élever au-dessus de 5 *ç'a*² d'orge ou 3 de blé ; quant aux prêts en numéraire, ils ne devaient pas dépasser le chiffre de 250 francs pour un délai qui variait entre un minimum de six mois et un maximum d'un an avec un intérêt de 5 pour 100. Le taux de l'intérêt du prêt en nature consistait en un demi-décalitre pour chaque *ç'a* d'orge ou de blé.

L'initiative de cette institution est due au général Liébert qui eut bientôt des imitateurs.

Avec les événements de 1870-1871, l'œuvre est compromise. A part quelques Sociétés créées dans l'interval, surtout dans le département d'Alger (Boghari, Médéa, annexe d'Alger, Orléansville), il faut attendre l'année 1882 pour améliorer l'organisation si péniblement commencée. A côté des réserves en nature, on créa des caisses alimentées par des cotisations en argent. Quatre ans plus tard, en 1886, une circulaire de M. Tirman,

¹ Lecoq.

² Le *ç'a* est une mesure de capacité pour les céréales qui varie selon les régions. A Miliana elle vaut environ 5 doubles décalitres.

alors gouverneur général, décida la création d'une « caisse de prévoyance » dans toutes les communes mixtes de l'Algérie¹.

Enfin, la loi du 14 avril 1893 reconnaît « les Sociétés indigènes de prévoyance de secours et de prêts mutuels » comme établissements d'utilité publique. La même loi, dans son article 8, détermine les limites dans lesquelles peuvent se mouvoir les nouvelles Sociétés qui jouissent depuis de la personnalité civile. Voici en quelques mots en quoi consistent leurs attributions :

Elles peuvent ester en justice et obtenir l'assistance judiciaire, posséder des objets mobiliers, recevoir des dons en nature ou en argent des particuliers et des subventions de l'Etat, des départements, des communes et des sociétés agricoles de bienfaisance, contracter des emprunts auprès d'autres sociétés indigènes de prévoyance, placer leurs fonds libres à la Caisse des Dépôts et Consignations en compte courant disponible. Enfin, elle peuvent opérer des placements productifs avec leur argent disponible.

Leurs opérations sont soumises aux inspections des agents des finances et à la sanction d'une Commission de surveillance fonctionnant dans chaque département (art. 10 et 11).

Une Assemblée générale des membres de la Société réunie à cet effet et à la demande du tiers des sociétaires peut seule en prononcer la dissolution à la majorité absolue des sociétaires.

ÉTAT ACTUEL. — Depuis 1893, le développement des Sociétés de prévoyance a été constant. Les rapports annuels

¹ Lecoq.

publiés par les soins du gouvernement général de l'Algérie constatent les progrès considérables déjà accomplis et qui permettent d'escompter, dans une période peut-être très rapprochée de nous, un notable relèvement dans la situation économique de la masse des Indigènes. Quelques chiffres comparatifs feront mieux apprécier l'étendue des résultats obtenus en si peu de temps au triple point de vue du nombre des Sociétés, du chiffre de leurs membres et enfin des capitaux dont elles disposent.

ANNÉES	NOMBRE		
	DE SOCIÉTÉS	SOCIÉTAIRES	CAPITAUX
1886. . . .	44	60.293	1.698.322 39
1890. . . .	70	185.030	3.788.593 30
1896. . . .	77	243.199	5.803.971 08
1901. . . .	137	363.695	9.623.593 76
1907. . . .	189	466.207	15.208.897 »

Les derniers chiffres ont été publiés par M. Varnier¹, auteur du rapport qui embrasse la période comprise entre le 1^{er} octobre 1906 et le 30 septembre 1907.

Ces chiffres se passent de tout commentaire. Il faut remarquer que la production des céréales a été au-dessous de la moyenne, cette année-là, et on a dû recourir à l'importation d'une grande quantité de grains de Russie et d'Amérique. Aussi, la population musulmane dont la situation est intimement liée à la qualité de la récolte a-t-elle souffert de cette insuffisance dans la production.

Les Sociétés de prévoyance pour parer à cet état de choses ont distribué en secours, c'est-à-dire à fonds perdus 147.542 francs, somme relativement insi-

¹ Varnier, *Rapport annuel sur les Sociétés indigènes de prévoyance*.

gnifiante. Quant aux adhérents, les avances qu'on leur a faites se sont élevées à :

7.952.685 francs dont on a recouvré 7.925.664 francs.

Sous l'impulsion de M. Jonnart, les Sociétés de prévoyance évoluent d'une façon extrêmement heureuse et c'est par là, à notre avis, qu'il fallait se diriger depuis longtemps. Les sociétés de prévoyance s'érigent de plus en plus en sociétés éducatrices. C'est seulement en procédant de cette façon qu'on apprendra aux Indigènes à mieux tirer parti de leurs terres, condition initiale de toute amélioration matérielle et morale. Agir ainsi, c'est poursuivre dans leurs derniers retranchements toutes les causes d'où dérivent ces plaies sociales qui s'appellent l'usure, l'insécurité, etc.; en un mot, lutter contre la source de beaucoup de maux sociaux, le paupérisme.

Depuis peu de temps, ces Sociétés procurent à leurs membres, à titre de prêt en nature ou en argent, des grains de semences sélectionnés, des instruments aratoires perfectionnés, des charrues surtout, et même des bêtes de labour. Aussi, les procédés agricoles rationnels commencent-ils à être adoptés par les Indigènes qui abandonnent petit à petit les moyens rudimentaires auxquels semblait les vouer pour l'éternité, une routine ancestrale.

Puisse l'œuvre ainsi commencée être dirigée dans toutes les directions susceptibles de provoquer l'amélioration rapide et harmonieuse des conditions économiques des musulmans algériens.

Critiques adressées à ces Sociétés.

Malgré les résultats constatés, on ne peut malheureusement pas dire que cette institution soit à l'abri de toute critique. C'est évidemment la destinée de toute œuvre humaine, la perfection, dit-on, n'étant pas de ce monde.

On a dit, avec raison, que les Sociétés de prévoyance ne rendaient de services qu'à ceux-là mêmes à qui on pouvait faire confiance ailleurs. De plus les agents indigènes chargés de renseigner l'administration sur la solvabilité des emprunteurs favoriseraient leur clientèle au détriment de leurs adversaires. Enfin, on les accuse de prélever une part assez importante sur les sommes empruntées par leurs administrés. Ils feraient ainsi payer leur rôle « d'honnêtes courtiers ».

La question est extrêmement délicate, mais il est certain que cela existe et malheureusement le peuple arabe est indignement exploité mais pas uniquement par ces agents. A notre avis, la faute incombe à l'Arabe lui-même qui trouve toute naturelle cette façon d'agir à son égard, son éducation laissant à désirer à ce point de vue.

La faute en est aux chefs indigènes qui ne comprendraient pas qu'il pût en être autrement. La faute incombe enfin à l'administration française qui paye généralement assez mal les agents indigènes et qui n'apporte pas à leur recrutement toute la sévérité requise.

On a peut-être exagéré, bien qu'il soit impossible d'émettre une opinion absolue sur cette question et malgré ces graves lacunes et ces incertitudes déconcertantes, on ne peut pas dire que les Sociétés de prévoyance aient totalement manqué leur but. Cependant il importe d'ajouter que le succès incontestable de

cette institution, éminemment bienfaisante, soit dû uniquement au libre consentement des indigènes. En effet, la pression administrative a été et sera longtemps encore nécessaire. Nous approuvons sans réserve cette pression et nous la souhaiterions pour bien d'autres œuvres.

D'après M. Maurice Pouyanne¹, le taux de 5 o/o qu'exigent les Sociétés de prévoyance ne serait qu'apparent. Il détermine ainsi la part de chacun des intermédiaires indigènes qui sont appelés à fournir des renseignements sur la solvabilité d'un emprunteur :

Le chef de fraction (cheïkh)	2 fr.
Le khodjâ (secrétaire) du caïd	2
Le caïd	5
Le conseil de la Djema'a (<i>touche dans les prêts supérieurs</i>)	»
Le khodjâ de la Com. mixte	2
La caution	5
L'intérêt légal	5
TOTAL.	<u>21 fr.</u>

Ainsi le taux de l'intérêt serait de 21 o/o au lieu de 5 o/o comme cela devrait être. C'est beaucoup, mais en admettant même que ces données se rapprochent de la vérité, et nous les considérons comme telles, elles constitueraient un progrès économique incontestable si on les comparait aux taux autrement iniques prélevés par les particuliers.

D'ailleurs les établissements financiers eux-mêmes, malgré toutes les garanties offertes par les emprunteurs, ont souvent prêté à des taux très élevés. M. Pauliat a dénoncé, en 1891, à la Chambre des députés, les prêts usuraires consentis par le Comptoir d'Escompte de Tizi-Ouzou (département d'Alger), dont le taux atteignait

¹ Maurice Pouyanne, la Question agraire en Algérie. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1^{er} décembre 1901).

17 0/0, taux qui a été ramené à 12 0/0, ce qui est encore relativement élevé.

Donc, de toute façon, les résultats obtenus par l'institution des caisses de prévoyance sont remarquables malgré les graves critiques dont elles peuvent être l'objet. Ces inconvénients tiennent à des causes qu'il est peut-être malaisé de supprimer, mais avec le temps on peut espérer qu'ils s'atténueront sensiblement.

Ce qu'il faut retenir pour le moment, c'est que le chiffre énorme des sociétaires représente le onzième de la population musulmane de l'Algérie. Ce nombre est appelé à une augmentation constante ainsi que les capitaux en réserves.

Cependant, le caractère même de l'œuvre et son but lui assignent une limite qu'on ne pourra bientôt plus dépasser. En effet, comme leur nom l'indique, ce sont avant tout des caisses de prévoyance et en raison même du nombre considérable de leurs adhérents et de l'importance peu élevée des capitaux accumulés, la moyenne des prêts ne sera jamais que relativement faible. On estime cette moyenne à 50 francs, ce qui est évidemment insuffisant pour ne pas chercher mieux.

Tout en maintenant cette institution qui répond à un besoin réel, urgent, de la grande masse des fellahine indigènes, on pourrait développer une autre institution de crédit susceptible de rendre des services plus étendus. C'est des caisses de crédit agricole que nous voulons parler. Dans quel but ont-elles été créées. C'est ce que nous allons étudier.

SECTION II

DU CRÉDIT AGRICOLE

Qu'est-ce qu'une caisse de crédit agricole ? C'est, dit le *Guide pratique pour la création et l'administration des Caisses de crédit agricole*, publié par le Ministère de l'Agriculture¹, « une institution qui a pour but de permettre aux agriculteurs (membres d'une caisse locale) d'obtenir aux conditions les plus avantageuses des fonds applicables aux opérations de leur profession ».

Or, la population musulmane de l'Algérie et de la Tunisie étant surtout agricole, cette institution pourrait contribuer, dans une très large mesure, à l'amélioration de sa production et à son éducation économique. Ce que l'évolution actuelle des Sociétés de prévoyance tend à faire depuis ces dernières années, les Caisses de crédit agricole le font exclusivement. Elles procurent aux cultivateurs soucieux de bien faire, mais dont les moyens sont très réduits, l'aide nécessaire pour acquérir des instruments perfectionnés, des semences sélectionnées, des engrais chimiques et même du bétail. De plus, et ce serait là un remède efficace contre l'usure, elles prêtent à longue échéance au moment même où les fellahine commencent leurs travaux préliminaires, jusqu'à l'époque des récoltes, c'est-à-dire de la fin de l'automne à l'été. Tel est le but de cette merveilleuse création, dont le principe de constitution est basé comme celui des Sociétés de prévoyance sur la mutualité des membres d'une même caisse.

¹ Paris, Imprimerie Nationale, 1907.

Ce système fonctionne depuis longtemps en Allemagne et en Italie où il a donné des résultats considérables.

Origine des Caisses de Crédit agricole.

L'origine des Caisses de crédit agricole est dans la loi du 21 mars 1884, qui a permis aux agriculteurs de se grouper en Syndicats en vue de la défense de leurs intérêts économiques. Puis dans la loi du 5 novembre 1894 qui a autorisé la totalité ou une partie des membres des Syndicats professionnels agricoles de former des Sociétés de crédit agricole dont l'objet exclusif est de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole, effectuées par ces Syndicats ou leurs membres. Ces Caisses jouent le rôle de véritables banques et de Caisses d'épargne. Aussi elles peuvent recevoir des dépôts de fonds en comptes courants, avec ou sans intérêts, des agriculteurs et des membres des Syndicats.

La loi du 20 juillet 1895 sur le régime des Caisses d'épargne (art. 10), a permis à ces dernières de consacrer le cinquième de leur capital et la totalité de leurs revenus à des prêts aux Sociétés de crédit agricole. Or, les Caisses d'épargne ayant un capital personnel de près de 92 millions de francs, c'est donc une somme d'environ 20 millions, sans compter les revenus annuels, qui pourrait servir au crédit agricole.

Par la loi du 17 novembre 1897, portant renouvellement du privilège de la Banque de France, il est stipulé, par une convention intervenue entre cet établissement et l'Etat, qu'elle avancerait à ce dernier, *sans intérêts et pour toute la durée de son privilège une somme de 40 millions*. En outre, elle verserait chaque année et par semestre, à partir du 1^{er} janvier 1897, jusques et y compris

l'année 1920 (date de l'expiration du privilège de la Banque), *une redevance égale au huitième du taux de l'escompte par le chiffre de la circulation productive sans que cette redevance puisse jamais être inférieure à 2 millions.*

Le total des sommes versées à ce titre au 15 juillet 1907, dépassait le chiffre de 45 millions qui joint aux 40 millions formaient une somme globale de 85 millions mis gratuitement à la disposition du crédit agricole¹.

La Banque de France escompte depuis les lettres de change et autres effets de commerce à ordre souscrits par des Syndicats agricoles.

Ce sont les lois des 31 mars 1899 et 25 décembre 1900 relatives aux Caisses régionales, qui ont décidé que les 40 millions et la redevance annuelle mise à la disposition *du gouvernement pour être attribués à titre d'avance et sans intérêts aux Caisses régionales de crédit agricole mutuel qui seront constituées* d'après les dispositions, de la loi du 5 novembre 1894 (art. 1^{er}, Loi 1899.)

Les Caisses régionales peuvent recevoir de l'Etat des avances égales au quadruple de leur capital versé en espèces (Loi du 25 déc. 1900.)

Constitution d'une Caisse locale de crédit agricole.

On s'adresse aux membres d'un Syndicat agricole lorsqu'il en existe un dans la localité. Sinon, rien n'est plus facile à organiser. On demande à ces personnes de souscrire une ou plusieurs parts de 40 ou 20 francs chacune dont il suffit de verser le quart. Avec un minimum de sept souscriptions on peut constituer une Société.

¹ *Guide pratique (op. cit.).*

On convoque les souscripteurs en assemblée générale, dite « constitutive », qui délibère valablement si les adhérents présents ou représentés sont détenteurs d'un nombre de parts supérieur à la moitié de celles qui ont été émises. Une feuille de présence mentionnant le nombre de parts souscrites est signé par chacun des membres. L'Assemblée désigne un président et deux assesseurs, puis on rédige un procès-verbal de la séance.

Après l'adoption des statuts, les souscripteurs procèdent à l'élection du Conseil d'administration et de la Commission de surveillance. Puis on dépose au greffe de la justice de paix *deux exemplaires des statuts, de la liste des souscripteurs mentionnant leur affiliation à un Syndicat agricole et de la liste des administrateurs*. Ainsi se trouve constituée une Caisse locale de crédit agricole.

Administration et fonctionnement.

Dès lors le Conseil d'administration procède à l'élection de son bureau qui généralement se compose d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire-trésorier. Le président procède ensuite à l'affiliation de la nouvelle caisse locale à la Caisse régionale du département et en même temps lui adresse, avec les statuts, la liste des sociétaires, des administrateurs, etc. Le principe fondamental dans cette institution étant la mutualité, la Caisse locale doit souscrire un certain nombre de parts de la Caisse régionale. Bien qu'elle ait toute latitude pour cela, il est cependant de son intérêt d'en souscrire le plus possible parce que cela permet à la Caisse régionale d'obtenir de l'Etat des avances plus considérables. Souvent aussi elle n'a besoin de conserver que très peu

d'argent. Enfin de cette souscription dépend le crédit que la Caisse régionale pourra ouvrir à son affiliée.

Taux de l'intérêt des prêts.

Pour la Caisse locale il est forcément plus élevé que celui de la Caisse régionale en raison des frais minimes auxquels elle a à faire face et surtout à l'effet de se constituer un fonds de réserve. D'ailleurs, l'écart ne dépasse guère 1 o/o ce qui élève le taux à 4 o/o.

Quel est le maximum des prêts? Tantôt il est fixé proportionnellement à la somme souscrite par le sociétaire, c'est-à-dire dix, quinze, vingt fois le montant de celle-ci, tantôt on détermine un maximum qu'on ne pourra pas dépasser, par exemple 1000 ou 2000 francs.

Garanties exigées. — Elles varient suivant les Caisses. C'est toujours une caution¹, quelle que soit la somme prêtée, ou un warrant, un dépôt de titres, etc. Souvent ces garanties ne sont exigées qu'à partir d'une certaine somme.

La durée des prêts est, en principe, déterminée par la durée de l'opération que l'emprunteur a en vue. De toute façon, le prêt consenti doit être remboursé intégralement au moment où les récoltes ou les animaux sont vendus.

L'emprunteur doit toujours remettre à la Caisse, en couverture, un billet négociable dont le montant égale le chiffre du prêt. Certaines Caisses n'admettent que des

¹ Une caution est l'engagement par lequel le paiement d'une dette contractée par une personne est garanti par une autre. Elle est donnée sous la formule : — « bon pour caution de la somme de francs » inscrite sur le billet souscrit par l'emprunteur et suivie de la signature de la caution. On doit renouveler cette formule à chaque renouvellement.

billets à trois mois dont le premier peut être suivi d'un, deux ou trois renouvellements, d'autres n'admettent que des billets d'une durée égale à celle du prêt.

Pour quelles opérations peut-on emprunter ?

Comme nous l'avons vu les prêts ne sont consentis qu'en vue des opérations relatives aux besoins courants de l'exploitation agricole, tels que des achats d'engrais, de semences, d'instruments, d'animaux, le paiement des salaires des ouvriers agricoles, les avances sur récoltes, etc. Les Syndicats agricoles et les associations coopératives agricoles, les Sociétés d'assurances mutuelles peuvent obtenir des prêts.

Il s'ensuit donc que seuls peuvent bénéficier des avantages du crédit agricole les agriculteurs et les groupements d'agriculteurs, comme le stipule expressément la loi du 5 novembre 1894.

Base des statuts.

Ils sont rédigés d'après des modèles fournis par le Ministre de l'Agriculture. Ils sont basés soit :

1° Sur le principe de la solidarité limitée et, alors, chaque adhérent n'est engagé que jusqu'à concurrence du montant des parts souscrites par lui ;

2° Soit sur le principe de la solidarité restreinte, c'est-à-dire que tous les membres s'engagent jusqu'à concurrence de deux, trois, quatre fois le montant de leur souscription ;

3° Soit sur le principe de la solidarité illimitée avec capital, c'est-à-dire que tous les associés répondent sur leurs biens meubles et immeubles des engagements de la Société.

La responsabilité des administrateurs ne s'étend que dans la mesure de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu.

Les relations entre la Caisse locale et la Caisse régionale sont réglées par cette dernière. Aussi la plupart des Caisses locales fonctionnent-elles sans recevoir d'avances pour leurs fonds de roulement. Elles ne disposent généralement que de sommes peu importantes pour faire face à leurs menus frais. Ce système pratiqué de diverses manières se recommande par deux avantages très grands. D'abord il facilite les opérations des Caisses locales, ensuite, il permet à la Caisse régionale d'exercer une surveillance et un contrôle sérieux sur ses affiliées. On procède ordinairement ainsi : la Caisse locale après avoir fait souscrire un billet à l'emprunteur, l'adresse le jour même à la Caisse régionale qui immédiatement lui fait parvenir les fonds demandés, sous déduction de l'intérêt convenu, et ainsi le sociétaire est mis en possession de l'avance qu'il attend.

Des Caisses régionales de crédit agricole. — Leur rôle.

Elles sont constituées en vue de grouper un certain nombre de caisses locales d'une même région. Elles sont pour ainsi dire le banquier des locales dont elles escomptent les effets en leur avançant les fonds de roulement. Nous avons vu précédemment qu'une caisse locale, dès qu'elle a reçu un billet, elle l'escompte à la régionale.

Les mêmes formalités que celles des caisses locales sont requises pour la constitution des caisses régionales. Les deux tiers des parts d'une régionale sont réservés de préférence et jusqu'à la répartition aux caisses locales.

C'est généralement ce qu'elles font en versant intégralement le montant de leur souscription. On fait appel aussi aux particuliers et ceux-ci s'acquittent conformément aux conditions stipulées, en versant, soit le quart, soit la totalité des parts qu'ils auront souscrites.

Une caisse régionale groupe, en principe, les caisses locales d'un département.

Comme pour les locales, dès que le capital de fondation a été souscrit et que les versements convenus ont été effectués, on procède à une réunion constitutive, à l'adoption des statuts, à l'élection des membres du Conseil d'administration et des commissaires de surveillance. Puis le président effectue le dépôt en double, au greffe de la justice de paix, des statuts de la liste des souscripteurs et de celle des administrateurs. De plus, le dépôt de ces pièces est fait également au Ministère de l'Agriculture.

L'expérience de cette institution a permis de constater que, même avec des ressources restreintes, une caisse régionale peut rendre de grands services. Ainsi, une caisse régionale a réuni un capital de 50.000 francs. L'Etat lui donne comme première avance le double de cette somme, soit 100.000 francs, ce qui porte son capital à 150.000 francs. Une fois qu'elle a constitué un fonds de réserve à ses locales affiliées, en supposant qu'elle le juge indispensable, il pourrait lui rester de 130.000 francs à 140.000 francs dont elle n'a pas emploi immédiat. Elle en consacre une partie à acquérir des valeurs qu'elle place en dépôt à la Banque de France. Ces valeurs procurant un revenu, elle en constituera un fonds de garantie d'escompte. Elle peut aussi placer l'autre partie de son capital à la caisse d'épargne et en compte courant productif d'intérêt le plus souvent possible.

Comment une caisse régionale procède-t-elle pour ses

opérations d'escompte ? En général, le Conseil d'administration désigne quelques-uns de ses membres habitant la ville où la caisse a son siège ou les environs, pour constituer le Comité d'escompte chargé d'examiner les effets présentés par les caisses locales et de prononcer sur leur admission.

La durée des effets escomptés par la Caisse régionale est variable et dépend de ses disponibilités et de son organisation. Elle oscille entre trois et neuf mois avec faculté de renouvellement dans le premier cas, mais il importe qu'un acompte soit versé à chaque renouvellement. Le taux de l'escompte est fixé par le Conseil d'administration. Généralement on adopte le taux de la Banque de France.

Le système des renouvellements a l'inconvénient d'occasionner chaque fois une nouvelle dépense de timbre, mais il a aussi le grand avantage de rappeler à l'emprunteur l'engagement qu'il a à remplir.

Le contrôle et la surveillance des caisses sont exercés par les caisses régionales dans des conditions déterminées par le décret du 11 avril 1905 (art. 5).

Le Crédit agricole en Algérie.

La loi du 5 novembre 1894 sur les sociétés locales de crédit agricole a été déclarée applicable à l'Algérie (art. 7).

Le renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie a été reconnu par la loi du 5 juillet 1900 de même qu'une convention par laquelle cet établissement s'engage à verser au gouvernement une avance de 3 millions de francs sans intérêt jusqu'en 1920 inclusivement, date de l'expiration de son privilège. En outre de cette avance, elle versera, à titre de redevance annuelle, une somme ainsi déterminée :

200.000 francs de	1900 à 1905
250.000 — —	1906 à 1912
300.000 — —	1913 à 1920

Cette avance, ainsi que les redevances annuelles que doit verser la Banque de l'Algérie au Trésor, ont été mises à la disposition du gouvernement général de l'Algérie (loi du 8 juillet 1901) pour être affectées au Crédit agricole mutuel sous forme d'avances et conformément aux dispositions des lois du 5 novembre 1894 et du 31 mars 1899.

C'est une Commission spéciale siégeant au gouvernement général qui procède à la répartition des avances.

A la fin de 1904, il existait, en Algérie, dix-neuf caisses régionales¹ groupant 81 caisses locales avec un capital versé de 490.415 francs. Ces caisses se répartissent ainsi :

Département d'Oran :

7 caisses régionales comptant 37 caisses affiliées et un capital versé de 193.590 francs.

Département d'Alger :

7 caisses régionales comptant 29 caisses affiliées et un capital versé de 166.950 francs.

Département de Constantine :

5 caisses régionales comptant 15 caisses affiliées et un capital de 129.875 francs.

Il serait intéressant d'étudier les institutions similaires créées par les puissances européennes qui comptent des

¹ Nous devons signaler la création d'une Caisse régionale de crédit agricole mutuel exclusivement indigène qui fonctionne depuis plus d'un an à Berrouhagia (département d'Alger). Cette expérience, particulièrement intéressante, aurait obtenu les résultats les plus intéressants.

musulmans parmi leurs sujets. L'Autriche-Hongrie, depuis l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine, et l'Angleterre en Egypte ont tenté, avec des chances inégales de succès, de faire l'éducation économique des populations islamiques placées sous leur protection. Les conditions des unes et des autres diffèrent beaucoup de celles qui sont gouvernées par la France. Mais la seule considération qui doive retenir notre attente quant à ces efforts, c'est qu'il s'agit de peuples musulmans. C'est là un point capital pour nous, car, quel que soit le résultat obtenu il ne peut pas nous laisser indifférents.

SECTION III

LE CRÉDIT AGRICOLE EN ÉGYPTÉ

Lord Cromer fit procéder à une enquête dans divers pays dont la vie agricole se rapproche de celle de l'Egypte afin de connaître la méthode employée dans chacun d'eux pour organiser le crédit agricole. C'est surtout la Nouvelle-Zélande et la Bosnie qui retinrent son attention à cet égard ¹.

Deux systèmes furent discutés. Le premier consistait à protéger l'indigène contre son manque d'éducation pratique, par une législation qui restreindrait sa liberté de contracter ².

Le second s'adresse à l'intéressé même dont on se propose de faire l'éducation économique. On lui faciliterait l'emprunt à des taux assez raisonnables pour tenter ceux qui voudraient y avoir recours afin de liqui-

¹ Henri Pensa, *l'Avenir de la Tunisie*, p. 327 et suiv.

² La même proposition fut discutée au Parlement français, voir *supra*, p. 199.

der leurs dettes antérieures contractées à des taux usu-
raires et relever leur crédit.

Aussi, comme on l'a dit très judicieusement dans
une question de cette nature, ce sont les détails qui pré-
sentent un grand intérêt pour nous.

Le gouvernement égyptien ne pouvait pas avancer
directement des fonds aux cultivateurs, sans s'exposer à
de graves mécomptes. Après une expérience tentée en
1896, et limitée à un petit nombre de villages, on décida
de s'entendre avec un établissement privé. Cela apparais-
sait absolument nécessaire, surtout au point de vue du
recouvrement des fonds.

Une société privée ne se serait pas trouvée pour
avoir un service de recouvrement suffisant assurant la
rentree périodique de l'intérêt et du capital dus sur un
grand nombre de prêts peu importants.

Il fut décidé qu'on combinerait les deux systèmes et
qu'on s'adresserait à une banque (le Crédit foncier) qui,
en échange des bénéfices qu'elle réaliserait, supporterait
les pertes éventuelles et aurait la charge de la responsa-
bilité financière de cette opération.

Le gouvernement n'ayant jamais songé à en retirer le
moindre bénéfice, la banque privée en question était toute
indiquée pour cela grâce à ses nombreux agents établis
dans chacun des districts visés. On leur allouait à cet effet
une commission de 4 o/o par an sur chaque emprunt
consenti.

Le succès de cette entreprise serait dû en grande partie
à M. Scott Dalglish, inspecteur général, qui se rendait
dans les villages mêmes où l'on faisait des opérations de
crédit agricole. De plus, connaissant la langue du pays
(l'arabe), il exposait aux fellahs (cultivateurs) les avan-
tages de l'institution.

Au moment du remboursement des prêts les collecteurs de l'impôt, agents de l'Etat, intervenaient pour recouvrer en même temps que l'impôt foncier, les créances échues. Là se bornait le rôle actif de l'Etat.

Le taux de l'intérêt est de 10 o/o se répartissant ainsi :

1 o/o est destiné aux agents locaux sous forme de commission ; 3 o/o sont affectés à couvrir les frais divers faits par la banque et 6 o/o constituent le bénéfice net, dont il faut déduire, cependant, les créances irrecevables. Quelques chiffres feront mieux apprécier les résultats de cette entreprise anglaise.

En 1899, on limita au seul district de Belbeis les opérations du crédit agricole :

2.500 prêts furent consentis, s'élevant à un total de 31.500 livres égyptiennes¹.

En 1900, l'institution fut étendue à dix districts. Il est probable que, depuis cette époque, l'extension de cette œuvre éminemment bienfaisante a dû être constante, car à la fin de la même année, on a consenti :

9.500 prêts s'élevant au chiffre de 137.781 livres égyptiennes et se répartissant ainsi :

6.213 prêts se montant à 36.216 livres égyptiennes et consentis pour un an. Le restant, soit :

3.287 prêts s'élevant à 101.565 livres égyptiennes remboursables en cinq ans.

L'innovation particulièrement intéressante consiste en ce que ces dernières opérations ont été consenties aux emprunteurs en vue de liquider d'anciennes dettes pour lesquelles ils payaient des intérêts fort élevés, et c'est la banque elle-même qui les remboursa aux créanciers de ses clients.

¹ La livre égyptienne vaut 25 fr. 61.

C'est, en somme, une opération radicale que les victimes de l'usure ont eu à subir. C'est aussi une véritable leçon de choses pour les fellahs qui saisissent immédiatement le but de l'institution créée en leur faveur.

La totalité des prêts arrivant à échéance en 1900, soit 5.035 représentant une somme totale de 28.122 livres égyptiennes furent remboursés. On constate avec une légitime satisfaction que la banque, qui a ainsi consenti des prêts peu importants à des taux peu élevés, a contribué à faire baisser les taux exigés par les prêteurs ordinaires.

Lord Cromer estime¹ « qu'avec des conditions favorables à l'économie, le fellah égyptien se montrera probablement plus économe que le paysan anglais, sinon autant que le paysan français ». Cette remarque peut très bien s'appliquer au fellah algérien dont les qualités de sobriété et d'endurance, permettent d'espérer beaucoup. Cela malgré les défaillances de ces qualités qui parfois lui font gaspiller rapidement des réserves péniblement amassées.

Une autre remarque de Lord Cromer, est à notre avis d'une importance capitale en matière d'administration indigène, c'est « qu'il ne pourrait être fait aucune erreur plus dommageable que de vouloir employer des agents bon marché et, par conséquent, moins dignes de confiance² ».

Voici un exemple concret de la façon dont la banque égyptienne consent un prêt payable, capital et intérêts, à échéances successives échelonnées sur une période de cinq années.

¹ Henri Pensa, *l'Avenir de la Tunisie*, p. 329 et suiv.

² *Ibid.*

	Capital	Intérêt	Total
	—	—	—
1 ^{re} année . . .	20 L. E.	10 L. E.	30 L. E.
2 ^e — . . .	20	8	28
3 ^e — . . .	20	6	26
4 ^e — . . .	20	4	24
5 ^e — . . .	20	2	22
TOTAL. . .	<u>100 L. E.</u>	<u>30 L. E.</u>	<u>130 L. E.</u>

Le même prêt consenti par un banquier usurier exigerait, pense-t-on du fellah, cinq fois la somme due la première année soit $30 \times 5 = 150$ livres égyptiennes, dont 50 livres d'intérêts.

Si les usuriers égyptiens n'étaient pas plus exigeants, ils mériteraient presque notre reconnaissance, mais il est plutôt douteux qu'ils ne fussent pas plus avides de gain. Les conditions du fellah égyptien, quoique différant sensiblement de celles de son coréligionnaire algérien ou tunisien au point de vue économique, on peut, sans crainte, admettre qu'il a souffert aussi cruellement de l'usure.

SECTION IV

LA CAISSE D'ÉPARGNE EN ÉGYPTÉ¹

Parmi les innovations un peu hardies adoptées par les Etats musulmans figure l'institution de la Caisse d'épargne créée il y a quelques années par le Gouvernement égyptien.

L'intérêt de cette création réside moins dans la tentative en soi que dans l'intention exprimée par le gouvernement khédivial de respecter la loi musulmane quand même, tout en servant un *dividende* à ses déposants.

D'après le décret khédivial du 14 février 1904, l'admi-

¹ Renseignements communiqués par M. Azoury bey.

nistration des Postes est autorisée à recevoir des dépôts d'argent conformément aux conditions ci-après :

ARTICLE PREMIER. — L'administration des Postes est autorisée à recevoir des sommes déposées, etc.

Elle devra dans ce cas fournir au déposant une formule imprimée pour être par lui signée; cette formule contiendra :

§ 1. Procuration générale au Directeur général des Postes d'employer les fonds versés par le déposant suivant tous modes admis par la loi Chéri'a (religieuse) *en dehors de toute espèce d'usure*.

§ 2. Autorisation au Directeur général des Postes de confondre en une seule masse les fonds versés par le déposant avec ceux versés par les autres déposants.

§ 3. Acceptation de participer avec les autres déposants dans la *répartition d'un dividende* proportionnel aux sommes par lui versées.

ART. 2. — L'Etat garantit le remboursement intégral des fonds versés, en capital et *dividende*.

Ce *dividende* représentera la part dans les bénéfices de chaque déposant proportionnellement aux sommes par lui versées. Les fractions d'une livre seront considérées comme dépôt non productif de *dividende*. Ce *dividende* ne pourra jamais être supérieur au quarantième du capital; l'excédent, s'il y a lieu, restera acquis à l'Administration des Postes à titre de frais de rémunération.

Le gouvernement égyptien appelle « dividende » ce qui est un intérêt pur et simple. Il pense ainsi avoir respecté la loi chéri'a par le seul effet d'un changement de terme. Malgré la générosité de ses intentions, c'est un cas d'usure dans lequel il tombe. Passe encore si le dividende remplissait toutes les conditions requises, mais non, il ne doit pas dépasser une limite prévue, un quarantième du capital déposé (article 2). Avec cette dernière disposition toute apparence de respect à la loi religieuse disparaît.

Le paragraphe 2 de l'article I^{er} lève l'interdiction imposée au dépositaire d'une somme d'argent par le droit musulman, de maintenir le dépôt scellé et indisponible¹.

¹ Sidi Khelil, chap. du dépôt, Seignette, art. 770.

Par suite le dépositaire ne doit pas l'utiliser à des entreprises commerciales ou industrielles. Néanmoins le déposant peut l'autoriser à en faire l'usage qui lui plaira¹. Dans ce cas il engage sa responsabilité vis-à-vis du déposant et les risques lui incombent entièrement². En assumant cette charge, le dépositaire fera siens les fruits qu'il aura retirés du dépôt³.

SECTION V

UN ESSAI DE SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES EN TUNISIE

Nous avons vu que le caractère dominant de la renaissance néo-musulmane moderne était surtout d'ordre intellectuel; mais nous croyons fermement que le mouvement ne tardera pas à s'orienter vers une tendance économique dont les indices sont nombreux et déjà très concluants.

Les sociétés indigènes de prévoyance en sont une preuve et le développement des caisses de crédit agricole mutuel confirme davantage notre prévision. Ce qui est aussi intéressant, c'est de noter les heureuses tentatives dues à l'initiative individuelle.

En effet, l'œuvre d'un gouvernement, quelques résultats qu'elle puisse obtenir, ne peut être assurée du succès définitif que par l'appui et le concours de la masse. En d'autres termes, il faut une collaboration des deux éléments, gouvernants et gouvernés, pour arriver à créer une œuvre durable. Pour cela, il faut attirer et utiliser les individualités qui émergent dans tous les milieux musulmans. C'est là une

¹ Sidi Khelil, chap. du dépôt, Seignette, art. 771.

² Sidi Khelil, chap. du dépôt, Seignette, art. 769.

³ Sidi Khelil, chap. du dépôt, Seignette, art. 770.

condition *sine qua non* pour le relèvement d'un peuple en retard. L'exemple doit venir d'en haut et de musulmans, et on n'agit sur les musulmans que par les musulmans des classes élevées¹.

Parmi les efforts tentés dans ces dernières années, il convient de signaler ceux d'un musulman ancien élève de la Faculté de droit de Paris, actuellement industriel à Tunis.

M. Abdeldjelil Zaouche, frappé par la décadence complète qui menaçait les multiples petites industries du pays, s'inquiéta de les relever. La tâche était malaisée, car les causes en étaient nombreuses et les difficultés presque insurmontables.

La concurrence étrangère avec son énorme facilité de production, favorisée par un régime douanier qui lui ouvre toutes grandes les voies d'accès du pays, l'outillage suranné des fabricants indigènes et leur ignorance totale des procédés commerciaux modernes, devaient arriver à brève échéance à achever la ruine des industries locales. M. Zaouche n'a pas reculé devant tous les obstacles qu'il avait à surmonter et parvint à grouper un certain nombre de producteurs et à constituer une société appelée *Essa'âdia* dont le but est le suivant, tel qu'il l'expose lui-même².

« Une société à capital personnel et variable s'est
« formée, sous le nom d'Essaâdia, entre les fabricants de
« balgas (babouches) ; son but est d'aider les fabricants à
« acheter au meilleur compte les matières premières
« moyennant l'exploitation d'un établissement chargé de
« leur fournir, aux conditions les plus avantageuses

¹ *La Tunisie au début du XX^e siècle*, De Rudeval, Paris, 1904.

² *Revue du Monde Musulman*, p. 283, février 1907.

« comme prix et comme qualité, les différents articles
« nécessaires à leur industrie.

« La société pourra aussi poursuivre des buts accessoires,
« tels que l'instruction ou le bien-être de ses membres.
« Le capital social est divisé en actions de 18 francs,
« payables à raison de 1 fr. 50 par mois, soit 0 fr. 05
« par jour. Dans la fixation du mode de paiement des
« actions, on a tenu compte de la situation généralement
« précaire des fabricants, et surtout des ouvriers qui
« gagnent de 1 franc à 1 fr. 50 par jour.

« Grâce à la modicité du prix des actions, nous avons
« à Tunis plus de 800 actionnaires versant près de
« 5.000 francs par mois et plus de 100 actionnaires à
« Kairouan.

« La Société est dirigée par un Conseil d'administra-
« tion composée de quinze membres, tous gens du métier.
« Le Conseil se réunit tous les quinze jours pour discuter
« les affaires de la Société. Le directeur, qui est un des
« membres du Conseil, lui rend compte de la situation,
« lui soumet les achats à faire et le met à même de déter-
« miner les prix de vente ; de sorte que tous les associés
« sont au courant des prix d'achat et fixent eux-mêmes,
« par l'intermédiaire de leurs délégués les membres du
« Conseil, la majoration nécessaire pour couvrir les frais
« d'administration et distribuer un dividende aux action-
« naires.

« La Société a ouvert un magasin dans le souk des
« balghagias (fabricants de babouches) pour vendre au
« détail tout ce dont peuvent avoir besoin les petits
« fabricants qui, ainsi ne sont pas obligés d'immobiliser
« des sommes relativement importantes pour acheter leurs
« marchandises par grosses quantités.

« Un autre avantage très grand que la Société a procuré

« à ses membres, c'est le crédit. Avant la constitution de
« la Société, les fabricants aisés obtenaient des facilités
« de paiement, les autres ne pouvaient trouver aucun
« appui, ni auprès des banques, ni auprès des négociants.
« Quelques-uns m'ont assuré que, pour renouveler des
« traites, ils payaient jusqu'à 3 pour 100 par mois
« d'escompte, soit 36 pour 100 par an.

« La Société a admis plusieurs fabricants à l'escompte,
« elle leur ouvre des crédits variant de 200 à 1.500 francs.
« Les traites sont escomptées à 5 pour 100 ce qui est le
« taux des banques. »

On voit par la dernière partie de cet extrait que l'on n'a même pas discuté la question de l'intérêt. Il est vrai qu'il s'agit là d'une Société proprement dite dont la légitimité est reconnue par le droit musulman.

Cette œuvre bien que datant de deux ans à peine, montre combien une initiative intelligente peut être féconde en résultats heureux.

SECTION VI

COMMENT RESTREINDRE L'USURE

Après avoir étudié le problème de l'usure au double point de vue théorique et pratique, après avoir constaté l'insuccès des diverses mesures législatives édictées en vue de la combattre, et l'insuffisance des institutions diverses créées dans ce but, il nous reste à déduire une formule générale pour indiquer comment on pourrait s'attaquer à ce mal social, véritable hydre sans cesse renaissante.

Si on n'a pu, malheureusement jusqu'à présent, faire autre chose qu'enregistrer les effets économiques de cette plaie et assister en témoins passifs à l'appauvrissement de

toute une population, c'est que les moyens appliqués n'étaient pas suffisants et qu'il fallait chercher mieux.

On a négligé, pour ce faire, de remonter aux causes premières de l'usure, qui ont leur origine dans le milieu même où elle sévit, c'est-à-dire en s'en prenant aux victimes, à la population indigène.

Si, pour enrayer l'extension des maladies à caractère endémique qui désolent certains pays, on s'était contenté de traiter seulement les individus qui en étaient atteints, il est probable qu'on ne serait guère avancé actuellement et qu'on en serait réduit à attendre de nouveaux cas pour agir. Mais en s'attaquant aux causes mêmes de ces maladies, par un ensemble de mesures préventives d'assainissement basées sur des précautions multiples et sévères, on prévoit et on évite de redoutables éventualités.

C'est ainsi que l'on aurait dû agir, dès le début, en s'en prenant aux victimes, par un système d'éducation pratique¹ qui eût tôt fait d'améliorer leur condition matérielle.

En l'état actuel des choses, les populations musulmanes de l'Algérie sont mûres pour toutes les réformes. Comme partout ailleurs, elles ont un vague désir d'apprendre et de relever leur situation morale et matérielle². Il faut reconnaître que si l'administration, jusqu'en ces dernières années, s'est montrée peu habile à diriger ces aspirations et à favoriser leur essor, il n'en est plus de même aujourd'hui.

L'instruction publique, que l'on se propose d'étendre considérablement, portera ses fruits, nous en sommes

¹ Brants, *Lois modernes contre l'usure*, passim.

² Ismaël Hamet, *les Musulmans français de l'Afrique du Nord*, p. 148, 169, 182.

convaincu, et quoi qu'en pensent certains esprits chagrins partisans de l'obscurantisme quand même.

En diffusant l'instruction, on créera des bases solides aux réformes présentes et à venir et on cimentera les liens qui unissent les intérêts des diverses races vivant sur le sol algérien¹.

La France se doit de ne rien négliger pour amener à elle les musulmans dont elle a assumé la charge morale. A ceux qui disent qu'elle a trop fait pour eux, nous dirons qu'elle n'en fera jamais assez, et cela pour des raisons aussi nombreuses qu'indiscutables. En Algérie, les indigènes payent les impôts les plus lourds² (impôts arabes, impôts français et impôts indirects). Ils alimentent, presque à eux seuls, tout le budget des recettes de la colonie. A ce titre, il n'est donc que juste de les faire profiter le plus possible des sacrifices qu'on leur impose. C'est concurremment avec l'instruction que l'on doit entreprendre le développement continu des institutions qui ont pour but l'éducation économique des indigènes.

L'enseignement que l'on se propose, à l'heure qu'il est, d'étendre considérablement est, à notre avis, incomplet. En effet, on n'envisage généralement que l'instruction primaire et on semble négliger, pour le moment, l'enseignement secondaire et surtout supérieur. Cependant, comment peut-on constituer une élite intellectuelle où l'on recrutera des collaborateurs pour l'œuvre de régénération de la masse, si l'ensemble de ce projet reste aussi imparfait. On oublie peut-être que l'Algérie est le pays musulman qui souffre le plus de cette lacune à laquelle il faut attribuer, pour une grande part, le peu d'empresse-

¹ Philippar, *Contributions à l'étude du crédit agricole en Algérie*.

² Louis Vignon, *la France en Algérie*, p. 293.

ment des indigènes algériens à se moderniser comme le font leurs coreligionnaires des autres pays.

Une élite capable de diriger l'opinion publique doit donc être constituée, au lieu de laisser la masse subir l'influence des autres pays, tels que la Tunisie ou l'Egypte. Parmi les faits nouveaux de la société algérienne, il en est un qui semble ignoré, ou tout au moins qui passe inaperçu ; les indigènes, malgré leur retard à se réveiller de leur torpeur, adoptent de plus en plus les procédés de culture modernes et améliorent leur outillage. De plus, la facilité des communications, la rapidité avec laquelle les nouvelles extérieures se répandent parmi eux, soit au moyen de la presse française, soit au moyen des journaux arabes de Tunis et même d'Egypte, font que leur état d'esprit évolue sensiblement vers une conception plus nette de ce que nous appelons le progrès. Tous ces éléments nouveaux constituent des facteurs moraux très puissants pour le succès des réformes à introduire au profit de la société indigène.

Nous considérons donc qu'une instruction largement répandue assurera seule à la population musulmane de l'Algérie un avenir digne d'elle. Il ne faut pas que la France s'expose au reproche grave d'entraver l'éducation de ses sujets. La nouvelle politique nord-africaine inaugurée dans ces toutes dernières années doit poursuivre et mener de front le relèvement économique et le développement de l'enseignement. C'est là le criterium des revendications indigènes les plus urgentes. Ce que nous souhaitons pour l'avenir ne saurait nous faire perdre de vue ce qui a déjà été fait dans cet ordre d'idées.

En effet l'enseignement supérieur musulman des Médrâças, complètement réorganisé il y a quelques années, a été rajeuni, si on peut dire. A côté des matières purement

musulmanes et qui représentaient jusque-là l'enseignement scolastique, on a élargi le programme en y faisant place aux sciences modernes, physiques et naturelles, géographie et histoire, mathématiques, etc.

Peut-être que dans les Médraças, où le droit musulman occupe, comme de juste, une place-à part, devrait-on lui annexer certaines branches du droit moderne français, tels que le droit civil, le droit commercial et quelques notions de sciences économiques.

Ces dernières, en effet, étant absolument nouvelles, combleraient une grave lacune du droit musulman dans l'esprit des futurs magistrats indigènes.

Il existe bien un cours de législation algérienne dont l'utilité n'a pas besoin d'être démontrée, mais complété dans le sens que nous indiquons, il rendrait des services inappréciables.

On pourrait également, dans les écoles indigènes, encourager les œuvres de mutualité et de prévoyance, en apprenant aux jeunes élèves l'épargne si précieuse dans une société. Beaucoup d'enfants indigènes ont des livrets de caisse d'épargne, comme d'ailleurs un grand nombre de personnes. Mais la grande masse ignore jusqu'à l'existence même de cette institution. Peut-être conviendrait-il de stimuler l'esprit d'ordre et d'économie des élèves et de faire connaître cette institution à la masse de la population par une propagande active et intelligente. Il serait très intéressant de savoir dans quelle mesure l'élément indigène algérien participe à l'œuvre des Caisses d'épargne.

CONCLUSIONS

Nous avons maintenant envisagé sous toutes ses formes le problème de l'usure, d'abord tel qu'il s'est imposé à l'attention du législateur, puis tel que les hadiths ont voulu le résoudre.

L'œuvre des auteurs musulmans a dépassé la conception primitive de cette question et lui a donné une extension considérable. En dégageant du Coran et des hadiths les principes juridiques, ils ont fait une œuvre de codification et reculé les limites déjà tracées. L'application de ces principes s'est vivement ressentie de cette manière de voir, et, au lieu de conserver le contact avec la vie économique de l'époque, ils s'en sont éloignés pour se confiner dans un domaine exclusivement théorique. Les siècles ont augmenté la distance en permettant à la pratique de suivre son cours et d'ignorer l'œuvre des auteurs. C'est, en effet, ce qui frappe le plus de nos jours. Les deux situations sont nettement opposées et la pratique ne rappelle que très vaguement les théories émises, avec un grand luxe de détails, par les jurisconsultes musulmans.

On ne peut pas admettre que cette antithèse, en quelque sorte, se soit créée du jour au lendemain. Elle représente, sans aucun doute, une évolution de plus en plus accusée au fur et à mesure que la doctrine accumu-

lait les entraves par ses conceptions étroites, dont la pratique ne s'est guère inquiétée.

Les auteurs n'ont, de plus, tenté aucune coordination entre les dispositions du Coran et la réglementation conçue par les hadiths. Bien mieux, l'œuvre de la doctrine ne s'appuie presque jamais sur les passages du Coran relatifs à l'usure et se contente uniquement des hadiths comme d'une base aussi intangible que la première.

Sans émettre un doute sur la validité ou l'authenticité des traditions considérées *in globo*, on ne saurait cependant les accepter toutes sans de sérieuses réserves. Les hadiths n'ont été définitivement recueillis qu'au III^e siècle de l'hégire, ce qui laisse inévitablement place à de nombreuses altérations et même à la partialité de certains rapporteurs. L'éminent Bokhâri reconnaît lui-même avoir négligé les traditions qui émanaient de gens suspects d'hérésie à ses yeux. Mais ils sont nombreux les savants ou les personnages qui ont été victimes d'une pareille suspicion et, à ce compte, rien ne serait plus facile pour écarter l'appui d'un témoignage autorisé que d'invoquer cette cause d'élimination.

Si donc on remonte à la source primordiale de toute la législation musulmane, on constatera que les versets du Livre-Saint ont condamné des procédés antiéconomiques au premier chef. L'argument le plus décisif, à notre point de vue, est dans le passage qui se rapporte au *ribâ qui double et redouble le principal d'une créance*. On peut rapprocher de ce verset les dispositions qui ordonnent aux croyants de « ne pas *se ruiner mutuellement par des moyens immoraux* ». Il n'est rien là que les idées économiques modernes ne condamnent avec la même vigueur et les exégètes eux-mêmes sont

unanimes pour décrire les usages antiislamiques qui ont révolté la conscience du législateur. Les individus qui disposaient de quelques réserves étaient en butte aux sollicitations de beaucoup de gens. En leur consentant des avances, ils leur imposaient les conditions les plus dures auxquelles les malheureux emprunteurs souscrivaient d'autant plus facilement que leur besoin était impérieux. Des conventions de cette nature sont non seulement immorales, mais contraires aux intérêts généraux de toute société. Et, si la condamnation dont elles sont l'objet de la part du Coran apparaît à cette époque pleinement justifiée, elle conserve toute sa force et toute sa valeur de nos jours mêmes.

Assurément, ces conventions constituaient des prêts, mais uniquement des prêts de consommation et, à ce titre, l'emprunteur était un besogneux que la faim guettait. Le créancier ne pouvait se résigner à sacrifier une partie de ses richesses sans exiger de son débiteur des contre parties contre les risques qu'il courait. Parmi ces contre parties figurait le prélèvement d'un bénéfice considérable. Il n'était donc pas surprenant que le débiteur ne pût presque jamais parvenir à se libérer complètement des charges qu'il avait assumées et que les échéances, en se succédant, ne faisaient que multiplier.

Ces opérations constituaient, dans l'opinion générale, des transactions commerciales, confusion à laquelle le Coran a mis fin.

Si nous nous reportons aux hadiths tels qu'ils nous sont présentés, une idée s'en dégage immédiatement, c'est qu'ils précisent la portée que le législateur entendait donner au ribâ, à l'usure. Il a voulu protéger certaines denrées de première nécessité, dont probablement une grande partie

était importée du dehors. De plus, la production à cette époque était exposée à des fluctuations que nous ne connaissons plus de nos jours. Une année de sécheresse suffisait pour provoquer des famines épouvantables, parce que la production était purement domestique. Il était donc légitime de mettre ces denrées à l'abri d'une spéculation par trop exagérée, au détriment de la masse des consommateurs.

Cette réaction est compréhensible et les mesures annuaires par lesquelles elle s'est traduite rappellent la protection dont ces matières furent l'objet de la part des canonistes au moyen âge. A une situation économique donnée correspondent des mesures adéquates.

Aujourd'hui, que constatons-nous? Une production considérable dans la plupart des pays civilisés, grâce aux progrès sans cesse accomplis et aux moyens perfectionnés dont l'homme dispose. Cette production dépassant de plus en plus la consommation cherche dans toutes les parties du monde de nouveaux débouchés, et ainsi s'établit une sorte de nivellement auquel les moyens de communication et de transport assurent une stabilité inconnue jusqu'à présent. La facilité qui en résulte pour la circulation des produits a amené les cours des denrées jadis si précieuses à un équilibre rarement rompu. Les produits alimentaires et les métaux précieux affluent pour ainsi dire partout et n'ont plus besoin de la même protection qu'à l'époque du Prophète.

L'or et l'argent, monnayés ou non, ont actuellement une puissance acquisitive à peu près identique dans tous les pays avancés.

Les motifs qui ont dicté au législateur les restrictions que nous avons étudiées ne se justifieraient plus à notre époque de paix et de surproduction que pour certaines

régions encore inaccessibles à la pénétration des produits étrangers.

L'échange ou le prêt ainsi prévus ne sont donc plus ce qu'ils étaient ; et s'il y a encore des abus commis du chef de l'usure, ces abus demeurent répréhensibles aussi bien dans les législations modernes que dans les législations d'essence divine.

L'énergie avec laquelle les passages du Livre-Saint condamnent l'usure s'explique par les conséquences malheureuses qu'elle entraînait, c'est-à-dire par la disproportion entre le bénéfice que prélevait le créancier de certains biens prêtés et le service rendu à l'emprunteur ; bénéfice d'autant plus injustifié que ces biens consistaient en objets consommables, en choses qui se consumaient par le premier usage.

Actuellement, les conditions dans lesquelles se présentent les uns aux autres les prêteurs et les emprunteurs ont complètement modifié les rôles qu'ils avaient dans le premier état du droit. On protège beaucoup plus les prêteurs que les emprunteurs dans le prêt moderne. La forme primitive dont parle le Coran et celles prévues par les hadiths ne se conçoivent plus de nos jours qu'à titre exceptionnel.

Le prêt est devenu une sorte d'association dans laquelle une personne qui dispose d'un capital qu'elle ne peut pas faire fructifier elle-même le confie à une autre qui se charge de ce rôle. Cette dernière, ne pouvant pas garder pour elle seule la totalité des bénéfices qu'elle pourrait en retirer, doit une rémunération à celle qui lui a procuré le moyen de les réaliser.

En d'autres termes, le prêt moderne ne met nullement en présence deux individus qui n'agissent que sous l'impulsion d'une contrainte et ne cherchent qu'à s'exploiter

indignement, ce sont deux parties qui ont besoin l'une de l'autre et s'offrent mutuellement leurs services. Il y a donc compensation, et c'est cette compensation que les auteurs musulmans ne pouvaient pas voir en ne considérant uniquement que le prêt de consommation. Ainsi le voulait la situation économique à caractère essentiellement domestique qui a donné naissance à la conception du ribâ.

L'avantage étant réciproque dans les conditions économiques qui nous régissent, il n'y a plus de raison de confondre plus longtemps l'intérêt du capital, tel que nous le concevons de nos jours, avec le prêt de consommation du droit primitif musulman. Or, le Coran n'a parlé que du dernier et les exégètes l'ont parfaitement mis en lumière en insistant sur les conditions particulièrement odieuses du contrat de ribâ.

Donc, le prélèvement que l'on fait actuellement sur les bénéfices réalisés dans une entreprise, au développement de laquelle on a contribué en y apportant ses capitaux, n'a rien de comparable au profit que l'on exige d'un individu dont on exploite la gêne.

Pour des cas analogues, il existe des institutions dont le but est de secourir les individus momentanément gênés. L'intérêt que l'on prélève dans ces conditions est uniquement destiné à couvrir les frais d'administration. Tel est le cas des Monts-de-Piété.

Quand, à l'heure actuelle, les écrivains musulmans discutent passionnément le problème de la légitimité de l'intérêt du capital, ils se posent mal la question en négligeant de considérer la situation économique successivement au double point de vue du droit islamique et du droit moderne. Ils enlèvent ainsi à leurs arguments toute leur force et toute leur valeur.

Il faut, en vérité, rechercher ce que le Livre-Saint a

entendu défendre, puis se demander si ce qu'il prohibe répond exactement à ce que l'on comprend actuellement par intérêt du capital. Le Coran interdit une convention dont le caractère demeure illicite, et qui plus est, constitue un délit prévu et puni par les législations modernes et auquel la loi musulmane s'applique toujours. L'opération moderne est une simple participation aux bénéfices susceptibles d'être réalisés dans une opération qui intéresse à la fois le prêteur et l'emprunteur.

Il résulte de cette opposition qu'il y a une part de malentendu aussi bien chez ceux des écrivains musulmans qui sont adversaires de la légitimité de l'intérêt du capital que chez ceux qui en sont partisans.

Autrement dit, le Coran ne considère que le prêt improductif procurant des bénéfices que ne justifie aucun service rendu et sans qu'il en résulte un avantage quelconque pour la société. Tandis que les sciences économiques modernes ne se préoccupent que du prêt destiné à la production, c'est-à-dire à l'accroissement de la richesse générale.

Il apparaît donc, d'ores et déjà, que l'intransigeance des premiers ne saurait durer plus longtemps sans nuire au relèvement économique et social des peuples musulmans et sans aggraver les conditions lamentables au milieu desquelles ils se débattent.

Il faut, de plus, se rendre à l'évidence et reconnaître que si les conceptions primitives ont pu répondre à l'état économique de l'époque, les conditions actuelles les ont complètement modifiées pour donner le jour à une situation absolument différente.

Les errements qui ont favorisé le développement des moyens frauduleux que la pratique a consacrés, ont démontré aussi le danger qu'il y aurait à y persister plus

longtemps. On doit donc, sinon reconnaître la nécessité de légitimer entièrement l'intérêt du capital, du moins l'admettre comme un puissant facteur dans la production moderne. Ainsi les mesures rigoureuses édictées dans des circonstances déterminées ne se justifieraient plus lorsque ces mêmes circonstances ont disparu.

Bien mieux, nous estimons que maintenir ces mesures dans leur intégralité, c'est condamner les peuples musulmans à vivre en marge de la civilisation moderne, c'est-à-dire dans un état d'infériorité et de dépendance vis-à-vis de leurs voisins.

L'Islâm qui a fait preuve dans les premiers siècles de son expansion d'une parfaite compatibilité avec la science en produisant une civilisation incomparable, ne saurait abdiquer cette puissance d'assimilation qui a fait sa force sans faillir à son passé et à son avenir. Son évolution actuelle doit tendre vers une adaptation des sciences économiques modernes et assurer ainsi aux peuples qu'il régit un essor digne d'eux. C'est là que réside le secret en quelque sorte de la puissance des peuples occidentaux à la civilisation desquels les musulmans ont contribué jadis.

Les écrivains éclairés qui assument une grande responsabilité morale en dirigeant leurs efforts vers le relèvement du niveau intellectuel et social des peuples musulmans ne doivent rien négliger dans leurs investigations pour l'harmonie de l'éducation de ceux-là mêmes dont ils ont charge d'âmes.

D'ici longtemps, peut-être, nous sommes tributaires et par suite réduits à un rôle purement passif vis-à-vis des peuples occidentaux. C'est là, précisément, qu'apparaît toute la grandeur de la tâche des éducateurs modernes.

En travaillant pour la restauration de l'Islâm libéral,

tolérant et rationaliste des belles époques de Bagdad et de Cordoue, ils assureront à l'une des parties les plus considérables de l'humanité, un avenir digne de son glorieux passé.

Nous ne saurions rester plus longtemps en dehors du mouvement général qui entraîne les peuples modernes vers d'incessantes conquêtes scientifiques sans y prendre part et sans contribuer à leur développement en tant que facteurs mêmes de la civilisation actuelle.

On peut se féliciter de la grande distance déjà parcourue dans ces dernières années, mais il reste beaucoup à faire encore. Partout, les musulmans témoignent d'une activité inaccoutumée et semblent renaître à la vie avec une ardeur qui étonne les plus optimistes.

Ceux qui, sur la foi de certains errements, les ont considérés jusqu'en ces derniers temps comme inaptes à se concilier avec le nouvel état de choses voient leurs opinions réduites à néant. Les critiques sévères qu'on leur prodiguait sont définitivement condamnées par les résultats acquis en si peu de temps et qui constituent un gage sérieux de ce qu'un avenir prochain permet d'escompter.

Vu :

Lyon, le 11 Mai 1908,
LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
E. CAILLEMER.

Vu :

Lyon, le 11 Mai 1908,
LE DOYEN DE LA FACULTÉ,
E. CAILLEMER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 13 Mai 1908,
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
P. JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	VII
INTRODUCTION	I
PREMIÈRE PARTIE	15
CHAPITRE PREMIER. — L'usure dans le Coran.	15
Section I. — Textes	15
Section II. — Le Ribâ dans le Coran	16
CHAPITRE II. — L'usure dans les Hadiths	33
CHAPITRE III. — Application de la théorie de l'usure aux contrats	69
DEUXIÈME PARTIE	109
CHAPITRE PREMIER. — La Doctrine musulmane moderne de l'intérêt du capital	109
CHAPITRE II. — Quelques formes pratiques de l'usure en Algérie.	131
CHAPITRE III. — Une enquête sur l'usure en Algérie. . .	137
CHAPITRE IV. — Causes morales du développement de l'usure en Algérie	149
CHAPITRE V. — Causes législatives et administratives. .	155
TROISIÈME PARTIE	163
CHAPITRE PREMIER. — La lutte contre l'usure dans les législations européennes	163
CHAPITRE II. — La lutte contre l'usure. — Les institu- tions de crédit mutuel	185
CONCLUSIONS	221

